INSTITUT DE L'ELEVAGE idele

TENDANCES LAIT VIANDE

LES MARCHÉS DES PRODUITS DE L'ÉLEVAGE DE RUMINANTS | N° 379 - JANVIER 2026

Retrouvez "Tendances lait viandes", ses vidéos, ses documents, ses liens, ses rendez-vous sur mobile et PC : www.tendances-lait-viande.fr

Sommaire du numéro 379

Viandes bovines
Gros bovins
France
- Les prix des bovins finis toujours à la hausse
- La consommation de viande bovine fléchit

Jeunes bovins
Europe
- Production réduite malgré une demande bien présente

Femelles
Europe
- Les prix des réformes laitières fermes en UE

Maigre
- Des disponibilités en animaux légers un peu renforcées

Veaux de boucherie
- Une année 2025 marquée par le recul de la production et la hausse spectaculaire des prix

Veaux laitiers
- Naissances en légère hausse en fin d'année

Lait de vache
Collecte laitière
- Redressement de la collecte et débouchés contraints

Commerce extérieur
- Des entraves au commerce européen de produits laitiers

Consommation
- Les achats des ménages en produits laitiers sont restés stables en 2025

Marché des produits laitiers
- La production abondante pèse sur les prix dans les principaux bassins

Viande ovine
France
- La cotation débute 2026 sous son niveau de 2025

UE et monde
- L'export britannique résiste malgré un cheptel affaibli

Lait de chèvre et viande
Lait de chèvre
- Collecte en retrait de 1% sur onze mois

Viande caprine

- Manque de chevreaux à Noël

Les prix des céréales toujours sous la pression des récoltes mondiales abondantes

Viandes bovines

La hausse des cours se poursuit en début d'année

Dernière révision le 23 janvier 2026

-0,7%

Dernière révision le 23 janvier 2026

C'est la baisse de la production française de viande bovine que nous prévoyons pour 2026. Elle fera suite à un recul de 2,6% en 2025.

Viandes bovines » Gros bovins » France »

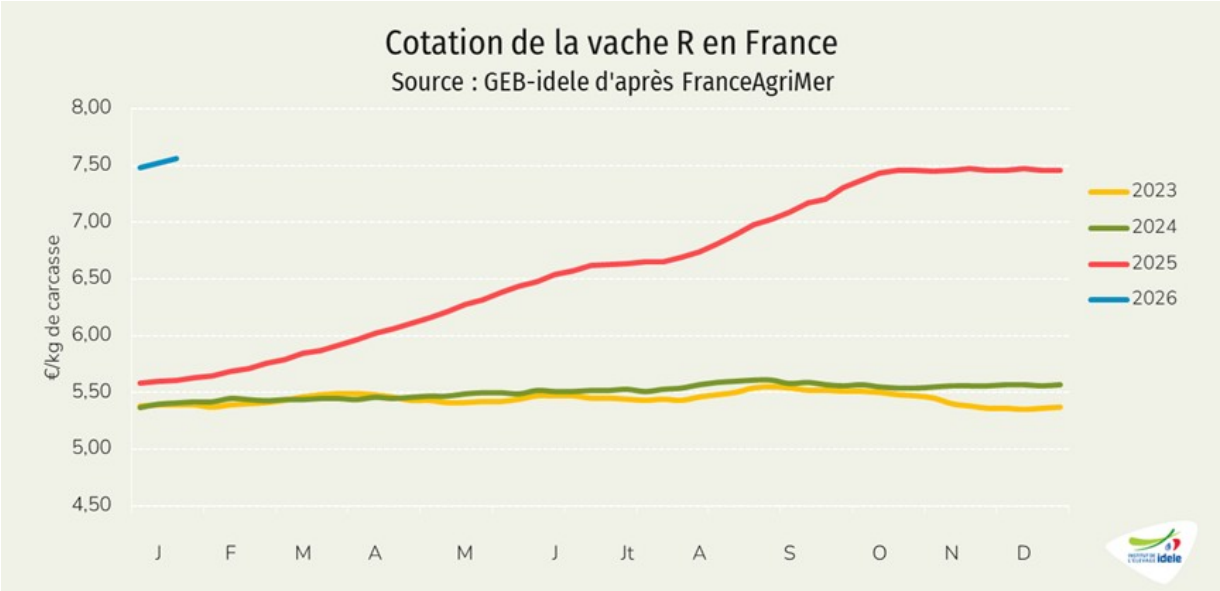
Les prix des bovins finis toujours à la hausse

Dernière révision le 23 janvier 2026

Après avoir littéralement décollé en 2025, les cotations restent en hausse sur les premières semaines de 2026 pour toutes les catégories de gros bovins finis, tirées par le manque d'offre.

La cotation de la vache R gagne 8 centimes en deux semaines.

Les prix des vaches allaitantes restent orientés à la hausse alors que les fêtes de fin d'année sont passées. Le manque d'offre conduit les acheteurs à rajouter des centimes.



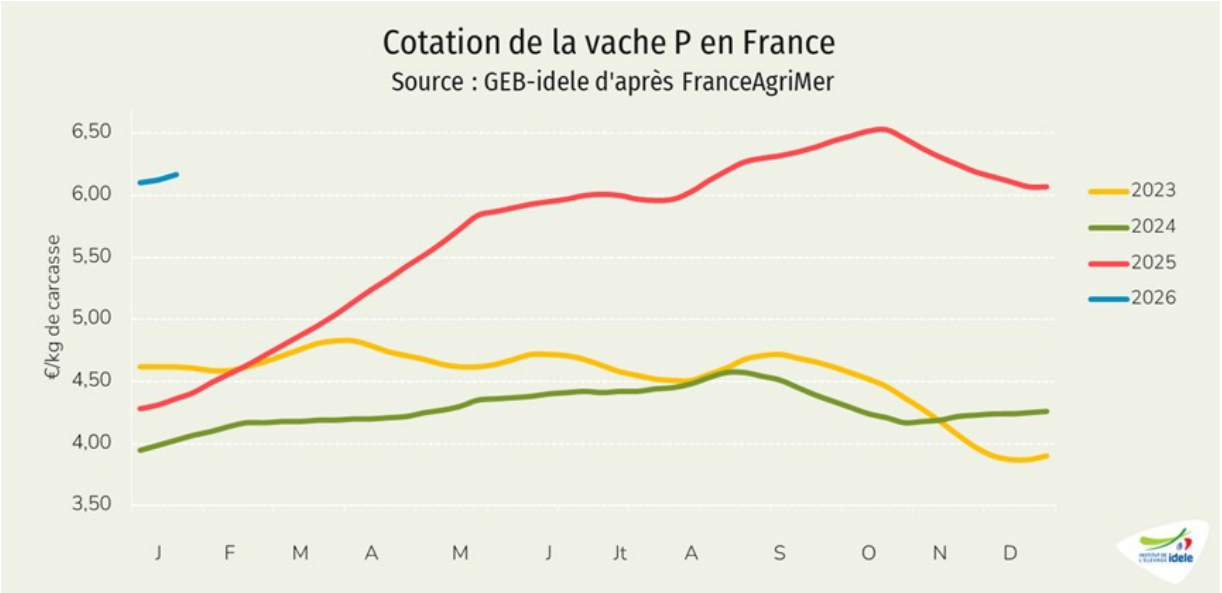
La cotation de la **vache R a encore gagné 8 centimes** sur les deux premières semaines de l'année, pour atteindre 7,59 €/kg de carcasse en semaine 3 (+35% /2025). **Celle de la vache U a gagné 6 centimes**, à 7,89 €/kg (+30% /2025).

Les abatteurs font face à un recul de l'offre persistant. **Sur les trois premières semaines de l'année, les abattages de vaches de type viande étaient en retrait de 11%** par rapport à 2025 d'après l'indicateur hebdomadaire de Normabev.

Le **cheptel français de vaches allaitantes** a ralenti sa baisse au cours de l'année 2025, mais demeurait **en recul de 1,9% sur un** an au 1er décembre dernier, à 3,35 millions de têtes.

Les cours des laitières repartent à la hausse, faute d'offre

Après la baisse saisonnière de l'automne dernier, les cours des vaches laitières sont repartis à la hausse en début d'année, tirés par le recul de l'offre.



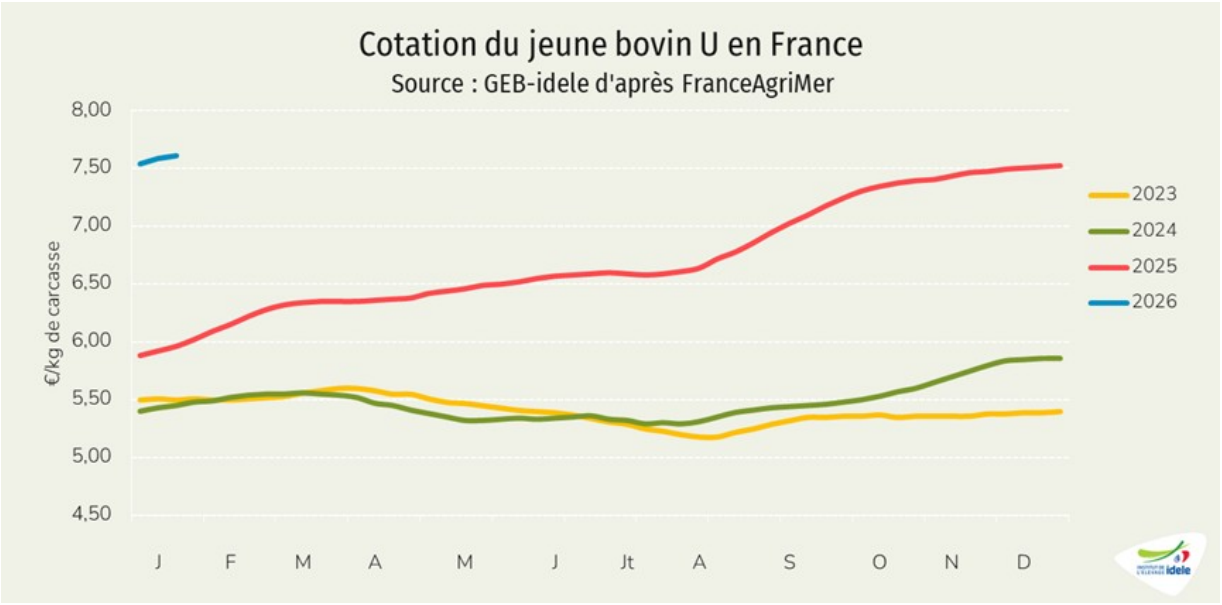
La cotation de **la vache P a gagné 7 centimes en deux semaines pour atteindre 6,17 €/kg de carcasse** en semaine 3 (+42% /2025). Celle de **la vache O a gagné 3 centimes à 6,47 €/kg** (+39% /2025).

Le manque d'offre semble criant. **Les abattages de vaches laitières sur les trois premières semaines de l'année affichent un recul de 9% sur un an** selon l'indicateur hebdomadaire de Normabev.

Le cheptel laitier français s'est nettement réduit au cours de l'année 2025. Au 1er décembre dernier, **la baisse du nombre de vaches laitières atteignait 2,6%** par rapport au 1er décembre 2024 (ou -86 000 têtes).

Les prix des jeunes bovins progressent toujours

Les cotations des jeunes bovins finis continuent de gagner des centimes. La forte augmentation du prix du broutard il y a un an nécessite de passer les hausses sur les animaux finis en France comme en Italie (lire notre article sur les jeunes bovins en Europe pour en savoir plus). Par ailleurs, les faibles effectifs à abattre accroissent le pouvoir de négociation des éleveurs face à leurs clients abatteurs.

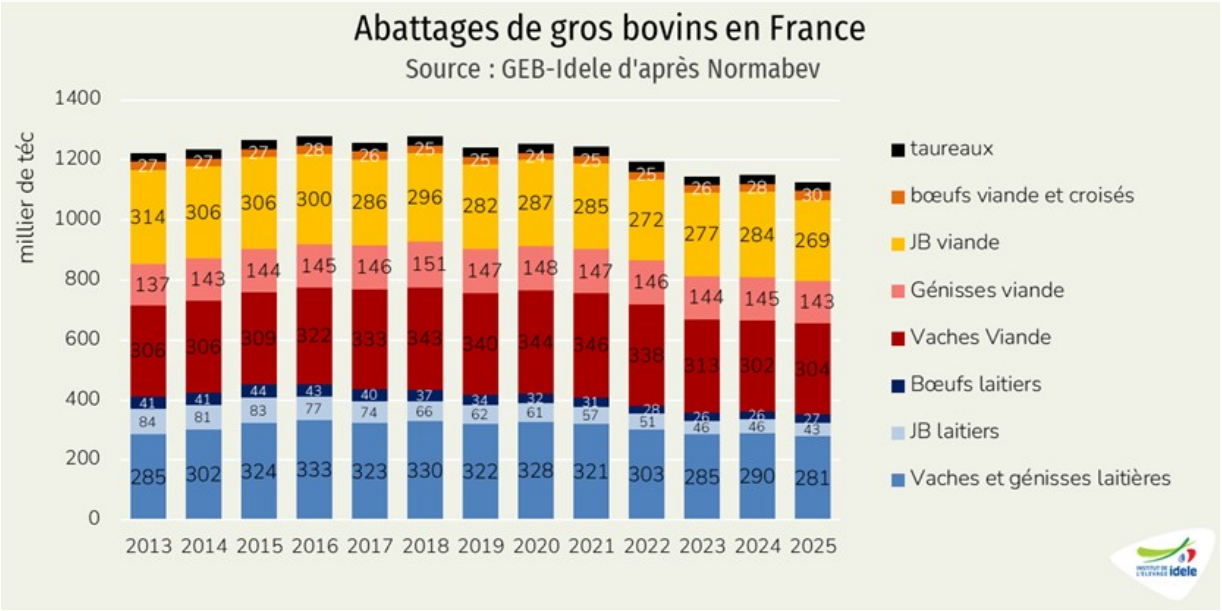


La cotation du **jeune bovin U a gagné 7 centimes** depuis le début de l'année. Elle a atteint 7,61 €/kg de carcasse en semaine 3, soit +28% /2025. Celle du **jeune bovin R** a atteint 7,44 €/kg (+29% /2024), gagnant 3 centimes en deux semaines. Celle du **jeune bovin O**, à 6,81 €/kg, dépassait de 37% sa cotation de 2025.

Les abattages de jeunes bovins de type viande sur les trois premières semaines de l'année étaient **en repli de 2% /2025** d'après l'indicateur hebdomadaire de Normabev. La **hausse du poids moyen des carcasses** (+1,8%), liée à l'**allongement de l'engraissement de 10 jours en moyenne**, compensait toutefois la baisse des effectifs abattus.

Des volumes abattus en baisse de 2% en 2025

Après une stabilisation en 2024, **les tonnages de gros bovins finis abattus sont repartis à la baisse en 2025**, tombant à 1,126 million de tonnes équivalent carcasse (-2,0% /2024 ou -23 000 téc).



Les tonnages de jeunes bovins de type viande (-16 ktéc) et de type lait (-3 ktéc) étaient en baisse, de même que ceux de vaches laitières (-9 ktéc) et de génisses de type viande (-2 ktéc). À l'inverse, ceux de bœufs de type viande et croisés (+2 ktéc), de vaches viande (+1 ktéc) et de taureaux (+1 ktéc) ont enregistré de petites hausses.

Le recul des effectifs abattus (-80 000 têtes à 2,895 millions de têtes, soit -2,7%) a été partiellement compensé par une hausse des poids de carcasse dans quasiment toutes les catégories : +0,7% /2024 pour les vaches de type viande ainsi que pour les vaches laitières, +0,4% pour les JB de type viande, +0,6% pour les JB laitiers et +0,5% pour les génisses de type viande.

Vers une production en baisse de 0,7% en 2026

Compte tenu de l'état des cheptels, la production de 2026 pourrait de nouveau baisser, mais de façon plus modérée qu'en 2025 (-0,7% pour l'ensemble des bovins finis, y compris les veaux). En effet, la production de mâles non castrés devrait à nouveau se réduire, mais la production de viande de femelles pourrait légèrement progresser grâce aux effectifs renforcés de génisses dans les exploitations allaitantes.

Pour plus d'information, lire notre communiqué de presse du 22 janvier.

Viandes bovines » Gros bovins » France »

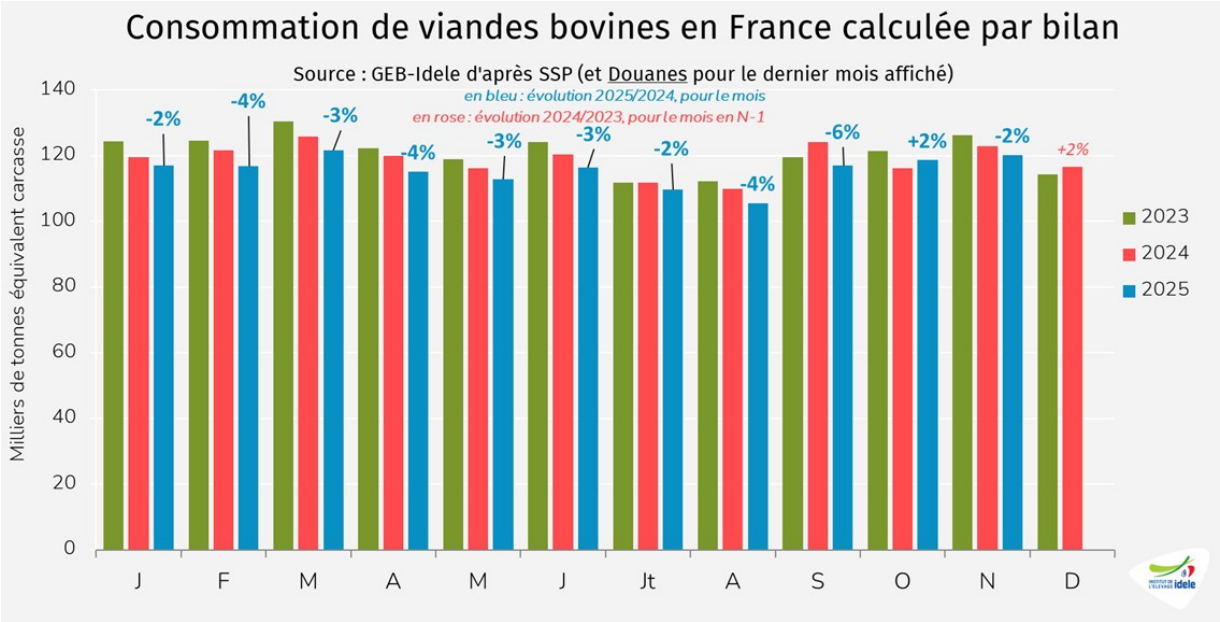
La consommation de viande bovine fléchit

Dernière révision le 23 janvier 2026

Le disponible consommable de viande bovine, y compris veau, sur les onze premiers mois de 2025 reculait de 2,9% /2024. En novembre, le commerce extérieur de viande bovine s'est fortement contracté par rapport à 2024 : les importations ont chuté de 10% et les exportations de 13%.

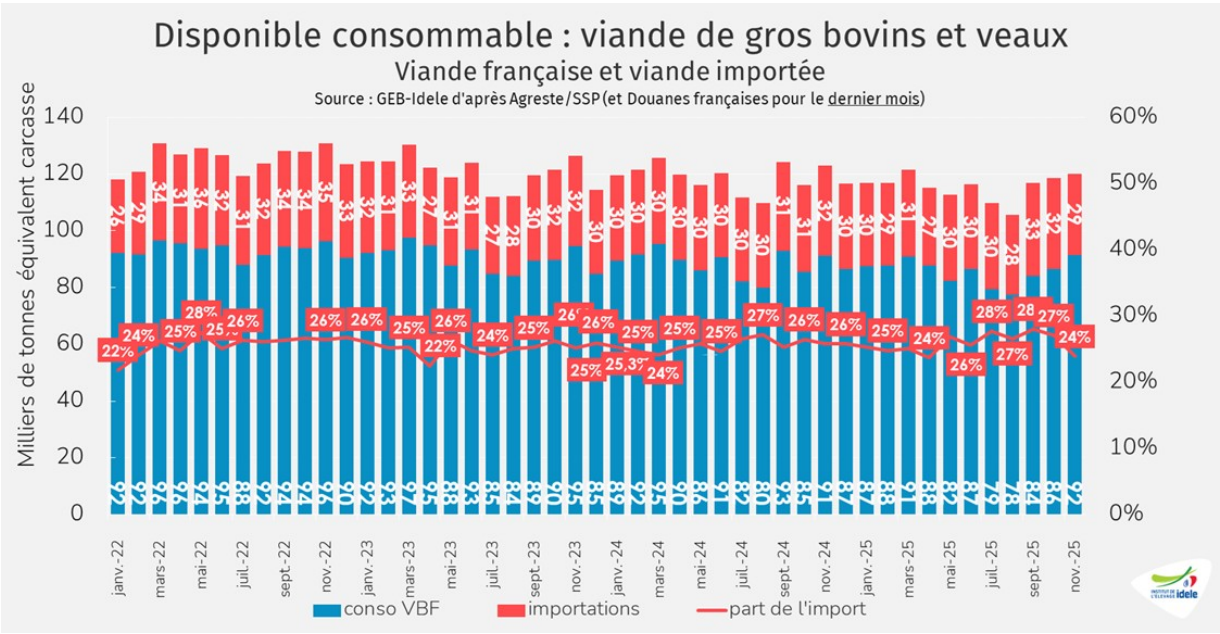
Le disponible consommable de viande bovine confirme son recul

La consommation calculée par bilan des onze premiers mois de l'année 2025 recule de 2,9% comparée à 2024. Cette baisse de la consommation s'explique avant tout par le recul des abattages en France aussi bien qu'en Europe.



Attention toutefois, ce calcul ne tient pas compte des éventuelles variations de stocks qui peuvent influer sur les volumes d'un mois sur l'autre ou sur de plus longues périodes.

La part d'import dans la consommation se situait en novembre à 24%, du fait de la baisse des imports de 10% en novembre. En cumul depuis le début de l'année, la part d'import dans la consommation est un peu plus élevée, de 26%, comme sur la même période en 2024.



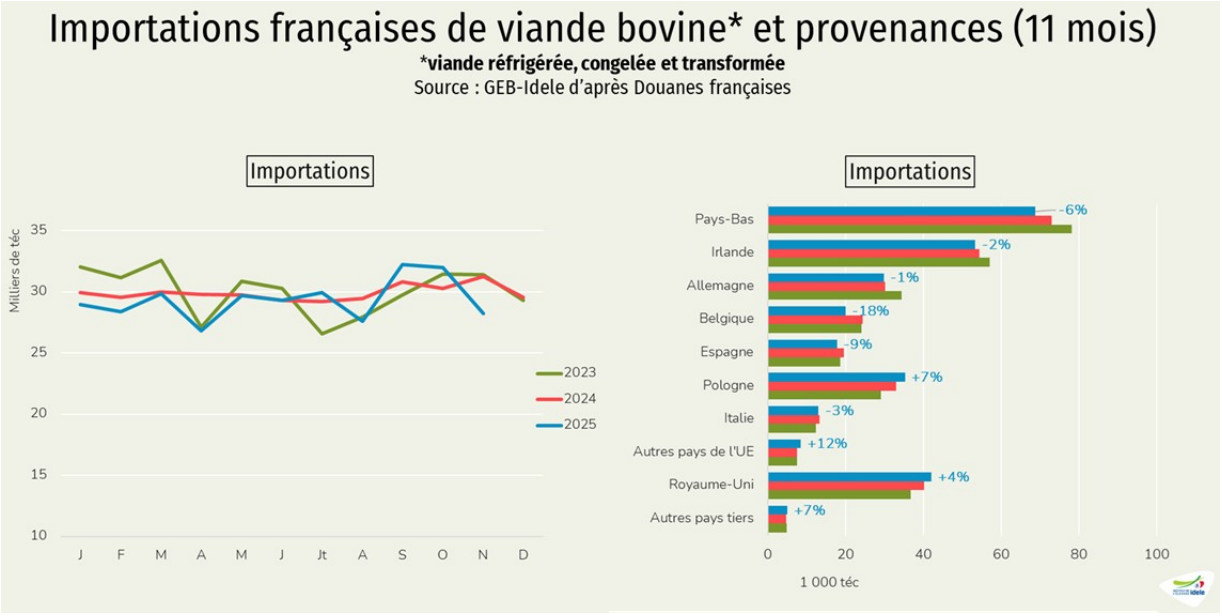
Par ailleurs, depuis le Brexit début 2021, les statistiques douanières sont perturbées par la nouvelle organisation des opérateurs. En effet, plusieurs exportateurs britanniques font dédouaner leurs viandes en France avant de les réexpédier vers les Pays-Bas afin de faciliter les procédures de dédouanement. Ces effets ne sont pas déduits ici.

En décembre, le prix du bœuf encore en forte hausse

En décembre selon l'INSEE, l'inflation sur le bœuf et le veau se poursuivait, conséquence de la hausse des prix aux producteurs et du manque d'offre, à 8,9% sur un an (contre +9,3% un mois plus tôt). L'inflation générale continuait à un rythme annuel modéré de 0,8%, contre 0,9% en novembre. Au global, les prix de l'alimentaire ont progressé plus vite que l'inflation générale (+1,7% sur un an après +1,4%) comme depuis plusieurs mois, porté par la viande et un moindre recul saisonnier du prix des fruits et légumes.

En novembre, des imports en fort recul

Après deux mois d'import dynamique, **les importations de viandes bovines (veau inclus) du mois de novembre ont reculé de 10% par rapport à 2024,** du fait de la hausse généralisée des prix et du manque de viande en UE. En cumul sur les onze premiers mois de l'année, les volumes importés ont reflué de 2% /2024 à 323 000 téc.



En cumul sur onze mois, nos importations ont progressé seulement depuis :

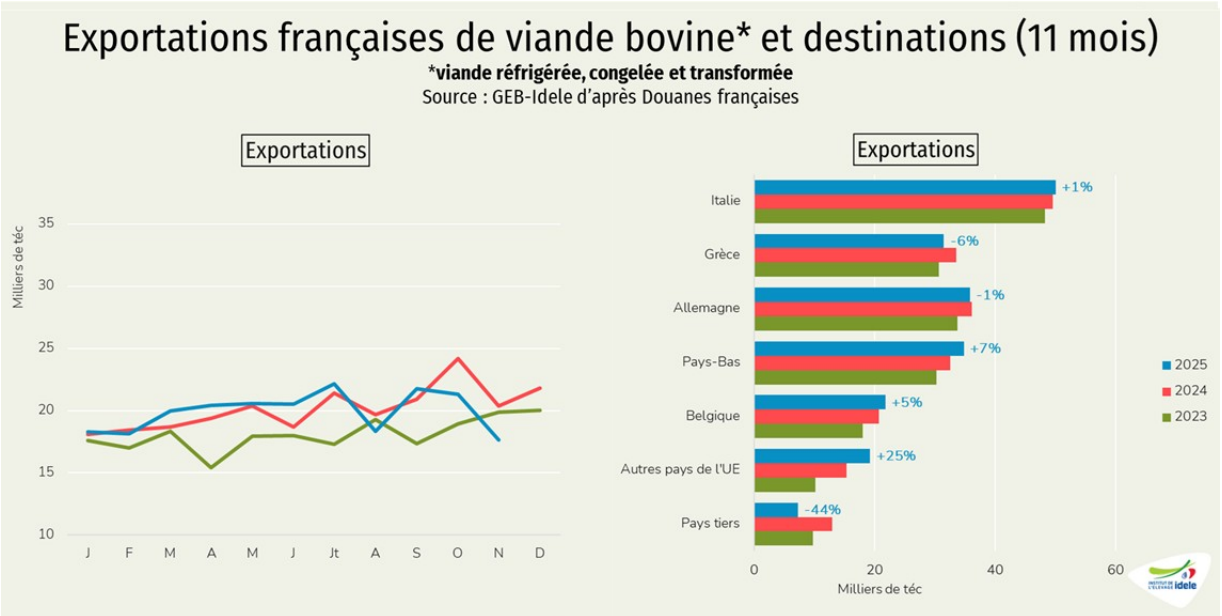
- **la Pologne** (+7% /2024 à 35 000 téc), origine bon marché,
- **le Royaume-Uni** (+4%, +2 000 téc) à 42 000 téc, dont une partie est réexportée vers les Pays-Bas,
- **et d'autres pays tiers (+7%,** +300 téc,à 5 000 téc).

Nos importations depuis la plupart des États membres ont reculé du fait du manque de disponibilités en UE :

- **-6% /2024 depuis les Pays-Bas,** notre principal fournisseur, à 69 000 téc, notamment du fait du recul des abattages de veaux et de gros bovins aux Pays-Bas (-11% pour les veaux, -2% pour les vaches)
- **-2% depuis l'Irlande,** à 53 000 téc,
- **-3% depuis l'Italie,** à 13 000 téc,
- **-9% depuis l'Espagne,** à 18 000 téc,
- **-18% depuis la Belgique,** à 20 000 téc.

En novembre, des exports en berne

En novembre 2025, les exportations françaises de viandes bovines ont fortement reculé, de 13% par rapport à 2024. Cumulées sur les onze premiers mois de l'année, elles sont équivalentes à 2024, à 219 000 téc. Les mois d'exportation dynamiques de mars à juillet, lorsque les jeunes bovins français étaient plus compétitifs que certains de leurs voisins, ont été effacés par les mois en recul d'août, octobre et novembre, suite à la hausse des prix en France et à l'essoufflement de la demande en Europe (cf notre article sur les jeunes bovins en Europe).



Au cours des onze premiers mois de 2025, les expéditions françaises de viande ont progressé vers :

- **l'Italie (+1% /2024,** +500 téc à 50 000 téc), bien qu'elles soient ralenties depuis septembre,
- **les Pays-Bas (+7%,** +2 500 téc) à 39 000 téc, notamment du fait de la hausse de nos imports depuis le Royaume-Uni (+2 000 téc) dont une part est réexportée vers les Pays-Bas. Cependant, le Royaume-Uni a sans doute augmenté ses envois nets vers la France, pour approvisionner notre marché en

manque de viande de vache,
- **la Belgique (+5%,** à 22 000 téc), et l'Espagne (+26%) à 5 000 téc, en manque de bovins du fait du recul de leur cheptel,
- **le Portugal (+26%)** à 5 000 téc.

Les envois de viande bovine étaient quasi stables vers l'Allemagne, à 36 000 téc (-1% /2024).

Ils ont reculé vers :

- l**a Grèce (-6%** ou -2 000 téc) à 31 000 téc,
- **et vers les pays tiers (-44%,** à 7 000 téc). Aucun envoi de viande n'a été réalisé vers la Turquie en 2025 selon les douanes françaises. L'essentiel des volumes a été expédié vers le Royaume-Uni (à 53%) et vers la Suisse (à 33%). Environ 400 téc ont été envoyées en Tunisie.

Attention, les échanges sont affectés par des flux « parasites » avec le Royaume-Uni et les Pays-Bas depuis la mise en œuvre du Brexit. Des opérateurs britanniques font dédouaner des viandes britanniques en France avant réexportation vers les Pays-Bas. Ces flux ne sont pas retranchés des chiffres ci-dessus.

Viandes bovines » Jeunes bovins » Europe »

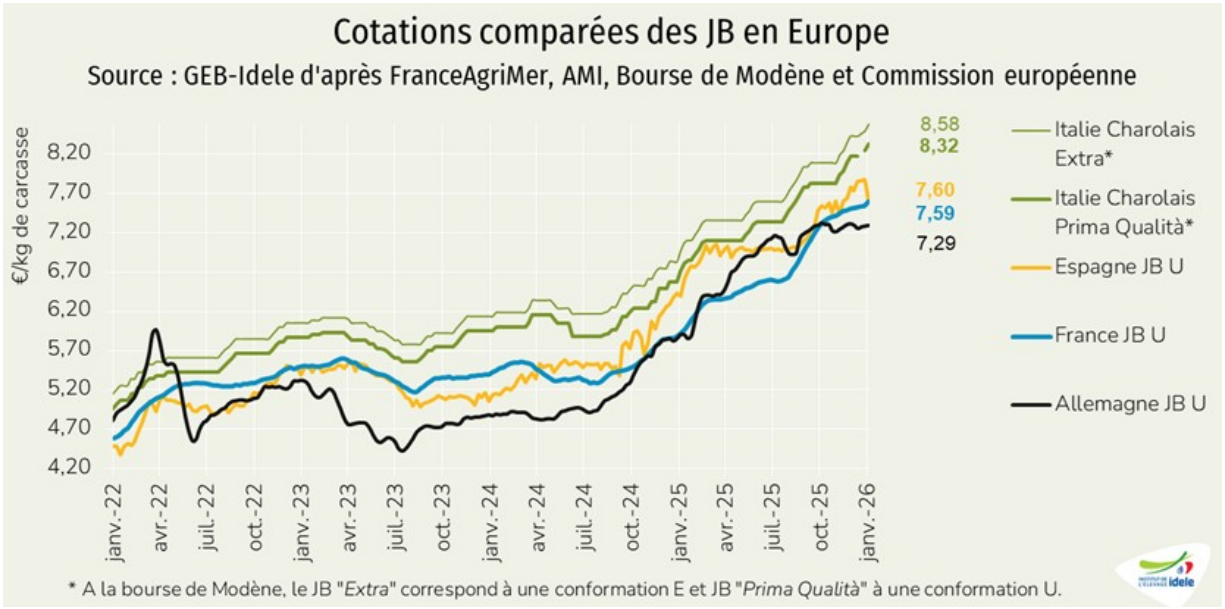
Production réduite malgré une demande bien présente

Dernière révision le 23 janvier 2026

Avec une demande européenne et méditerranéenne très dynamique et une production en baisse dans la majorité des pays, les abattages dynamiques en Espagne et en Pologne ne parviennent pas à faire baisser la tension sur les prix des taurillons.

Des prix à des niveaux record

Pour la deuxième année consécutive, les cours des jeunes bovins ont été en hausse continuelle en 2025, atteignant des niveaux inédits.



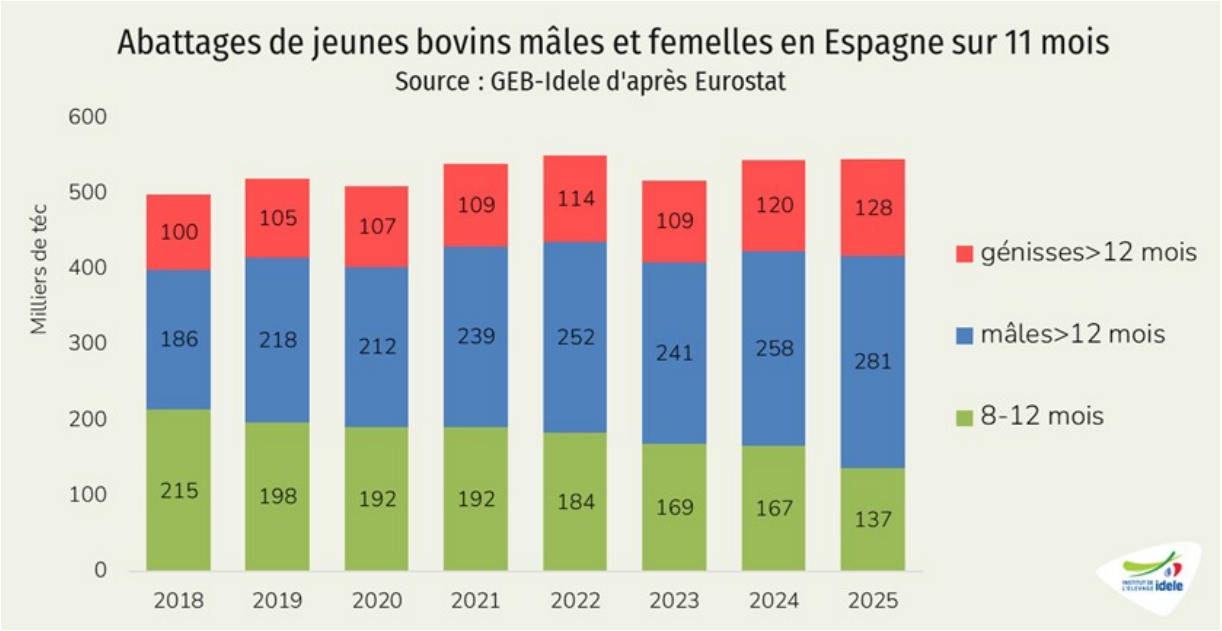
En semaine 2 :

- N'ayant connu aucune période de baisse depuis le début de l'automne 2024, le **Charolais italien *Prima Qualità*** (correspondant à une conformation U) cotait 8,32 €/kg de carcasse (+24% /2025), en hausse de 15 centimes sur quatre semaines,
- Le **jeune bovin U espagnol** se repliait légèrement (-13 centimes sur quatre semaines), à 7,60 €/kg de carcasse (+19% /2025),
- Le **jeune bovin U allemand** se stabilisait depuis octobre et cotait 7,29 €/kg de carcasse (+24% /2025),
- Le **jeune bovin U français** a comblé son retard cet automne et rattrapé les prix allemands et espagnols, gagnant 8 centimes sur quatre semaines à 7,60 €/kg de carcasse (+28% /2025).
- En **Pologne**, les **taurillons R** progressaient également de 19 centimes en quatre semaines, à 7,39 €/kg de carcasse (+37% /2025).

Le manque de viande bovine à l'échelle européenne (lire notre article sur les femelles en Europe) tire les prix de tous les animaux de boucherie vers des niveaux inédits.

Espagne : des animaux de plus en plus lourds

Malgré une stabilité en tonnage total, la production espagnole de bovins de moins de deux ans est en pleine mutation en Espagne. Les abattages de mâles de plus de 12 mois progressent nettement au détriment des bovins de moins d'un an.

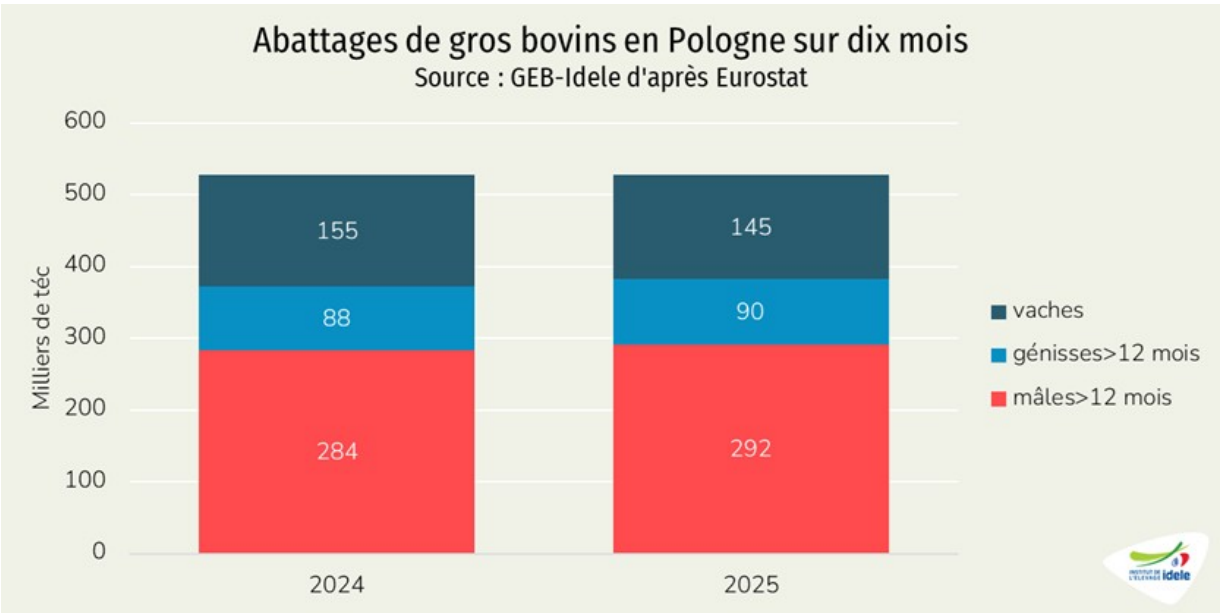


En cumul sur 11 mois, les **abattages de mâles de plus d'un an** atteignaient ainsi 281 000 téc, en hausse de 23 000 téc /2024. Les effectifs abattus étaient également en hausse, à 806 000 têtes sur onze mois (+45 000 têtes /2024). Cette hausse a été amplifiée par l'augmentation de 9 kg des poids carcasse, qui atteignaient 348 kg sur onze mois en 2025, contre 339 kg en 2024. La forte progression des envois français de broutards lourds vers l'Espagne (lire notre article sur les broutards) a probablement conduit à ce développement des abattages de mâles plus lourds.

À l'inverse, les **abattages de bovins âgés de 8 à 12 mois** reculaient en nombre et en volume sur onze mois, atteignant 137 000 téc (-30 000 téc /2024) pour 567 000 têtes (-115 000 têtes /2024). Les poids carcasse de ces animaux étaient également en recul, avec une moyenne de 242 kg sur onze mois en 2025 contre 245 kg en 2024.

Pologne : production en hausse, dopée par les bons prix

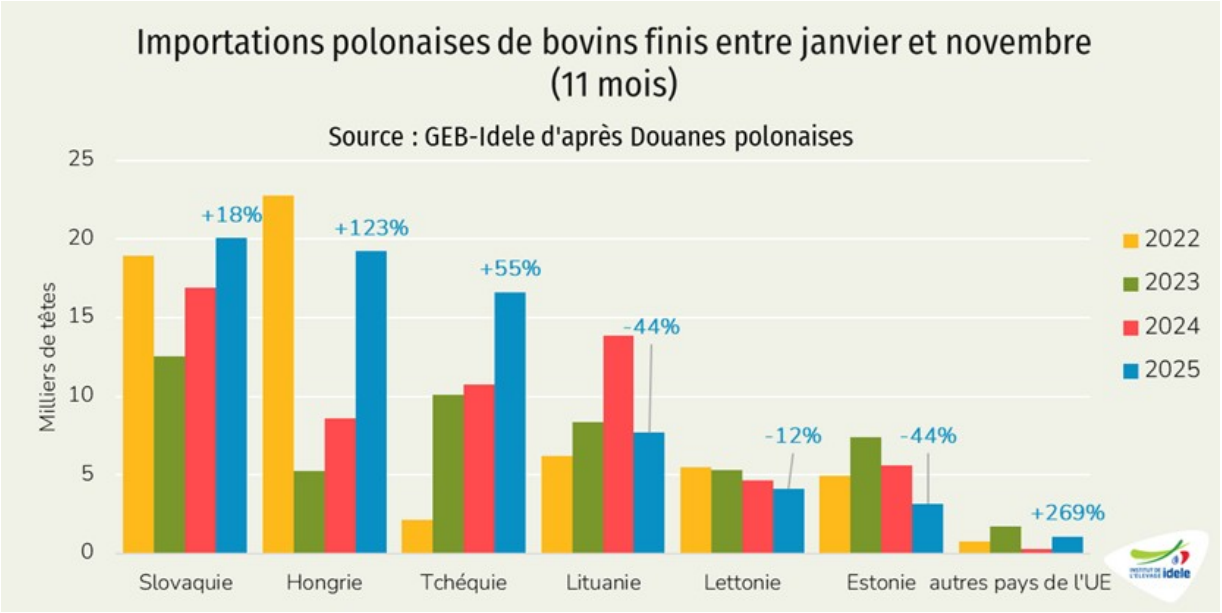
En Pologne, les **abattages de taurillons étaient en hausse de 2% /2024 sur dix mois**, atteignant 865 000 têtes (+19 000 têtes /2024).



La **production de viande de jeunes bovins** progressait même de 3% /2024 à 292 000 téc, grâce à des poids carcasse en légère hausse. Ce cumul élevé masque un mois d'octobre en net retrait par rapport à un niveau très élevé fin 2024, avec seulement 81 000 mâles de plus d'un an abattus (-12 000 /2024, mais +6 000 /2023).

Les **abattages dynamiques servent toujours l'export**, qui atteint 500 000 téc sur onze mois (+1% /2024), avec un dynamisme marqué vers l'Allemagne (92 000 téc, +12% /2024 et vers la France (48 000 téc, +9% /2024) mais en baisse vers l'Italie (78 000 téc, -4% /2024) et vers la Turquie (40 000 téc, -14% /2024 mais +32% /2023).

La hausse de production de viande s'est essentiellement faite à partir de bovins importés. Les **imports de veaux** ont ainsi atteint 136 000 têtes sur onze mois (+7% /2024), issus principalement des pays baltes (47 000 têtes de Lituanie, 16 000 d'Estonie, 14 000 de Lettonie). Les importations de bovins finis étaient également en nette progression pour nourrir les capacités d'abattage polonaises.

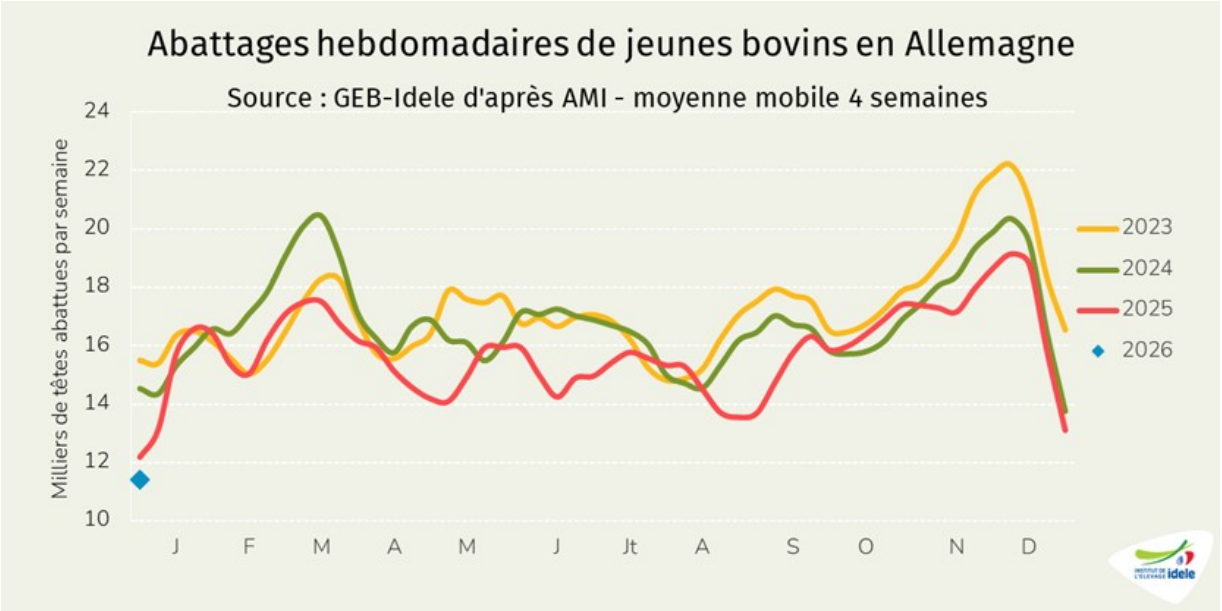


Ainsi, **sur onze mois, 71 000 bovins finis ont été importés en Pologne** (+18% /2024), dont 20 000 de Slovaquie (+18% /2024), 19 000 de Hongrie (×2,23 /2024) et 17 000 de Tchéquie (+55% /2024).

Allemagne : Baisse des abattages faute d'offre à mettre en place

Les disponibilités allemandes en veaux à engraisser ont été en net recul depuis deux ans, sous l'effet de la décapitalisation et des maladies vectorielles. Faute d'animaux mis en place, les abattages de taurillons poursuivent leur repli. En cumul sur dix mois, seuls 843 000 taurillons ont été abattus d'après Eurostat (-8% /2024), du fait notamment de fortes baisses des abattages entre mars et août. Le tonnage recule un peu moins, à 346 000 téc (-7% /2024) grâce à des poids carcasse en hausse de 3 kg.

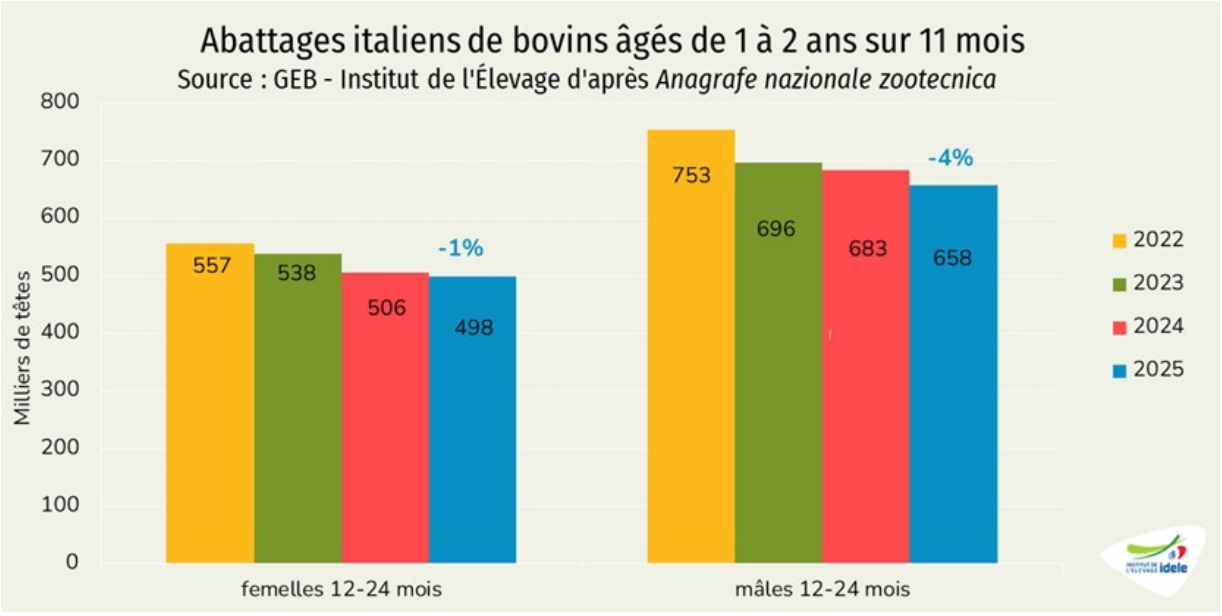
D'après l'indicateur hebdomadaire d'AMI, **les abattages de taurillons ne se sont pas redressés fin 2025** et ont **démarré l'année 2026 à un niveau très bas**.



Sur les deux derniers mois de l'année, les effectifs de taurillons abattus auraient baissé de 6% /2024 selon AMI.

Italie : faute de broutards français, recul des abattages

La baisse des envois de broutards français depuis plusieurs années a nettement réduit les mises en place en Italie malgré la diversification des pays fournisseurs (lire notre article sur les broutards). Les abattages atteignent leur plus bas niveau depuis 2005.



En **cumul sur onze mois, 658 000 mâles** (-25 000 têtes /2024) et **498 000 femelles** (-7 000 /2024) ont été abattues. La chute est moins forte pour les femelles, qui ont été proportionnellement plus mises en place par les engraisseurs italiens depuis deux ans.

Les statistiques de fin d'année sont plus dégradées encore, impactées par le fort recul des disponibilités fin 2024 et début 2025. **En novembre, les abattages de mâles étaient en baisse de 6% /2024**, à 62 000 têtes, et ceux de femelles de 5%, à 46 000 têtes.

Viandes bovines » Femelles » Europe »

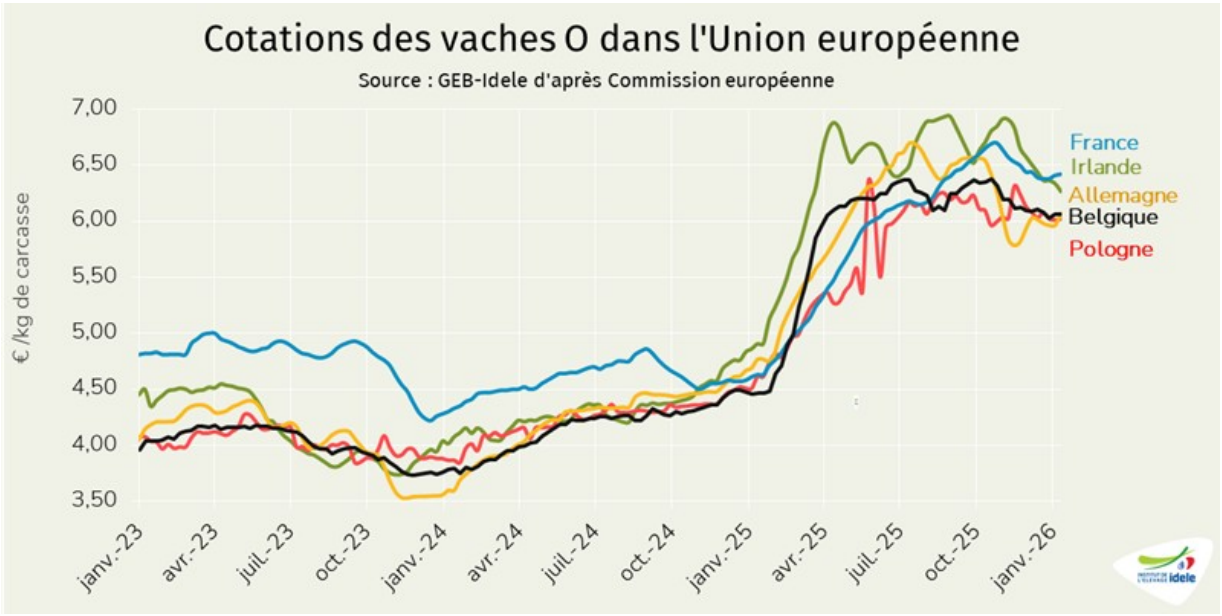
Les prix des réformes laitières fermes en UE

Dernière révision le 23 janvier 2026

En ce début d'année, les prix des vaches laitières de réforme sont fermes dans de nombreux États membres de l'UE, du fait de l'offre toujours restreinte. En Irlande, la baisse des disponibilités en bovins entraîne des conséquences sur les outils d'abattage.

Reprise des cours modérée début 2026

Dans la plupart des États membres, les prix des vaches de réformes laitières ont subi une baisse saisonnière modérée en fin d'année, les effectifs abattables étant toujours très réduits. En ce début 2026, les cours sont légèrement repartis à la hausse dans plusieurs États membres, tandis qu'en Irlande le cours est en baisse après avoir maintenu des niveaux records pendant tout 2025.



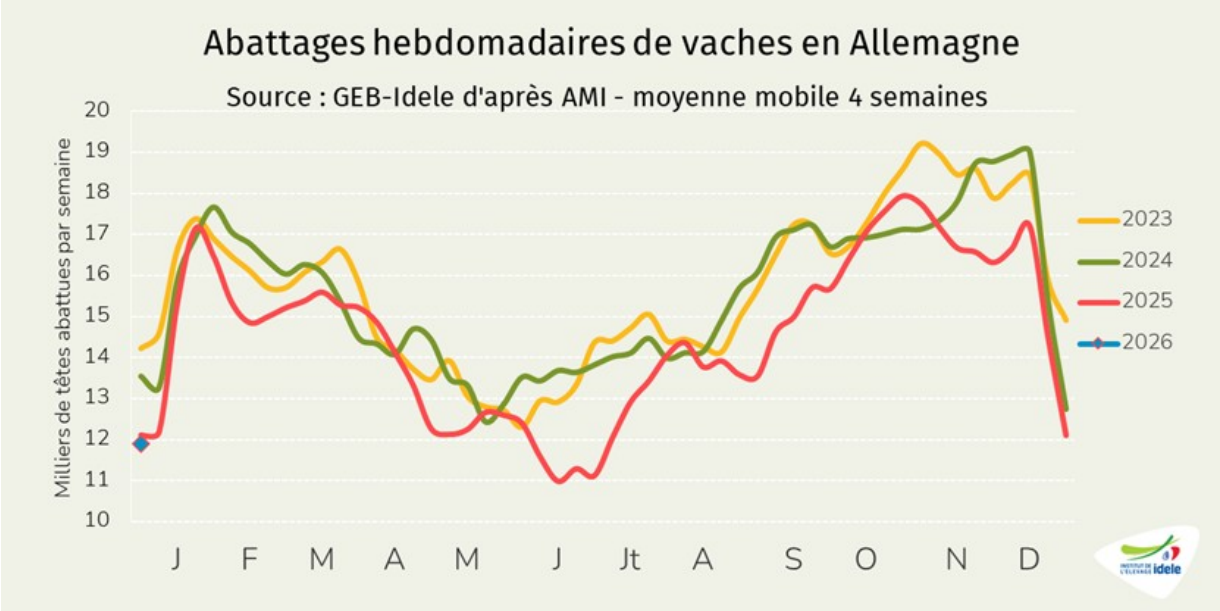
En semaine 2 de 2026, les cotations étaient les suivantes :

- 6,45 €/kg de carcasse pour la **cotation française qui est passée devant l'irlandaise mi-décembre** (+0,5% en quatre semaines, +39% /2025),
- 6,27 €/kg de carcasse pour **la vache O irlandaise** (-3% en quatre semaines, mais encore +28% /2025),

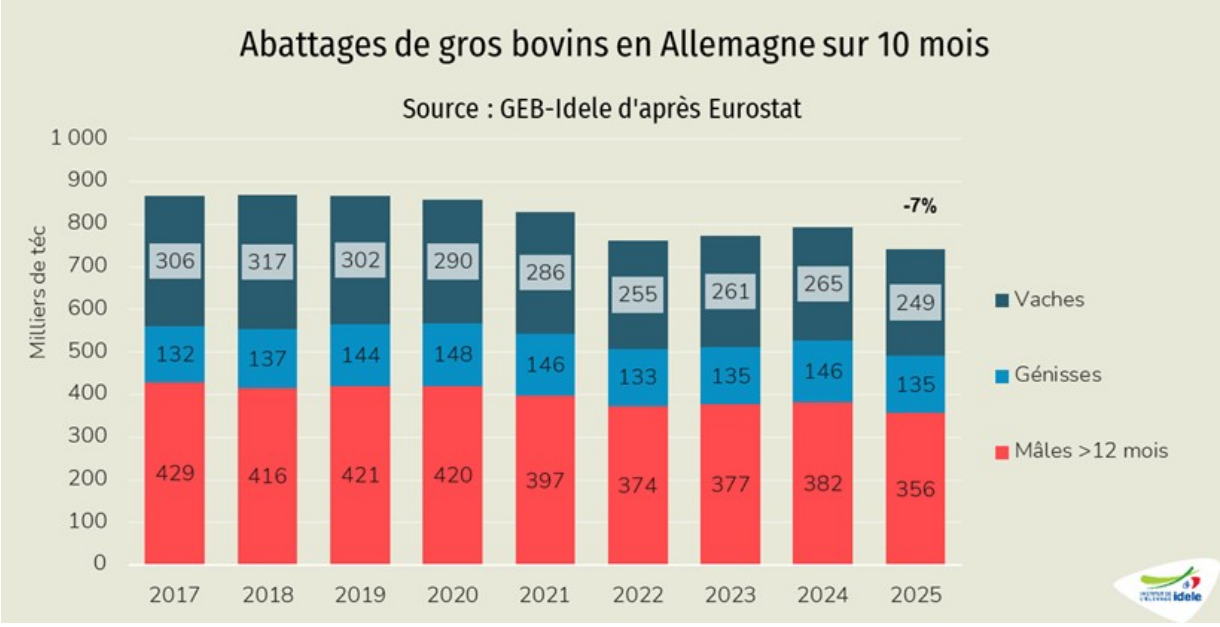
- 6,06 €/kg de carcasse pour **la vache O belge** (-1% en quatre semaines, mais +36% /2025),
- 6,02 €/kg de carcasse pour **la vache O polonaise** (stable sur quatre semaines et encore +30% /2025).

Rythme lent des abattages et cours fermes en Allemagne

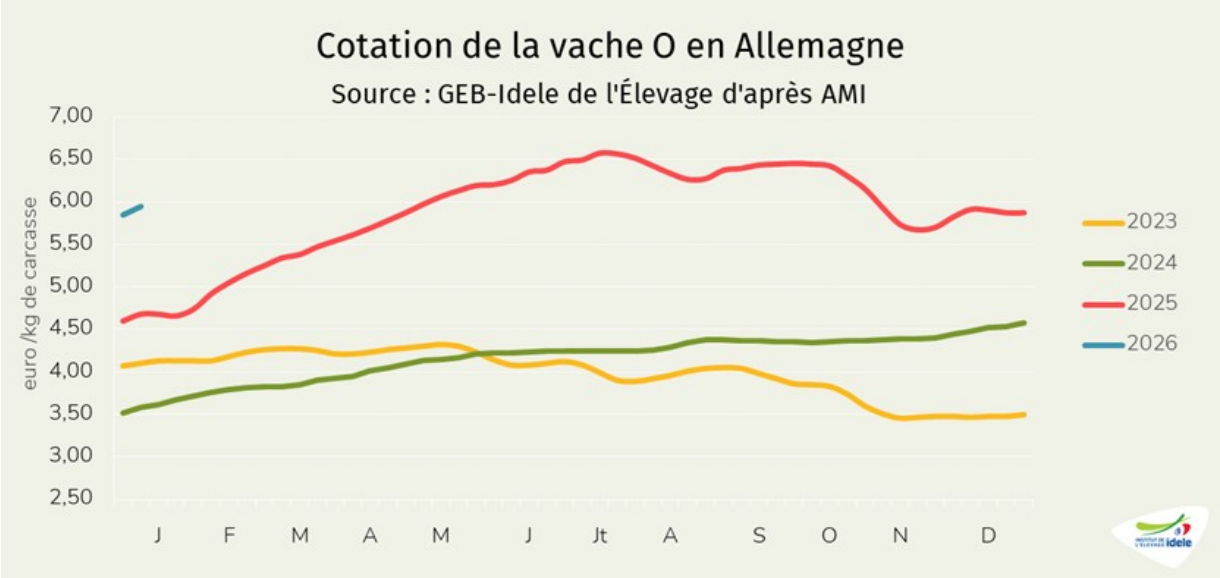
Alors que le rythme des réformes avait accéléré en octobre en Allemagne, avec la baisse du prix du lait outre-Rhin, **il a ensuite de nouveau nettement ralenti depuis novembre.** Selon l'indicateur hebdomadaire d'AMI, l'activité des abattoirs allemands redémarre au même niveau bas : -2% par rapport à l'an passé à pareille époque (entre les semaines 51 et 2).



Selon Eurostat, la production de viande bovine issue de vaches en Allemagne était en net recul de 6% en téc sur les 10 premiers mois de l'année 2025, à 249 000 téc (ou 773 000 têtes, soit -60 000 vaches abattues en 10 mois) témoignant de la faiblesse des effectifs disponibles. Les abattages de génisses étaient également en recul de 8% en téc, à 135 000 téc (427 000 têtes, -30 000 génisses abattues). L'ensemble des abattages de gros bovins reculaient de 7% en téc sur 10 mois, à 741 000 téc.

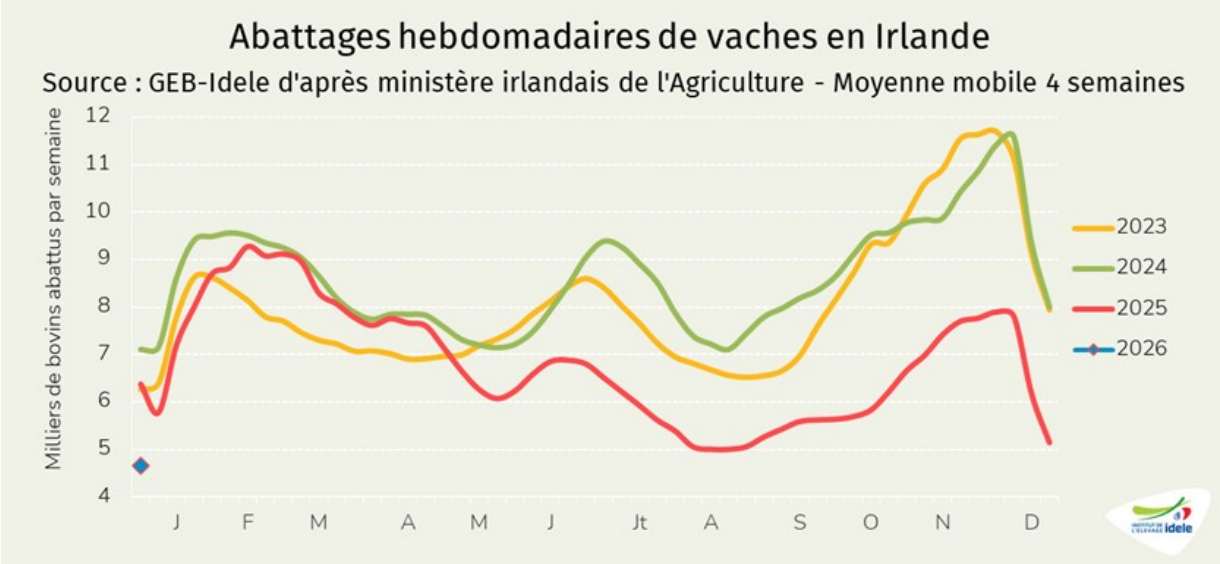


Le rythme lent des abattages a soutenu la cotation de la vache O allemande en début d'année, gagnant 10 centimes entre la semaine 1 et 2. La vache O cotait ainsi 5,95 €/kg carcasse en semaine 2 (+1% en quatre semaines, et +27% /2025).

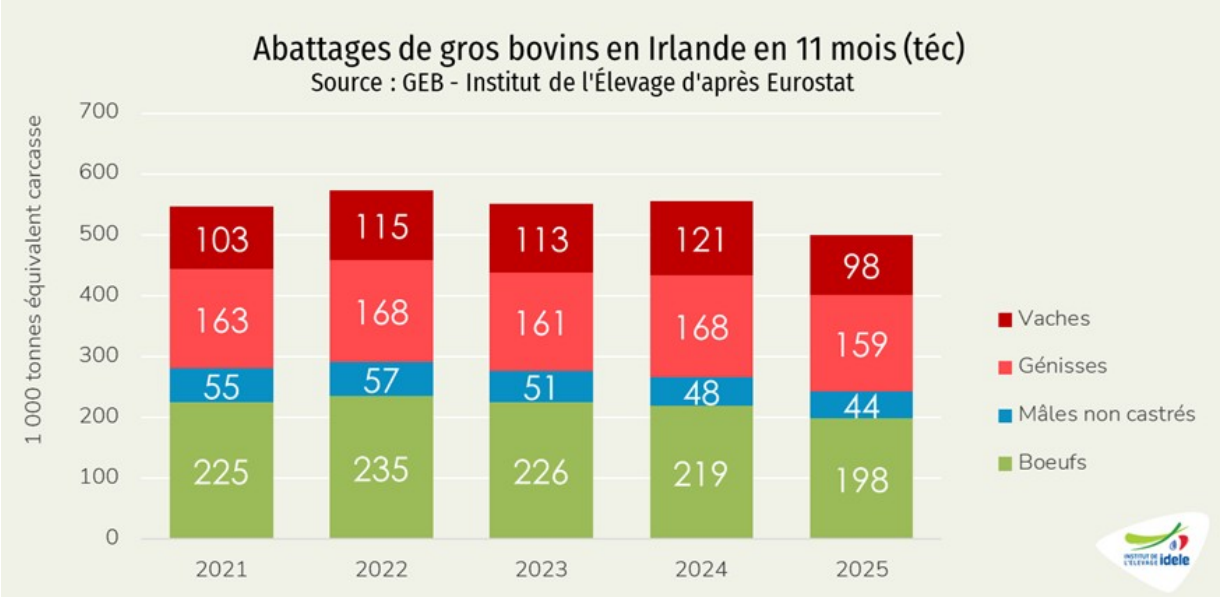


L'industrie irlandaise se réorganise face aux faibles abattages

En Irlande, selon le ministère de l'Agriculture irlandais, les abattages de vaches ont redémarré à bas niveau en ce début d'année, jusqu'en semaine 2.

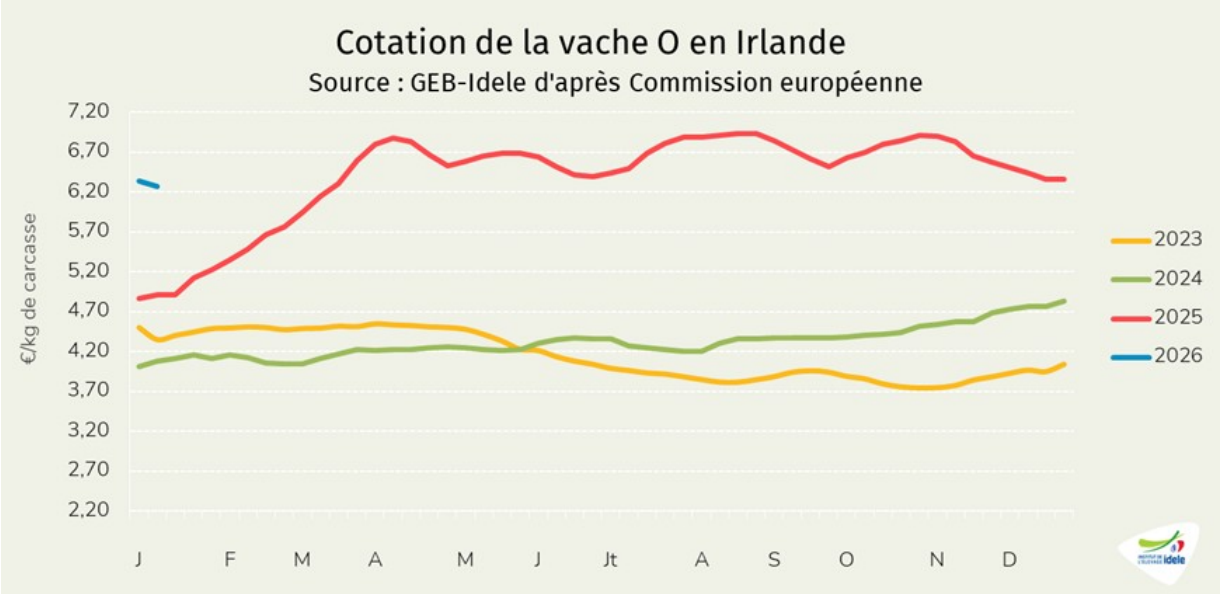


Selon Eurostat sur les 11 premiers mois de l'année 2025, les abattages de vaches ont reculé de 19% en téc, comparés à 2024, à 98 000 téc (329 000 têtes, soit -84 000 vaches). La principale catégorie de bovins abattus sur l'île est le bœuf, avec 198 000 téc produites, en chute de 9% (574 000 bœufs abattus, soit -69 000 bœufs). Au total sur 11 mois, la production de viande bovine a reculé de 10% à 501 000 téc.



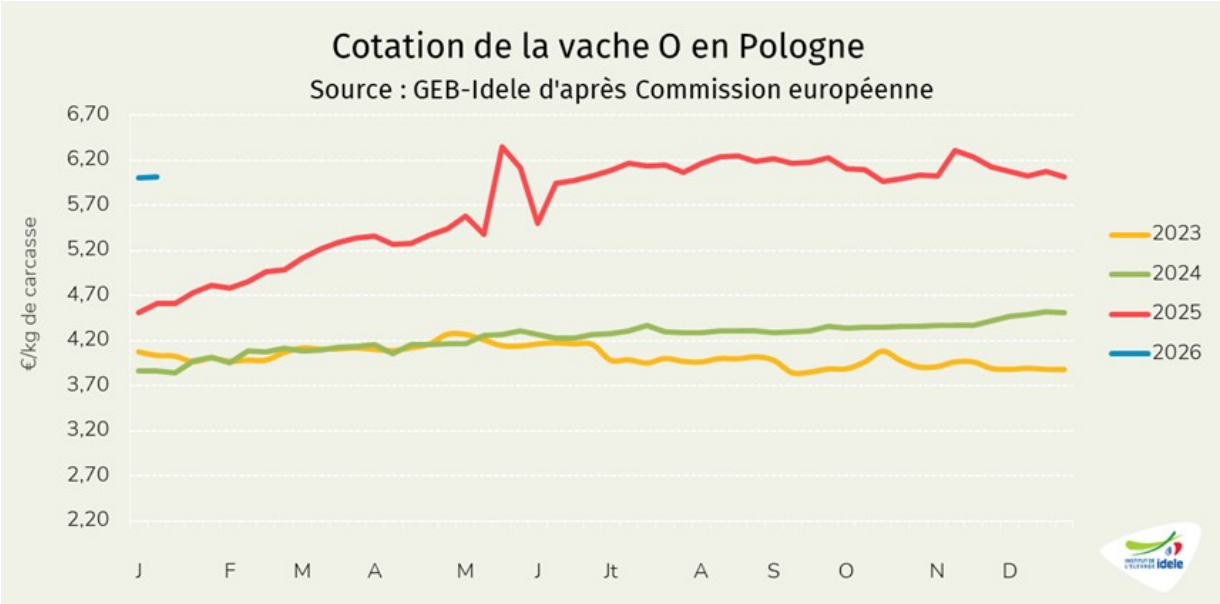
D'après un article du *Irish Farmer's Journal*, plusieurs abattoirs irlandais vont prendre des mesures à la suite de la baisse des abattages sur l'île : ABP a l'intention de fermer un site de transformation-conditionnement comptant 340 employés, et Kepak envisage également de supprimer une centaine d'emplois.

Du côté des prix, le cours de la vache O irlandaise démarre en légère baisse en ce début 2026, après avoir caracolé en tête des cotations en UE durant presque toute l'année 2025. Il s'établissait à 6,27 €/kg de carcasse en semaine 2 (-3% en quatre semaines mais encore +28% /2025).



Le prix de la vache O polonaise résiste bien

Le prix de la vache O polonaise a subi une baisse saisonnière très timide, tant les besoins en viande de vache sont importants en Europe. La cotation était presque stable sur les quatre semaines à cheval entre la fin décembre et début janvier : -1 ct en quatre semaines. La vache O polonaise cotait 6,02 €/kg de carcasse en semaine 2 (+30% /2024), seulement 4 centimes en-dessous de la vache O belge.



Les abattages de vaches en Pologne étaient en net recul de 9% sur les 10 premiers mois de 2025, faute d'effectifs suffisants, à 511 000 têtes abattues soit -51 000 têtes, pour une production de viande de 145 000 téc (voir notre article sur les jeunes bovins en Europe).

Viandes bovines » Maigre »

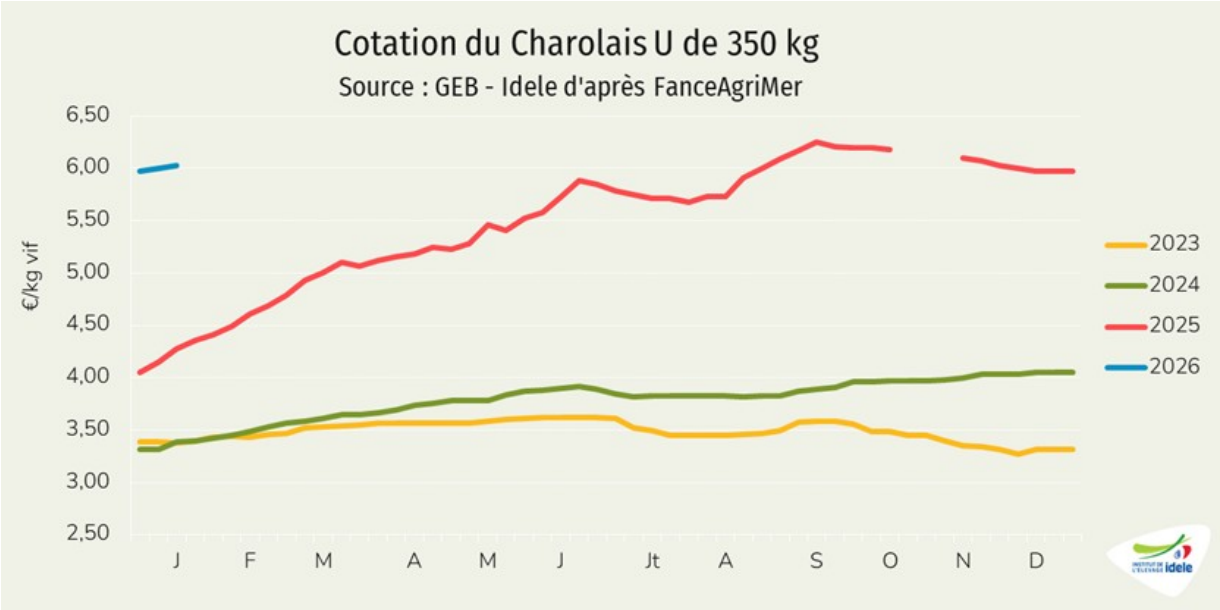
Des disponibilités en animaux légers un peu renforcées

Dernière révision le 23 janvier 2026

L'offre limitée en broutard tire les cours à la hausse début 2026. Les naissances de l'automne 2025, en nette augmentation par rapport à la mauvaise année 2024, conduisent à des disponibilités renforcées en broutards jeunes.

Cotations à nouveau haussières

Après une légère baisse saisonnière en fin d'année, les cours des broutards sont repartis doucement à la hausse début janvier, l'offre étant toujours très limitée.



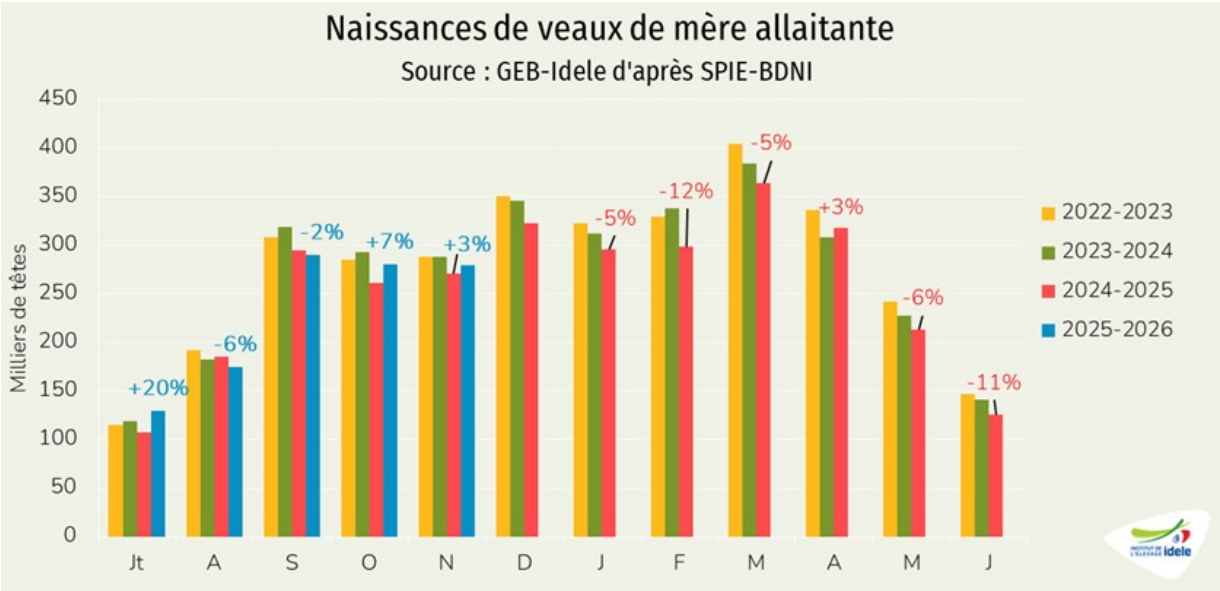
En semaine 3 :

- les **Charolais U de 350 kg** cotaient 6,03 €/kg vif (+1,75 € /2025), en hausse de 6 centimes sur quatre semaines,
- les **Charolais U de 450 kg** gagnaient 15 centimes en quatre semaines, atteignant 5,49 €/kg vif (+1,19 € /2025),
- les **Limousins E de 350 kg** restaient stables sur quatre semaines à 5,90 €/kg vif (+1,70 € /2025), en léger repli de 5 centimes par rapport à leur maximum de mi-décembre 2025,
- les **Croisés R de 300 kg** gagnaient 10 centimes en quatre semaines, à 6,12 €/kg vif (+2,22 € /2025).

Les cotations des femelles étaient de leur côté stable sur un mois, à 5,65 €/kg vif (+1,70 € /2025) pour les **Limousines E de 270 kg** et 5,60 €/kg vif (+1,50 € /2025) pour les **Charolaises U de 270 kg**.

Naissances en hausse depuis octobre

Après une fin d'année 2024 en fort recul, les naissances de veaux allaitants se sont redressées à l'automne 2025, sans toutefois retrouver leur niveau historique.

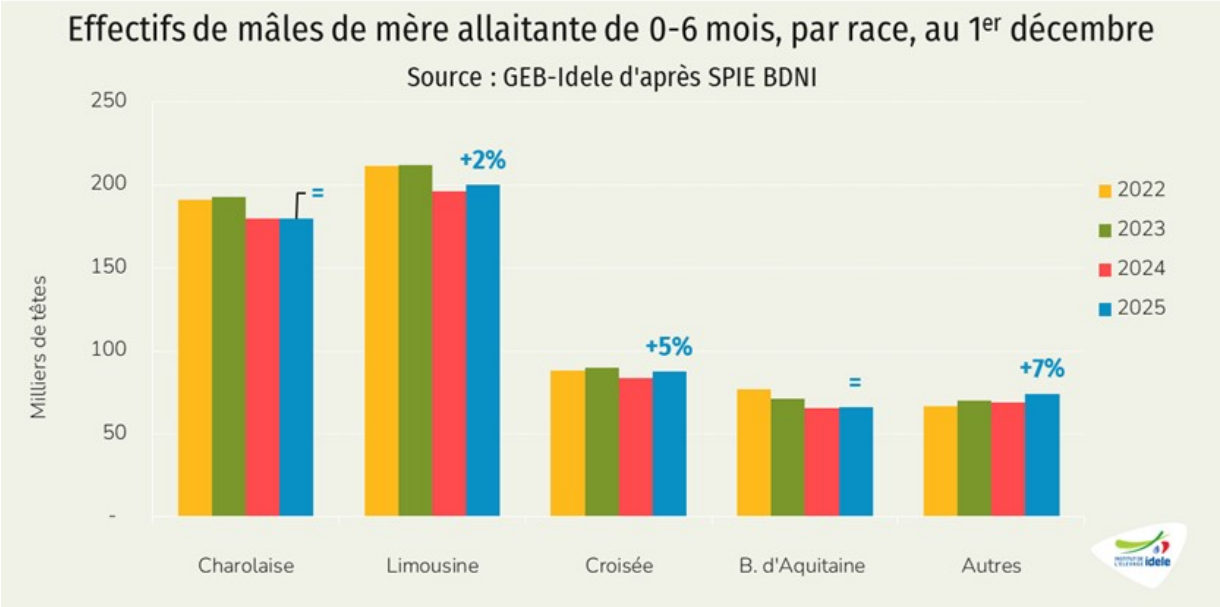


En **novembre**, **280 000 veaux sont nés de mère allaitante**, en hausse de 3% sur un an mais toujours 3% sous le niveau de novembre 2023. En **cumul sur la campagne** (juillet – novembre 2025), les naissances allaitantes progressaient de 3% également, avec 1 154 000 veaux, mais toujours -4% par rapport à la campagne 2023-2024.

Au 1er décembre, la **décapitalisation allaitante** a légèrement ralenti, avec 3,35 millions de vaches (-1,9% /2024). Les effectifs de génisses allaitantes de plus de 18 mois étaient stables à 1,79 millions de têtes après plusieurs mois de hausse.

Disponibilités légèrement renforcées en broutards jeunes

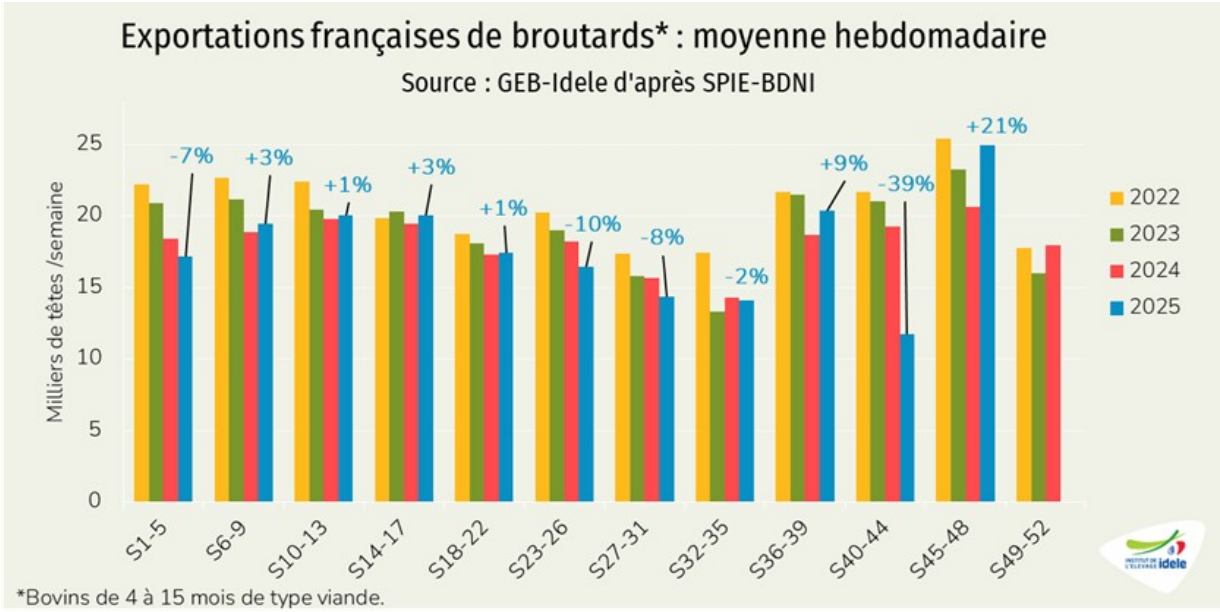
Après une fin d'année 2024 en net recul du fait des maladies vectorielles, les effectifs de broutards de moins de six mois en France étaient légèrement renforcés.



Au 1er décembre 2025, **607 000 mâles allaitants de moins de six mois** étaient présents dans les élevages, en hausse de 2% /2024 mais toujours en-deçà de son niveau précédent (-4% /2023). À l'inverse, les **effectifs de mâles allaitants âgés de six à douze mois** étaient en nette baisse, conséquence des naissances réduites début 2025, avec seulement 695 000 têtes (-7% /2024, -10% /2023).

Reprise des envois en novembre

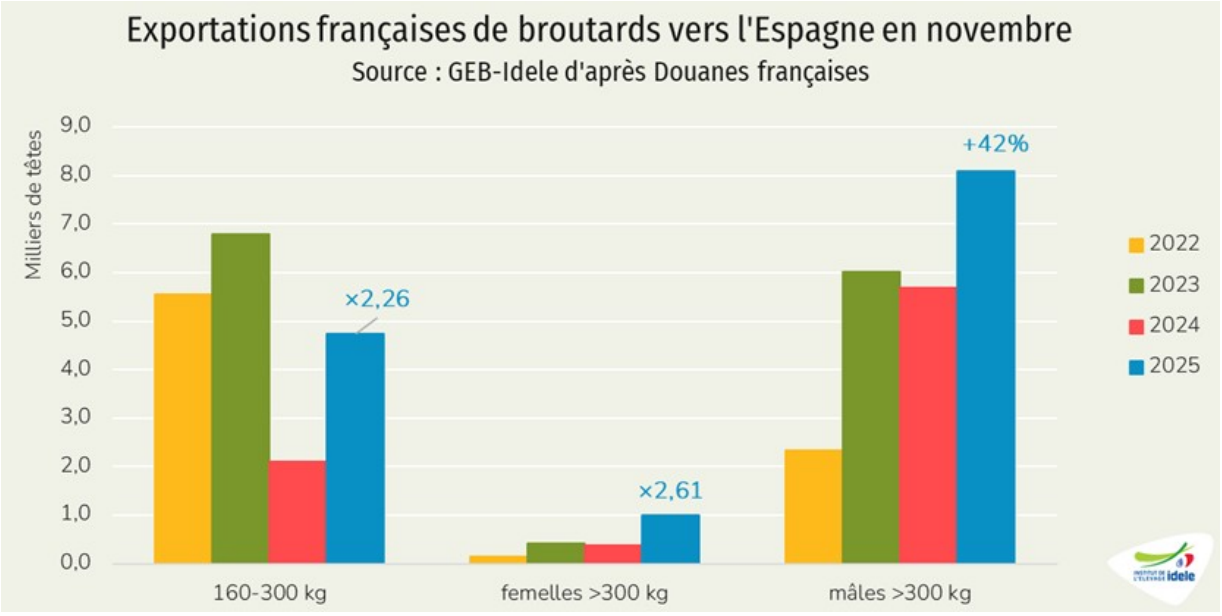
Après la suspension des exportations la deuxième quinzaine d'octobre, les envois ont nettement repris en novembre, sans compenser les effectifs non exportés d'après SPIE-BDNI.



Avec **100 000 têtes exportées**, en nette hausse par rapport à 2024 (+17 000 têtes), les envois des semaines 45 à 48 (du 3 au 30 novembre 2025) retrouvent ainsi leur niveau de 2022, en plein boom des envois vers l'Algérie. Cette hausse ne compense cependant pas complètement les 38 000 têtes non exportées en octobre. En **cumul sur onze mois**, 868 000 broutards ont été exportés (-3% /2024), dont toujours 34% de femelles. Les Limousins confirment leur place de première race à l'export, avec 33% des envois, suivis des Charolais, à 29%.

Reprise dynamique vers l'Espagne en novembre

La reprise des envois après la fermeture d'octobre est nette vers l'Espagne.

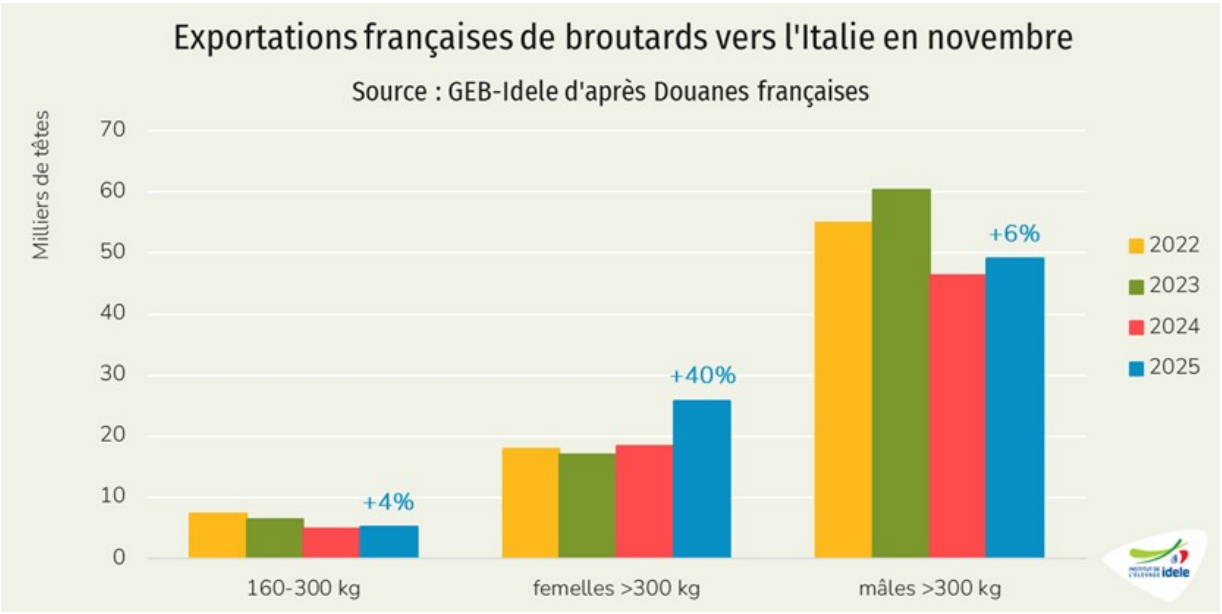


En novembre, les **envois vers l'Espagne** ont nettement rebondi de 70% /2024, avec de fortes hausses pour toutes les catégories d'après les douanes françaises.

En **cumul sur onze mois**, la tendance reste à l'augmentation des envois de broutards mâles de plus de 300 kg. Ceux-ci ont progressé de 38% /2024 (+18 000 têtes) et représentaient 56% des envois de France vers l'Espagne, contre 52% en 2024 et historiquement entre 20% et 30% avant 2022.

Légère hausse vers l'Italie en novembre

Les **envois de broutards vers l'Italie** ont progressé de 15% en novembre, avec 80 000 têtes envoyées d'après les douanes françaises, soit un rattrapage partiel de la suspension d'octobre.

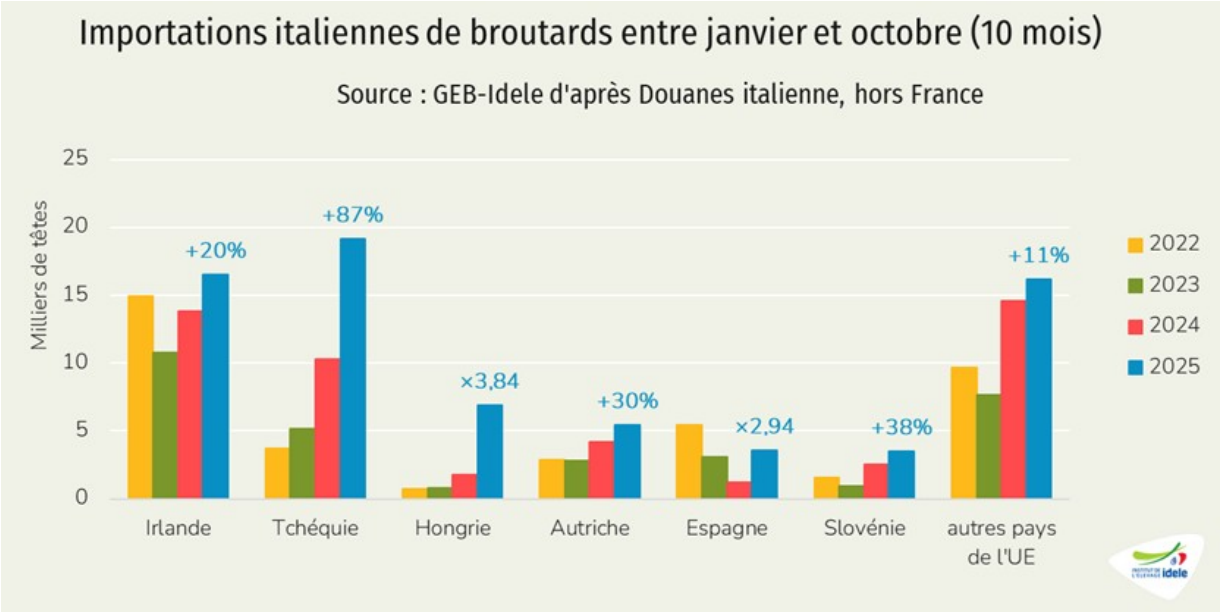


Dynamiques depuis le début de l'année, les **envois de femelles ont tiré cette reprise**, avec 26 000 broutardes exportées en novembre (+40% /2024). **Sur onze mois**, ils ont crû de 10%, atteignant 197 000 têtes. À l'inverse, la **hausse de 6% des exportations de mâles en novembre**, à 49 000 têtes, ne suffit pas à redresser leurs envois, qui plafonnent à 454 000 têtes sur onze mois (-9% /2024).

En conséquence, les génisses ont représenté 28% des envois de broutards français vers l'Italie sur les onze premiers mois de 2025, contre 24% en 2024. La concurrence espagnole, rude sur les broutards mâles, et l'appétit des consommateurs italiens pour la viande de génisse peuvent expliquer cette tendance.

L'Italie se tourne vers d'autres fournisseurs de broutards

Faute de broutards français et face à la bonne demande de leur marché (lire notre article sur les jeunes bovins en Europe pour en savoir plus), les engraisseurs italiens ont cherché des alternatives en Europe centrale notamment.



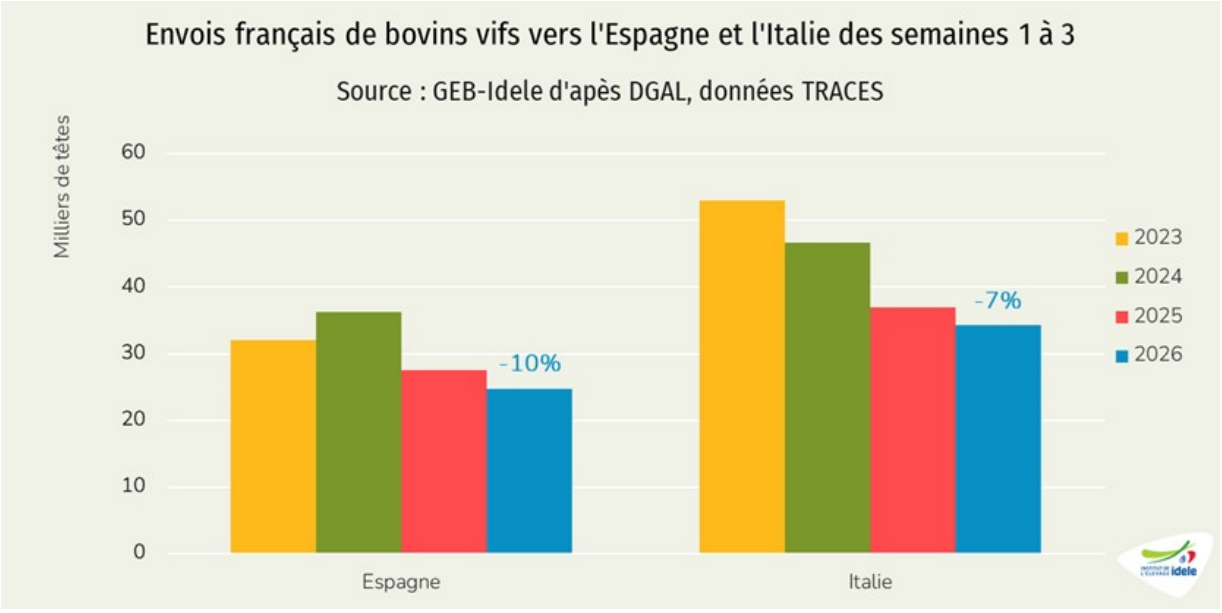
D'après les douanes italiennes, sur dix mois en 2025, toutes les origines autres que la France étaient en hausse, avec notamment :

- **19 000 broutards importés de Tchéquie**, en hausse de 9 000 têtes sur un an,
- **17 000 broutards irlandais**, soit +3 000 têtes /2024,
- **7 000 broutards de Hongrie** (+5 000 têtes /2024),
- **5 000 têtes d'Autriche** (+1 000 têtes /2024),
- Le retour en force de **l'Espagne, avec 4 000 têtes** (+2 000 têtes /2024),
- **4 000 broutards de Slovénie** (+1 000 têtes /2024).

Malgré cette amorce de diversification, la France représentait toujours 88% des broutards importés par l'Italie sur les dix premiers mois de 2025.

Baisse des envois début 2026

D'après les **données TRACES-DGAL**, les envois de bovins toutes races et sexes confondus vers l'Espagne et l'Italie étaient en baisse sur les trois premières semaines de 2026.



Avec 34 000 têtes, les **envois vers l'Italie** étaient en baisse de 7% /2025. De même, les **envois vers l'Espagne** (y compris veaux laitiers, traités dans un article dédié) reculaient de 10% /2024, à 25 000 têtes.

Viandes bovines » Veaux de boucherie »

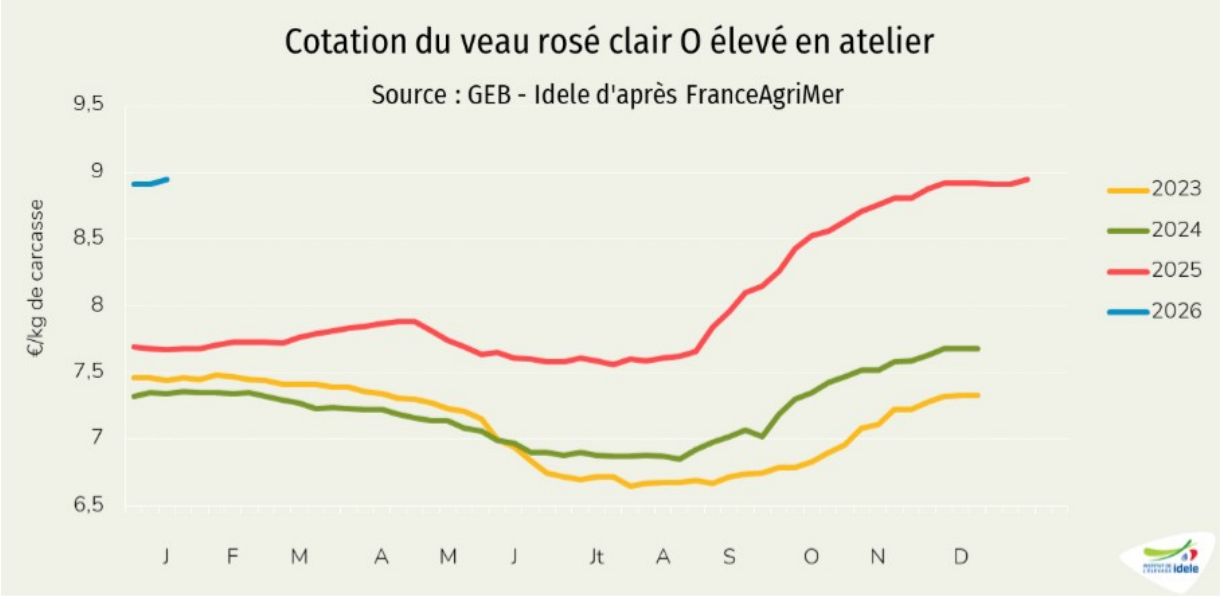
Une année 2025 marquée par le recul de la production et la hausse spectaculaire des prix

Dernière révision le 23 janvier 2026

Le manque d'offre partout en Europe continue de tirer les prix des veaux gras à la hausse. Ceci permet de répercuter les augmentations enregistrées sur les jeunes veaux laitiers.

Poursuite de la croissance des prix en France

En France, les prix continuaient d'augmenter début 2026, car l'offre de veaux finis est très limitée.

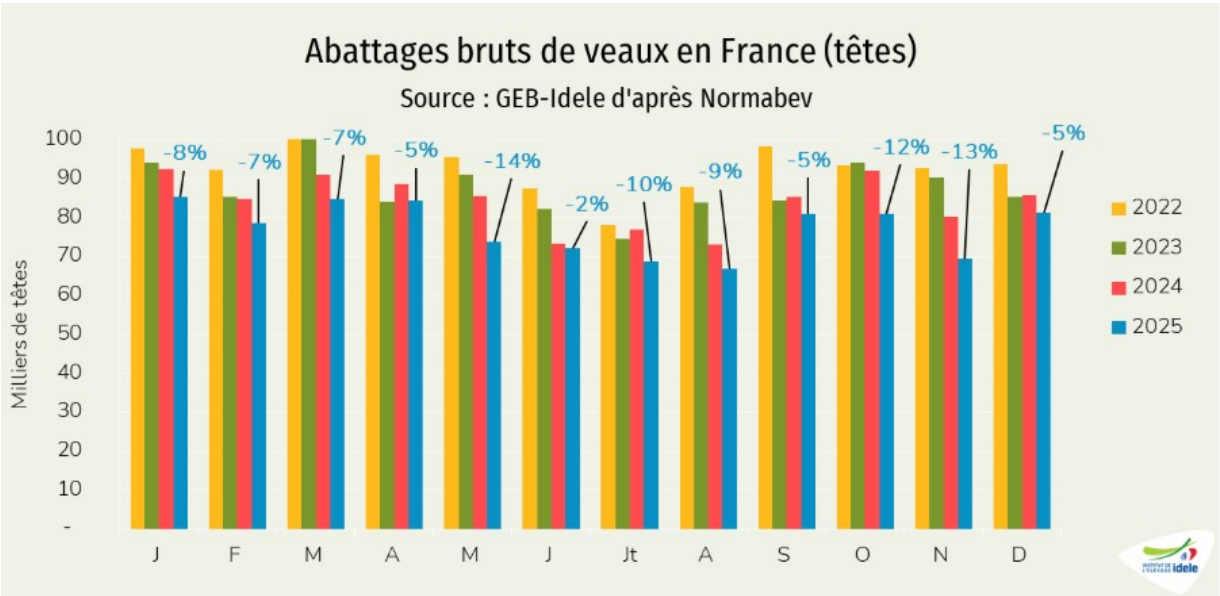


En semaine 2 de 2026 :

- Le veau rosé clair O valait 8,88 € /kg de carcasse, soit +10 cts sur un mois, +1,23 € par rapport à 2025 (+16%),
- Le veau rosé clair R cotait 9,39 € /kg de carcasse, soit une hausse de 18 cts sur un mois et de 1,49 € /2025 (+25%),
- Enfin, le veau rosé clair U élevé au pis s'établissait à 11,88 € /kg de carcasse, avec une hausse de 19 cts en un mois, un prix supérieur de 1,76 € à son niveau de 2025 (+17%).

Les abattages 2025 en baisse

En France, les abattages de veaux de boucherie sont à nouveau en recul en 2025, passant sous la barre symbolique du million d'animaux, avec 924 000 de veaux abattus (-7,5% /2025). Depuis 2021, en quatre ans, la production a reculé de plus de 23%, soit 270 000 veaux en moins. Cette baisse d'abattage a fortement impacté la production de viande malgré des poids carcasse en hausse.

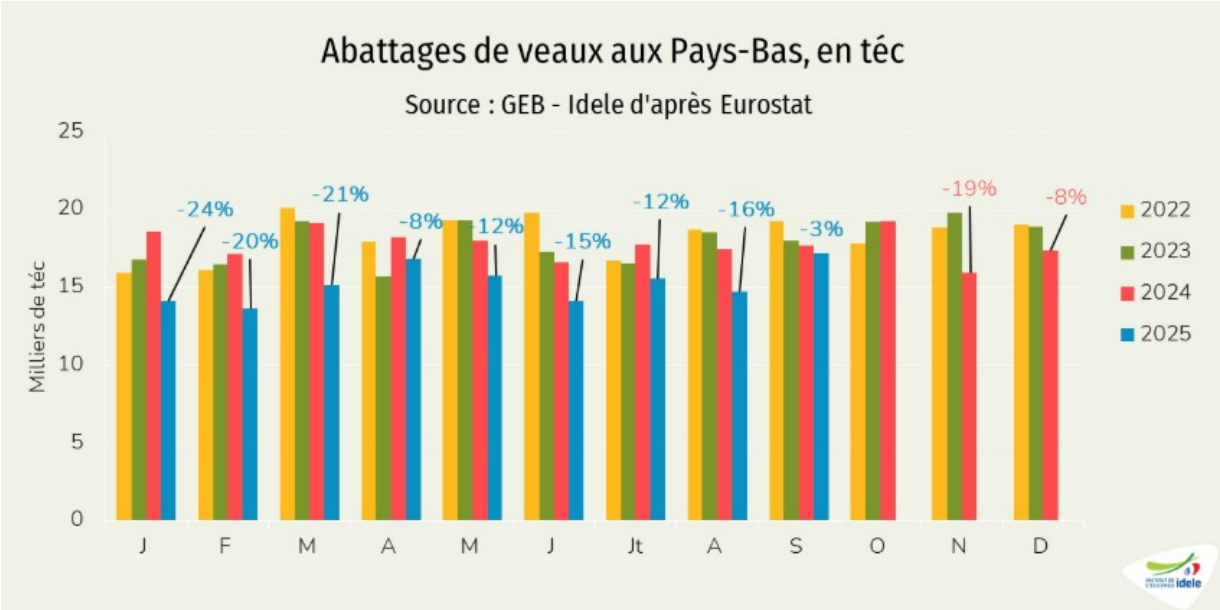


Toute l'année, les poids carcasse se sont maintenus à un niveau plus élevé que l'année dernière (+1,1 kg en moyenne /2024), signe que les intégrateurs conservaient les animaux un peu plus en élevage pour alourdir les carcasses. L'âge moyen à l'abattage était aussi un peu plus avancé, à 189 jours, soit +0,8 jour/ 2024.

Au total sur 2025, d'après nos estimations, 136 000 téc de viande de veau ont été produites, soit une baisse de 6,9% /2024.

Une année 2025 de production réduite pour les Pays-Bas

Dans le même contexte, les abattages néerlandais, en forte baisse durant l'été accusaient toujours un recul de 3% en septembre.



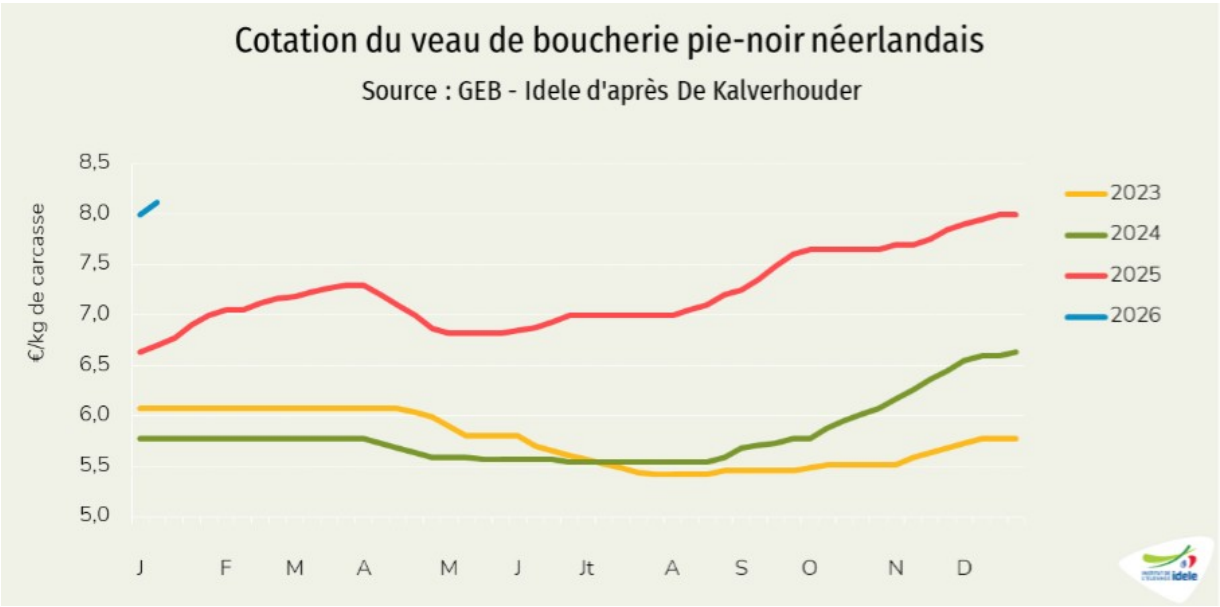
Les abattages de veaux néerlandais ont fortement diminué en 2025, avec 1 225 000 têtes abattues d'après nos estimations. C'est une baisse sur un an de 11%, avec un début d'année particulièrement faible (-18% entre janvier et mars 2025).

Les poids carcasses étaient en régression, à 151 kg/tête (-2% /2024), car le marché européen a été très demandeur par rapport au nombre d'animaux gras disponibles. La production totale de viande était donc elle aussi fortement touchée, à environ 185 000 téc selon nos estimations (-13% /2024, soit -28 000 téc). La baisse est d'autant plus forte que les animaux abattus sont plus légers que l'année dernière.

En 2025, les Pays-Bas ne sont pas parvenus à produire autant de veaux qu'en 2024, car les mises en place dans les ateliers d'engraissement ont été nettement plus faibles qu'en 2024. La diminution des importations de jeunes veaux laitiers de 9% en 2024 par rapport à 2023 a eu pour conséquence la diminution de la production en 2025.

Les cours veaux néerlandais démarrent 2026 en forte hausse

Comme en France, la cotation du veau de boucherie pie-noir néerlandais a fortement augmenté en 2025. Au milieu du premier semestre, elle a connu un premier pic à 7,30 €/kg, puis les prix sont redescendus après avril. À partir de cette baisse, atteignant le plancher élevé de 6,80 €/kg en mai, les prix n'ont fait qu'augmenter tout le reste de l'année, signe d'un marché tendu à cause du manque de viande. Le manque d'offre en UE et la consommation traditionnellement plus élevée au second semestre ont tiré les cours vers le haut, ceux-ci finissant l'année à 8 € /kg éc soit plus de 20% de hausse en un an.



Suite aux difficultés de production aux Pays-Bas, le prix du veau pie-noir continue de fortement augmenter, voire accélère ces toutes dernières semaines. En Semaine 2, le veau pie-noir cotait à 8,12€/kg de carcasse (+1,42€/2025).

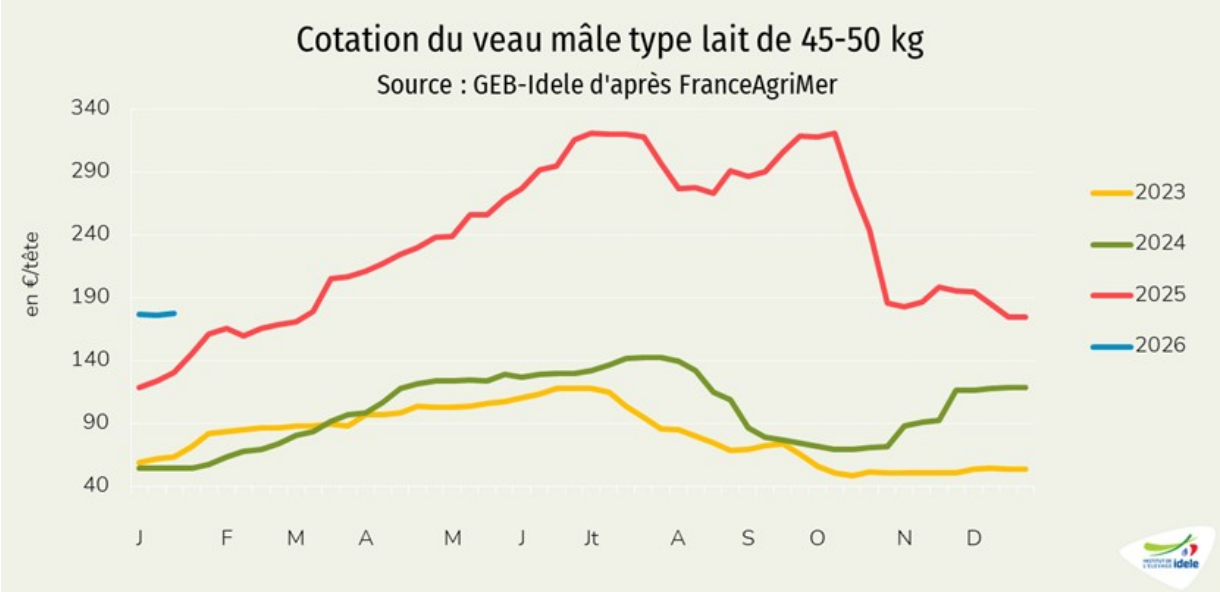
Naissances en légère hausse en fin d'année

Dernière révision le 22 janvier 2026

Après une petite hausse en octobre, les naissances de veaux mâles de mère laitière ont de nouveau été légèrement plus élevées en novembre. Dans le prolongement de fin 2025, le prix est stable en début d'année 2026. Les exports ont repris en novembre, mais sont loin de compenser le recul d'octobre.

Cotations stables début 2026

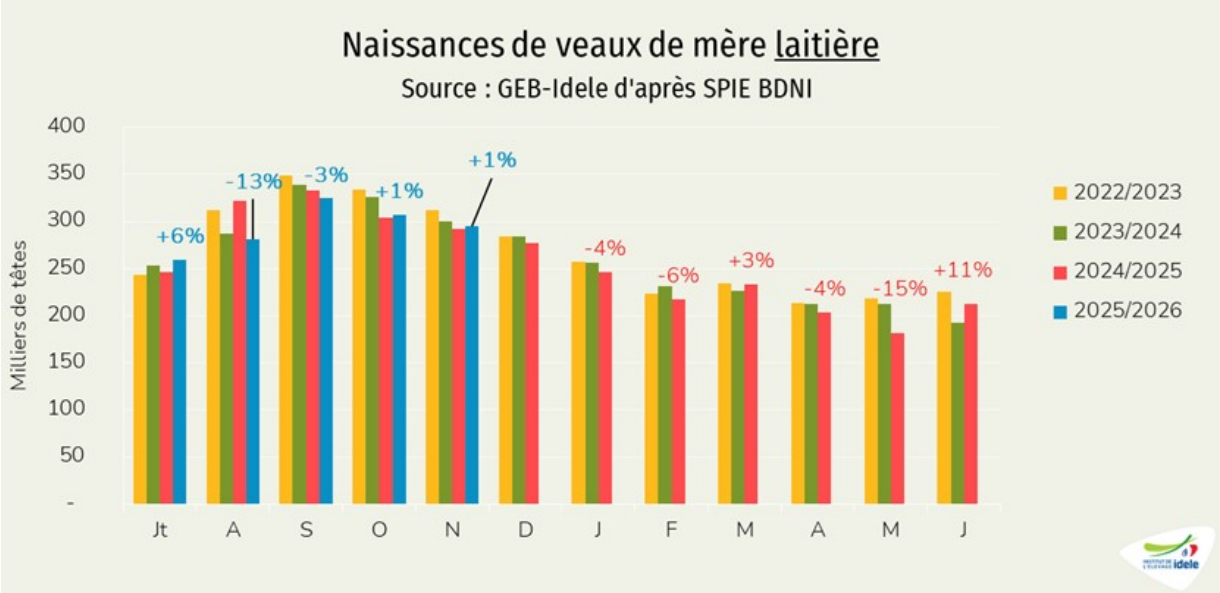
La baisse de disponibilité des veaux a entraîné une hausse des prix en 2025, jusqu'à plus de 320 €/tête pour le veau mâle de type lait en octobre. C'est finalement la suspension des exportations françaises de bovins en octobre, dans le cadre de la lutte contre la DNC, qui a mis un coup d'arrêt à la hausse des prix. Ils ont chuté et se sont stabilisés autour de 200 €/tête. **Le prix moyen 2025 se situe à 234 € /tête, soit +130 € / 2024.**



En semaine 3 de 2026, la cotation du veau mâle laitier français de 45 à 50 kg était à 178 €/tête (+47€ /janvier 2025).

Hausse des naissances en novembre

En novembre, les naissances de veaux de mère laitière ont été en hausse de 1%, avec 295 000 veaux nés.

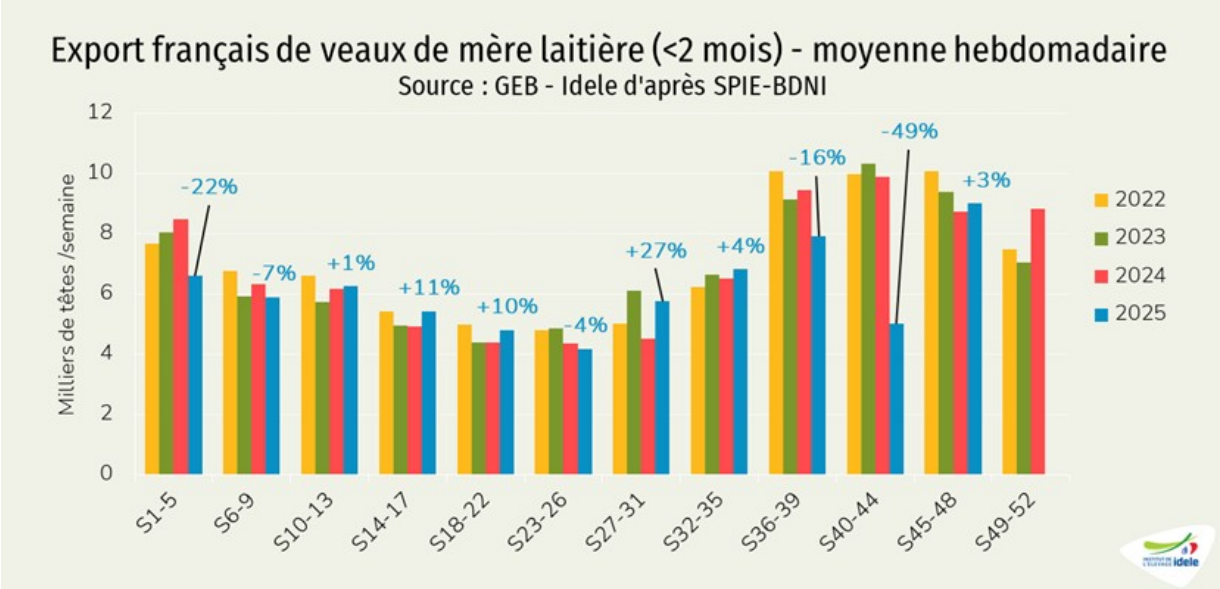


Cette hausse légère, deux mois consécutifs, ne compense pas la chute observée au mois d'août (-13%). **En cumul annuel sur 11 mois, 2 763 000 veaux de mère laitière sont nés en France, soit une baisse de 2,3% /2024 (-66 000 têtes).** Sur les cinq premiers mois de la campagne 2025-2026, 1 470 000 veaux sont nés, en recul de 2,0% /2024-2025 (-30 000 têtes) et -2,6% /2023-2024.

Les naissances de veaux disponibles pour l'engraissement (femelles croisées et l'ensemble des mâles laitiers et croisés lait-viande), **étaient stables en novembre à 173 000 têtes.** Au total, **en cumul annuel, 1 645 000 animaux disponibles pour l'engraissement sont nés, soit une baisse de 2,4% /2024 (-41 000 têtes).** Sur la campagne 2025-2026, 867 000 veaux sont nés, soit un recul de 2,0% /2024-2025 (-17 700 têtes) et -2,4% /2023-2024.

Reprise des exportations de veaux en novembre

En novembre, sur les semaines 45 à 48, les exportations de veaux mâles de mère laitière ont faiblement crû par rapport à la même période de 2024 (+3%). Cette légère hausse n'a pas permis de rattraper le creux d'octobre, conséquence de la fermeture des frontières à l'export dans le cadre de la lutte contre la DNC sur le territoire français.



En cumul sur 11 mois d'après SPIE-BDNI, 293 000 têtes ont été exportées, soit 29 400 de moins qu'en 2024, une baisse de 9,1% /2024.

Lait de vache

L’afflux de lait continue de peser sur les prix

Dernière révision le 22 janvier 2026

Lait de vache » Collecte laitière »

Redressement de la collecte et débouchés contraints

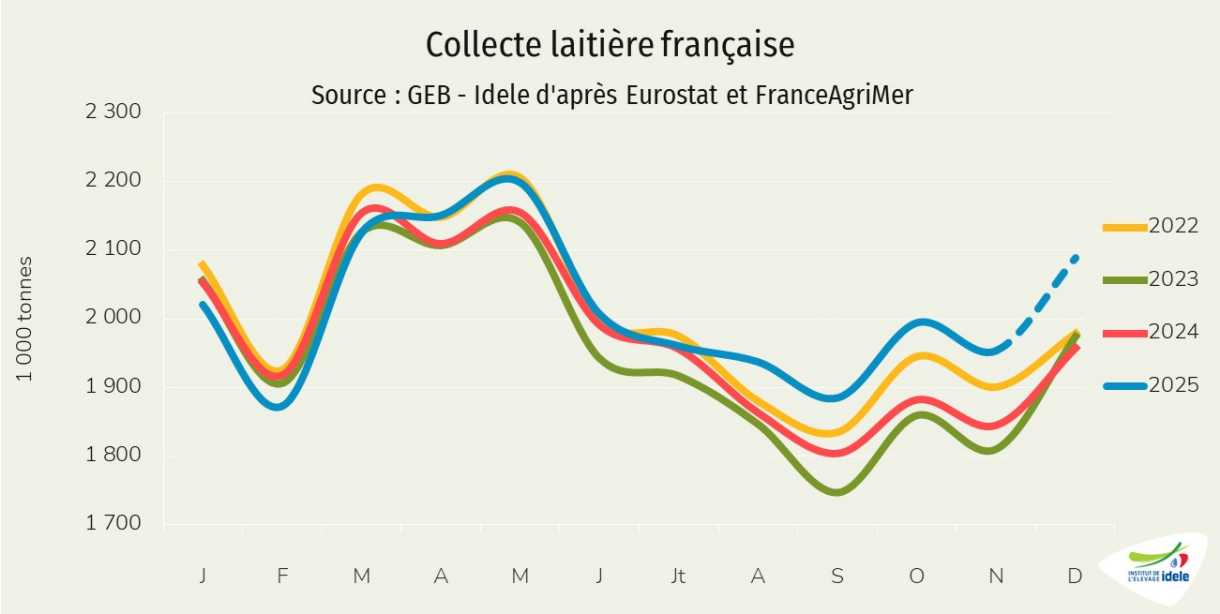
Dernière révision le 22 janvier 2026

La collecte laitière française a rebondi en 2025 après un premier trimestre difficile. Mais le prix du lait amorce un recul, sous la pression d’une offre abondante et de débouchés limités. Face aux excédents, l’industrie s’est recentrée sur les produits stockables.

La collecte laitière française signe un net rebond en 2025

En novembre 2025, la collecte laitière française a confirmé une nette reprise (**+5,9% /nov. 2024**). Après un 1er trimestre en retrait, la collecte nationale a opéré un redressement significatif. Sur 11 mois, la hausse a atteint 1,7% /2024. Et, selon les enquêtes hebdomadaires de FranceAgriMer, cette tendance se serait prolongée en décembre, avec une hausse sur un an estimée à 6,7%. **Sur l’ensemble de l’année 2025**, la collecte laitière est attendue **en hausse de 2,1% /2024**.

Cette performance repose sur un alignement de facteurs très favorables à la production laitière. Des conditions climatiques clémentes ont favorisé la production de fourrages à base d’herbe et de maïs ensilage alliant quantité et très bonne qualité. Dans le même temps, le niveau du prix du lait payé aux éleveurs a incité à garder les vaches laitières. Par ailleurs, la montée en puissance de la robotisation ces dernières années, couplée à une distribution plus importante de concentrés favorisée par des coûts compétitifs, a sensiblement amélioré la productivité par vache. À ces leviers s’ajoute un paramètre social inédit avec le report de nombreux départs à la retraite, les exploitants souhaitant prolonger leur activité pour bénéficier de cette conjoncture porteuse. Ce redressement marqué de la collecte est une réalité dans l’ensemble des bassins laitiers français, où la croissance est généralisée depuis le mois de septembre.



Quelles sont les orientations pour l’année 2026 ?

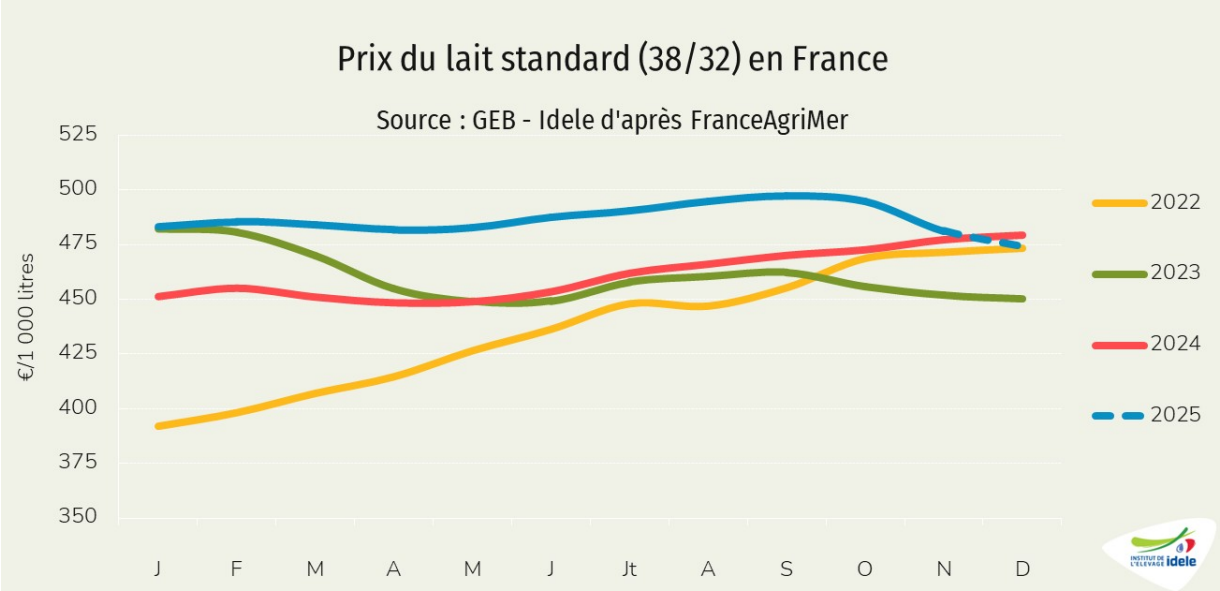
Le cheptel de vaches laitières devrait continuer son repli. Pour autant, les gains de productivité devraient se poursuivre, portés par la robotisation de la traite et par un coût de l’alimentation qui devrait rester favorable dans les mois à venir. Le climat reste une inconnue pour 2026. Mais à court terme, la qualité et les volumes de fourrages récoltés en 2025 devraient soutenir la production laitière sur la première partie de l’année. Dans ce contexte, **la collecte pourrait progresser au cours des prochains mois**, d’autant que le premier trimestre 2025 avait été fortement pénalisé par un net recul des volumes dans le Nord et l’Est du pays, régions durement touchées par la FCO. Toutefois, le prix du lait est attendu en recul en 2026, un facteur susceptible de peser, à terme, sur les volumes collectés. Par ailleurs, les conséquences de la FCO, qui ont affecté le Grand Ouest l’été dernier, restent à préciser. Les décalages de vêlages pourraient ainsi perturber le pic du printemps laitier et la production estivale.

Le reflux du prix du lait s’amorce

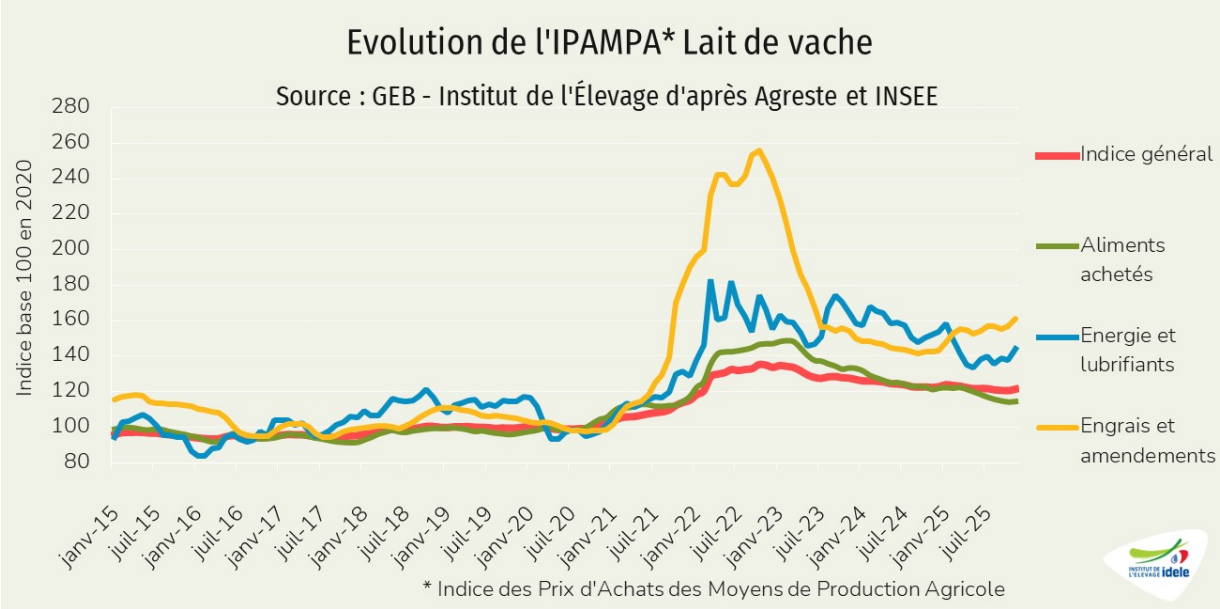
En France, le prix du lait a amorcé un recul depuis octobre**. En novembre**, pour un lait standard (38 g/l de TB et 32 g/l de TP), le prix s'est établi à **481 €/1 000 litres**. Ce prix reste supérieur de 4 € /nov 2024. Porté par l'amélioration des taux observée ces derniers mois, le prix réel a atteint 521 €/1 000 litres, en hausse de 8€ sur un an.

D'après l'observatoire de l'Éleveur Laitier, le prix standard reculerait de nouveau en décembre (-7 € /nov. 2025) pour repasser en dessous de son niveau de décembre 2024. Le net rebond de la collecte exerce en effet une pression à la baisse sur les prix du lait, dans un contexte de consommation des ménages globalement stable et de repli des exportations. En janvier, une nouvelle diminution du prix du lait est attendue de 10 à 15 € /décembre 2025.

À plus long terme, les perspectives restent incertaines mais très probablement orientées à la baisse. La chute des cours du beurre, et dans une moindre mesure des poudres, en seconde partie d'année 2025, constitue un signal défavorable pour la valorisation du lait. L'ampleur du recul des prix du lait dépendra toutefois de plusieurs facteurs : les choix de fabrication des laiteries, l'évolution de leurs débouchés commerciaux, ainsi que les modalités de construction du prix du lait payé aux éleveurs, plus ou moins indexées sur les cours des commodités laitières. L'évolution de la production laitière nationale sera également déterminante, tout comme celle des autres pays de l'Union européenne et des principaux exportateurs mondiaux. Enfin, un risque mérite une attention particulière : la hausse provisoire des droits de douane décidée par la Chine, notamment sur la crème, pourrait pénaliser significativement certaines laiteries françaises fortement exposées à ce marché (voir article commerce européen).



Les charges en élevages, d'après l'**IPAMPA** lait de vache (qui représente 50% des coûts de production), **ont légèrement progressé en novembre 2025** d'un mois sur l'autre (+0,7%) et ont diminué de 0,8% /nov. 2024. Sur un an le recul est toujours marqué pour le poste aliment acheté (-5,6% /2024), pour l'énergie (-5,3%) mais en hausse soutenue pour les engrais (+12,9%). La plupart des autres charges incluses dans l'IPAMPA sont en légère hausse.

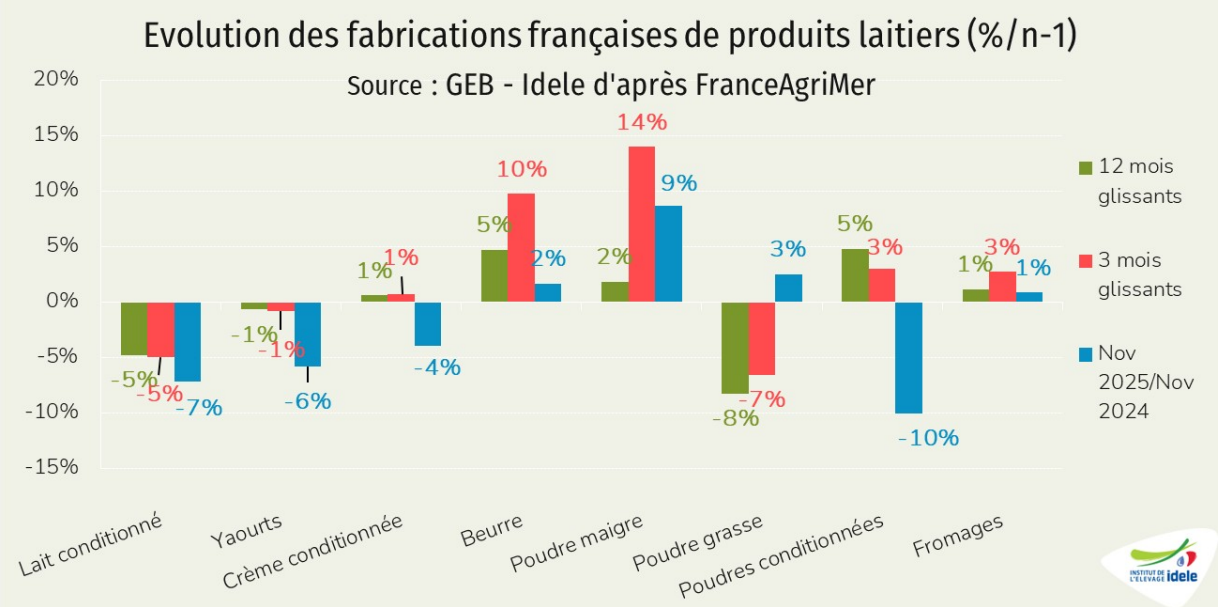


La marge MILC, estimée à 254 €/1 000 l en novembre, a enregistré un net repli de 26€ en un mois sous l'effet conjugué d'une forte baisse du prix du lait, d'une diminution marquée des produits issus de la vente des animaux et d'une légère hausse des charges. En revanche, sur un an, la MILC a augmenté de 45€/1000 l. Le produit lait a

progressé de 3 €, les coproduits viande ont augmenté de 39€, tandis que les charges se sont réduites (-3€).

Recentrage des fabrications sur les produits stockables

En novembre, **les fabrications françaises de produits laitiers se sont majoritairement orientées vers le beurre, les poudres maigre et grasses ainsi que les fromages.** L'afflux de collecte en seconde partie d'année s'est heurté à une consommation des ménages stable en 2025 (voir article consommation) et à un net repli des exportations (-5,5 % en cumul à novembre en équivalent lait, malgré un redressement observé depuis octobre). Face à ce déséquilibre, les industriels ont dû ajuster leur production. Les productions de produits stockables ont été privilégiées, impliquant une réorganisation de l'activité industrielle. Parallèlement, une partie du lait excédentaire a été dirigée vers le marché spot, provoquant une forte pression à la baisse sur les cotations, qui ont nettement reculé tout au long du dernier trimestre 2025.



Lait de vache » Commerce extérieur »

Des entraves au commerce européen de produits laitiers

Dernière révision le 22 janvier 2026

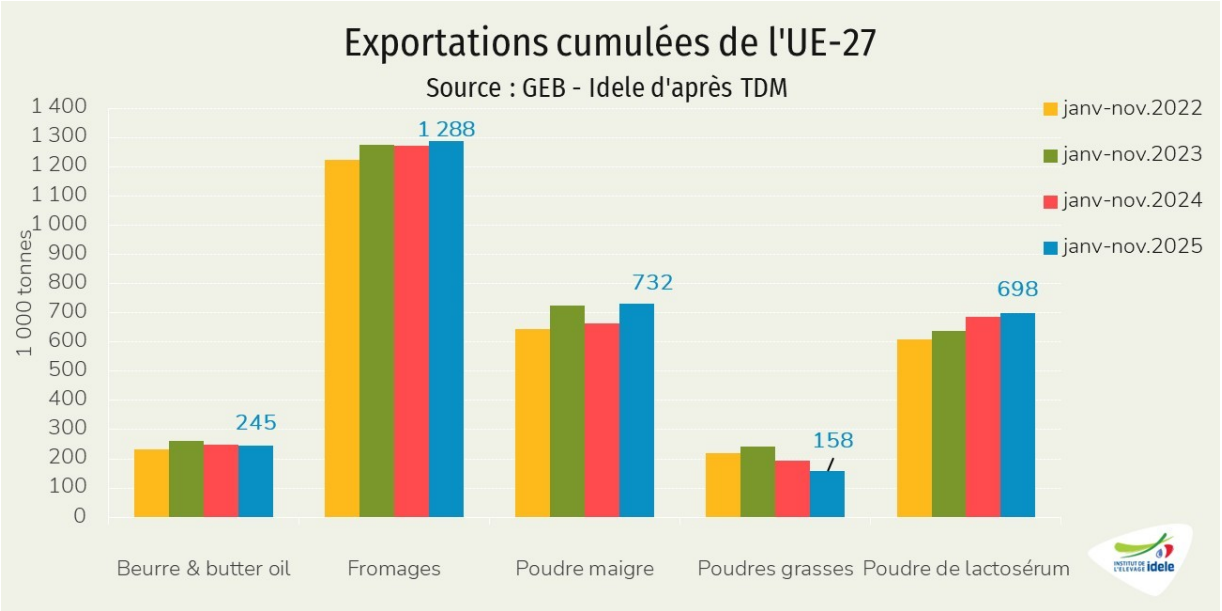
Depuis le début de 2025, le commerce européen de produits laitiers vers les pays tiers a été porté par les fromages, la poudre maigre et le lactosérum. Les perspectives sont désormais incertaines. Après les États-Unis, la Chine impose des droits de douane supplémentaires et la question du Groenland pourrait également peser.

L'UE a vu ses exportations progresser en volume en 2025

En cumul sur les 11 premiers mois de 2025, les exportations européennes de produits laitiers ont augmenté en volume. C'est notamment le cas pour :

- La poudre maigre (+10% /2024 avec 732 000 tonnes exportées) ;
- Les fromages (+1% à 1,288 Mt) ;
- Le lactosérum (+2% à 698 000 t).

Cependant, malgré la nette progression des fabrications, les exportations européennes de beurre et de butteroil ont légèrement reculé, à 245 000 tonnes (-1%). Les exportations de poudres grasses ont, elles, fortement baissé (-18% à 158 000 tonnes) dans le sillage du net repli des fabrications.



Si les exportations ont progressé depuis le début de 2025, certaines destinations pourraient être affectées par l'évolution à venir des tarifs douaniers. C'est notamment le cas pour la Chine et les États-Unis.

La Chine va imposer des droits de douane supplémentaires à certains produits de l'UE

Les résultats de l'enquête anti-dumping

A la suite de l'enquête pour anti-dumping sur les produits laitiers ouverte en août 2024 par les autorités chinoises, le Ministère du commerce de la République populaire de Chine (MOFCOM) a rendu public ses décisions préliminaires le 22 décembre 2025.

Comme attendu, la Chine a décidé d'instaurer des droits de douane supplémentaires sur certains produits laitiers. Ce sont les fromages (lignes tarifaires commençant par 0406) et la crème (ligne tarifaire 040150) qui ont été ciblés et les taux de droits qui s'appliquent vont de 21,9% à 42,7%.

Droits de douane chinois instaurés sur les fromages et la crème de l'UE

Source : GEB-Idele d'après Commission européenne

Types d'entreprises en lien avec l'enquête anti-dumping chinoise	Taux de droit de douane
Compagnies enquêtées	21,9% 29,7% 42,7%
Compagnies ayant coopéré à l'enquête mais non directement enquêtées	28,6%
Autres entreprises européennes	42,7%

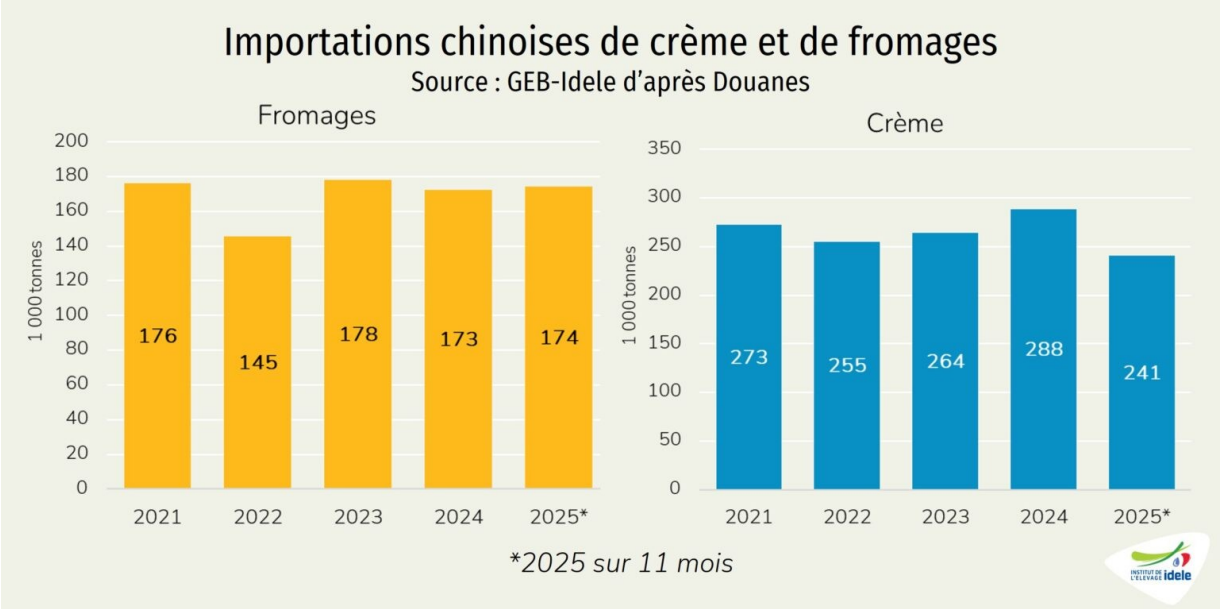
Les trois entreprises directement enquêtées ont hérité de taux de droits de douane différents : 42,7% pour le néerlandais Friesland Campina, 29,7% pour Elle & Vire du groupe français Savencia et 21,9% pour l'italien Sterilgarda Alimenti SPA.

Les entreprises ayant coopéré, c'est-à-dire ayant répondu au dossier d'enquête en août 2024, sont considérées comme entreprises coopérantes, et se voient appliquer un droit de douane de 28,6%. Les autres entreprises jugées comme non coopérantes, sont quant à elles soumises au droit maximum de 42,7%. Tous ces droits de douane très élevés s'ajoutent aux droits de base existants, dit NPF (pour « nation la plus favorisée »).

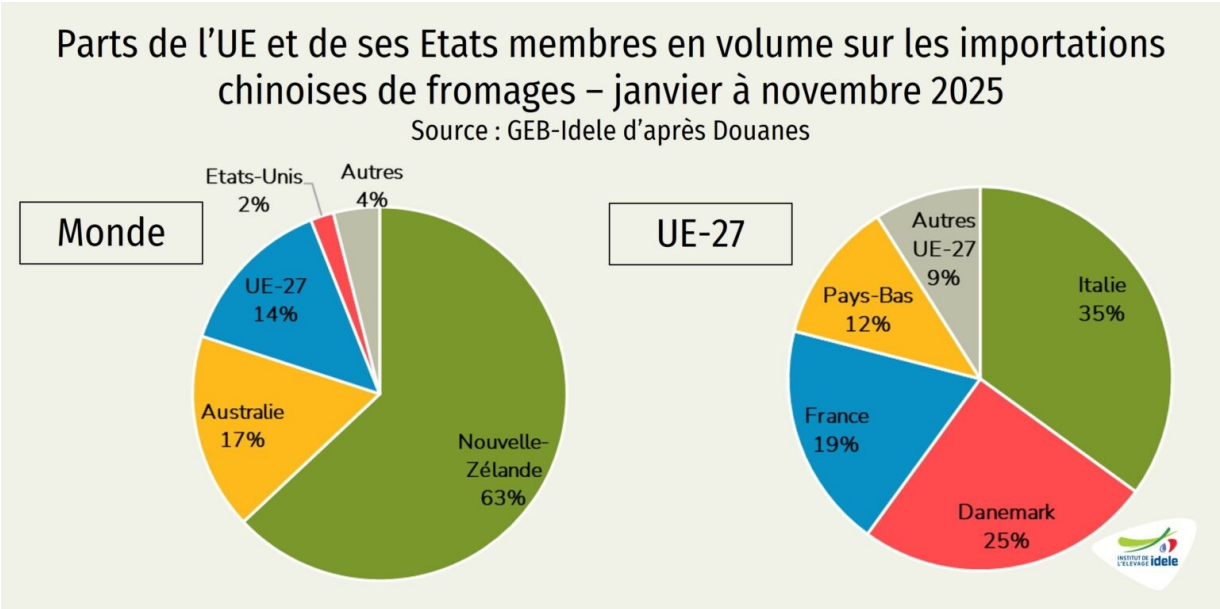
Ces droits de douanes sont prélevés depuis le 23 décembre 2025 et les montants sont placés sur un compte de dépôt, le temps que les droits de douane définitifs soient instaurés à la fin de l'enquête définitive, en février prochain. Aucune exemption n'a été accordée pour les marchandises expédiées avant le 22 décembre dernier, date de publication de la décision.

Quels sont les volumes potentiellement concernés ?

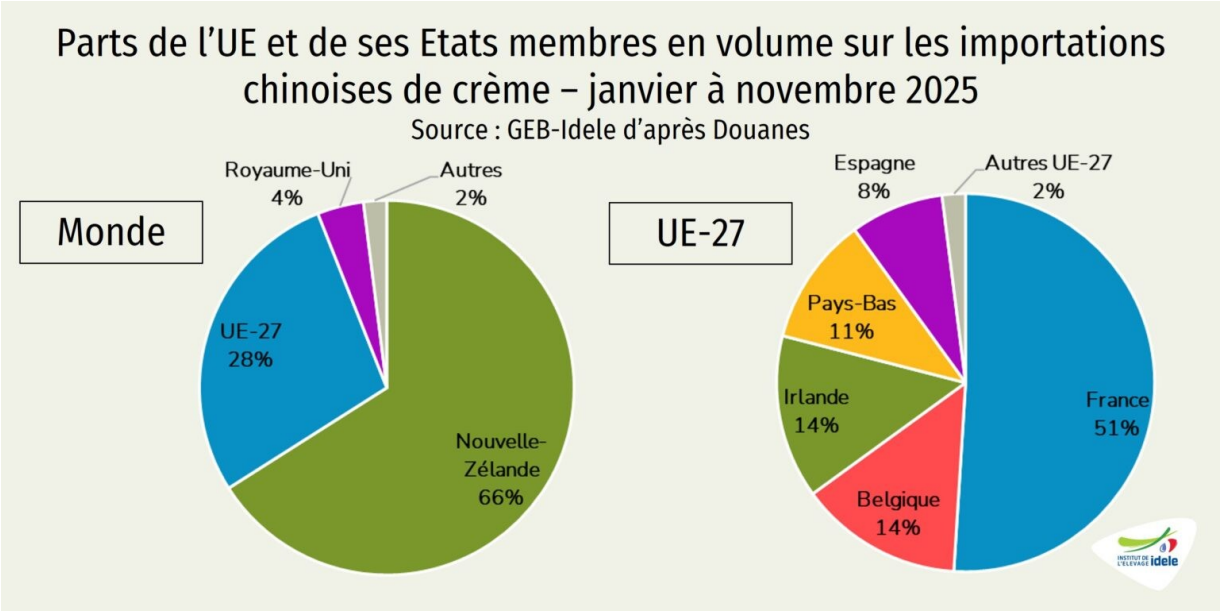
Des volumes assez conséquents risquent d'être affectés par ces hausses de taxes. Entre 2021 et 2024, d'après les douanes chinoises, la Chine a importé entre 145 000 et 178 000 t de fromages et entre 255 000 et 288 000 t de crème. Sur les 11 premiers mois de 2025, les importations chinoises de fromages étaient en hausse, à 174 000 t (+13% /2024). Celles de crème étaient en baisse à 241 000 t (-8%).



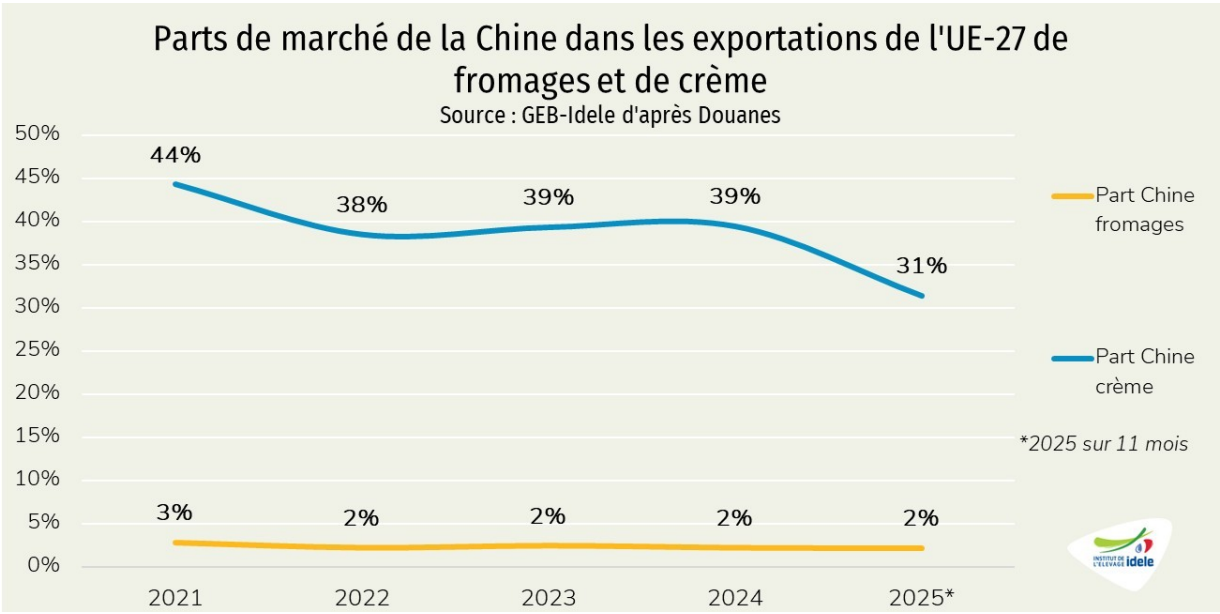
En moyenne entre janvier et novembre 2025, **l'UE-27 était le 3ème fournisseur de fromages de la Chine avec 14% des imports** derrière l'Australie (17%) et surtout la Nouvelle-Zélande (63%). Parmi les États membres de l'UE, l'Italie était le premier fournisseur à destination de la Chine (35% des importations chinoises depuis l'UE-27) devant le Danemark (25%), la France (19%) et les Pays-Bas (12%).



Sur la même période, **l'UE-27 était le 2ème fournisseur de crème de la Chine** avec 28% des imports loin derrière la Nouvelle-Zélande (66%). Parmi les États membres de l'UE, c'est la France qui était le premier fournisseur à destination de la Chine. Le pays concentrait même la majorité des volumes (51% des importations chinoises depuis l'UE-27) devant la Belgique (14%), l'Irlande (14%), les Pays-Bas (11%) et l'Espagne (8%).



Le degré d'importance du marché chinois pour les exportations européennes est très différent entre la crème et les fromages. Pour ces derniers, le marché chinois ne concentrait que 2 à 3% des exportations de l'UE entre 2021 et 2025. Le constat est tout autre pour la crème : entre 2021 et 2024, la Chine a capté entre 38 et 44% des exportations européennes de crème. Si cette part est tombée à 31% sur les 11 premiers mois de 2025, le marché chinois reste très important pour l'UE et notamment pour la France qui était l'origine majoritaire en 2025.



La mise en œuvre de droits de douane additionnels pourrait donc avoir des effets importants, notamment pour la crème et donc pour les opérateurs français. La Commission européenne a contesté ces décisions préliminaires sans véritables chances de succès. Les droits définitifs et leur durée imposés par la Chine seront connus au plus tard le 21 février 2026.

Les relations entre l'UE et les États-Unis se tendent à nouveau

Depuis la nouvelle la mandature de Donald Trump, les relations commerciales entre l'UE et les États-Unis sont assez chaotiques, à l'instar de ce qui se passe pour de nombreux partenaires des États-Unis.

La hausse des droits de douane et l'escalade ?

Le 27 juillet 2025, afin d'éviter la mise en œuvre de droits de douane à 30% et de limiter ceux-ci à 15%, la Commission européenne avait annoncé être parvenue à un accord avec le gouvernement des États-Unis. L'accord dit de *Turnberry* institue un taux de droits de douane plancher de 15% pour la majorité des importations d'origine européenne aux États-Unis depuis le 7 août 2025. En contrepartie, la Commission a notamment concédé aux exportations étasuniennes la libéralisation de certaines lignes tarifaires ou encore l'ouverture de contingents tarifaires pour un ensemble de produits dont différents types de produits laitiers. Matérialisée dans la proposition de règlement réduisant les droits de douane et ouvrant des contingents tarifaires pour certains produits étasuniens du 28 août 2025 (COM/2025/471 final), cette décision introduit des concessions unilatérales exceptionnelles qui ne sont pas conformes aux règles de l'OMC.

Côté produits laitiers, le premier contingent proposé concerne notamment le lait et la crème, les yaourts et le babeurre, les pâtes à tartiner laitières et les matières grasses laitières anhydres (MGLA), le lactose et les crèmes

glacées. Ce contingent à droit de douane nul concerne un volume de 10 000 t.

Projet de contingent européen pour les exportations étasuniennes de produits laitiers

Source : GEB-Idele d'après Commission européenne

Numéro d'ordre	Code NC 2025	Désignation des marchandises	Taux contingentaire	Volume du contingent
09.9003	0401 10	Lait et crème de lait (hors 0401 50)	0 %	10 000 t
	0401 20			
	0401 40			
	0403 20	Yaourts et babeurre		
	0403 90			
	0405 20	Pâtes à tartiner laitières & MGLA		
	0405 90			
	1702 11	Lactose		
	1702 19			
	2105 00	Crème glacée		

Le second contingent laitier se concentre sur certains types de fromages dont les fromages frais, les fromages râpés, en poudre ou fondus, les fromages persillés autres que le roquefort et le gorgonzola, les fromages pour la transformation ou le cheddar. Ce contingent, également assorti d'un droit de douane nul, concerne un volume de 10 000 t.

Projet de contingent européen pour les exportations étasuniennes de fromages

Source : GEB-Idele d'après Commission européenne

Numéro d'ordre	Code NC 2025	Désignation des marchandises	Taux contingentaire	Volume du contingent
09.9004	0406 10	Fromages frais (non affinés), y compris le fromage de lactosérum, et caillebotte	0 %	10 000 t
	0406 20	Fromages râpés ou en poudre, de tous types		
	0406 30	Fromages fondus, autres que râpés ou en poudre		
	0406 40 90	Fromages à pâte persillée et autres fromages présentant des marbrures obtenues en utilisant du Penicillium roqueforti (à l'exclusion du roquefort et du gorgonzola)		
	0406 90 01	Fromages destinés à la transformation		
	0406 90 21	Cheddar		

A ces deux contingents s'ajoute d'autres concessions où une part minoritaire de produits laitiers peuvent être utilisées :

- Un contingent de 50 000 t pour les produits du chapitre 19 du code douanier (« *Préparations à base de céréales, de farines, d'amidons de fécules ou de lait ; pâtisseries* »), dont certains laits infantiles, des poudres de lait réengraissées… Mais aussi des pâtes alimentaires, des pizzas ou encore des biscuits. Ce contingent dispose de droits de douane intra-contingentaires variables selon la nature du produit.
- Un contingent de 250 000 t pour les produits alimentaires transformés relevant du chapitre 21 (« *préparations alimentaires diverses* »), dont certaines glaces non incluses dans le contingent de 10 000 t et d'autres produits contenant des composants laitiers. Ce contingent dispose également de droits de douane intra-contingentaires variables selon la nature du produit.

Ce projet était, jusqu'ici, examiné par le Parlement européen sachant que l'adoption du règlement reste nécessaire pour maintenir les conditions actuelles d'accès au marché américain (droit de douane de 15 % ou droit NPF historique). Mais la question du Groenland s'est invitée dans le débat. En effet, Donald Trump revendique la possession de ce territoire danois autonome situé entre l'Atlantique Nord et l'océan Arctique et met la pression sur l'UE.

Donald Trump compte désormais appliquer des droits de douane supplémentaires de 10% contre les huit pays européens qui se sont ouvertement opposés à cette injonction : le Danemark, la Norvège, la Suède, la France, l'Allemagne, le Royaume Uni, les Pays-Bas et la Finlande. Bien qu'il semble difficile d'isoler certains États membres du reste de l'UE, ce droit de douane supplémentaire de 10% pourrait s'appliquer à compter du 1er février prochain (soit 25% au total), puis passer à 25% au 1er juin 2026 (soit 40% au total), tant qu'un accord n'aura pas

été trouvé en vue de « *l'acquisition complète et totale* » du territoire arctique.

Face à cette menace, le président du Conseil européen, António Costa, a indiqué qu'il coordonnerait la réponse des dirigeants de l'UE. C'est aussi le cas de la présidente de la Commission Ursula von der Leyen qui a rappelé que « *les droits de douane mineraient les relations transatlantiques et risqueraient de déclencher une dangereuse spirale descendante. L'Europe restera unie, coordonnée et déterminée à défendre sa souveraineté* ».

Mais pour le moment, la réponse à apporter par l'UE ne fait pas totalement consensus entre ses États membres. Néanmoins, le processus de mise en œuvre des réductions de droits de douane et l'ouverture de contingents prévues par la proposition de règlement du 28 août 2025 (COM/2025/471 final) a été suspendue. D'autres mesures sont évoquées, mais encore loin de faire l'unanimité, comme la mobilisation de l'« *instrument anti-coercition* » de l'UE adopté en 2023 et qui prévoit un large éventail de restrictions liées au commerce, aux investissements et au financement. Le 20 janvier, Donald Trump menaçait désormais d'imposer des droits de douane de 200% sur les vins et champagnes français, à la suite du refus d'Emmanuel Macron de prendre part au « Conseil de la paix » (*Board of Peace* en anglais), instance créée à l'initiative du président étasunien pour notamment encadrer les prochaines étapes du règlement du conflit à Gaza et potentiel concurrent de l'ONU. Un début d'escalade ?

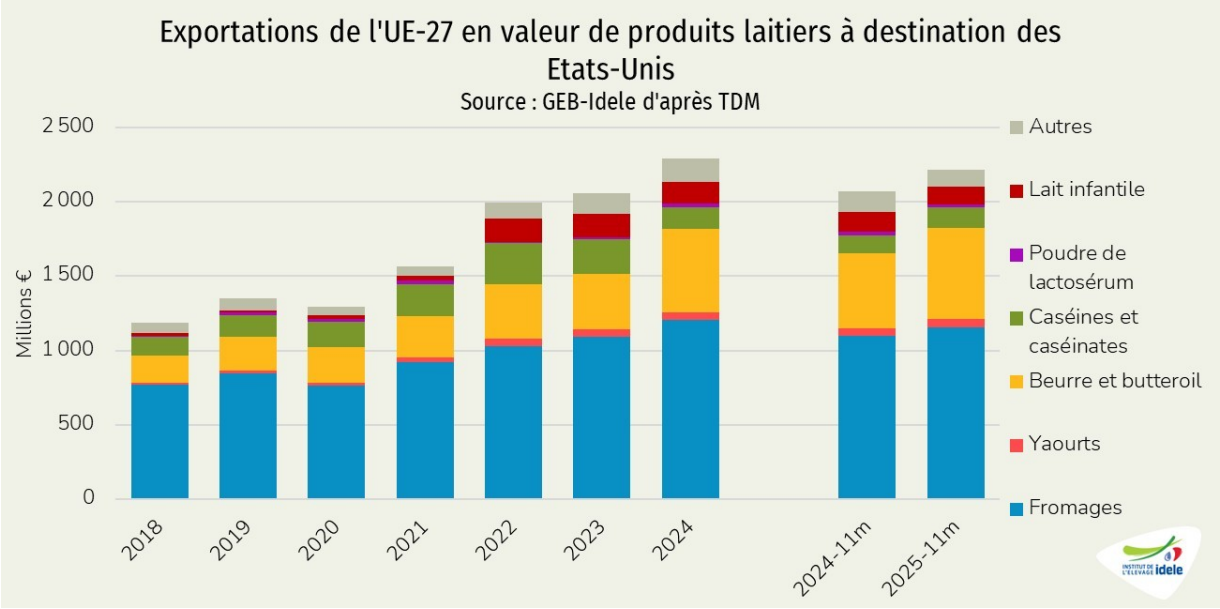
Le 21 janvier, après des discussions sur le Groenland en marge de Davos, Trump annonçait le gel de l'application des 10% supplémentaires aux huit pays européens. Le contexte reste très fluctuant et les prochaines semaines seront déterminantes.

Quels sont les niveaux d'échanges de produits laitiers entre l'UE et les États-Unis ?

La multiplication de nouvelles rétorsions tarifaires, si elle a lieu, pourraient avoir des effets sur le commerce de produits laitiers de l'UE à destination des États-Unis comme le montre notre article d'avril dernier. Entre 2018 et 2024, entre 44 et 47% des importations étasuniennes en valeur de produits laitiers étaient originaires de l'UE-27.

En valeur, les exportations de l'UE-27 à destination des États-Unis ont continué de progresser pour certains produits. Sur les 11 premiers mois de 2025, l'UE-27 avait expédié vers les États-Unis pour :

- 1,20 Md€ de fromages (+10% /2024) ;
- 561 M€ de beurre et butteroil (+49%) ;
- 145 M€ de lait infantile (-10%) :
- 141 M€ de caséines (-39%) ;
- 53 M€ de yaourts (+14%).



En moyenne entre 2022 et 2024, d'après la cartographie réalisée pour l'article d'avril dernier, la destination États-Unis avait concentré 15% des envois en valeur de fromages de l'UE, 23% des envois de beurre et butteroil et même 26% des envois de caséines et caséinates. Les risques semblent donc non négligeables et les semaines à venir seront déterminantes.

Lait de vache » Consommation »

Les achats des ménages en produits laitiers sont restés stables en 2025

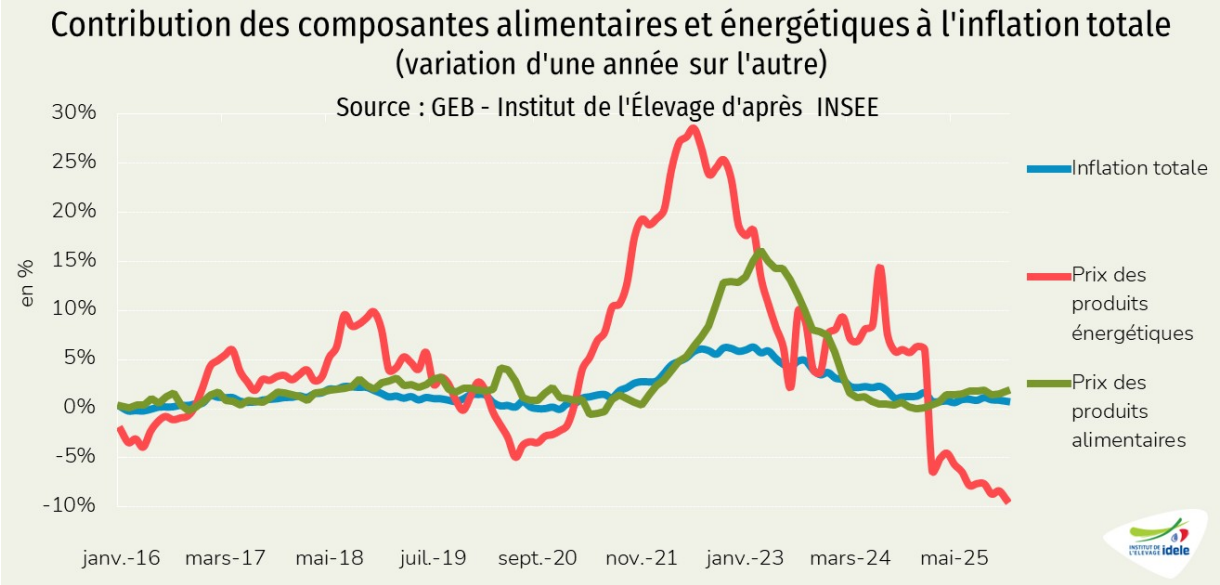
Dernière révision le 23 janvier 2026

Alors que l'inflation générale redescend sous la barre des 1%, les prix des produits laitiers en rayon sont demeurés stables en 2025. La consommation de produits laitiers résiste, portée toutefois par des arbitrages marqués au sein du panier des ménages.

Une inflation contenue en 2025

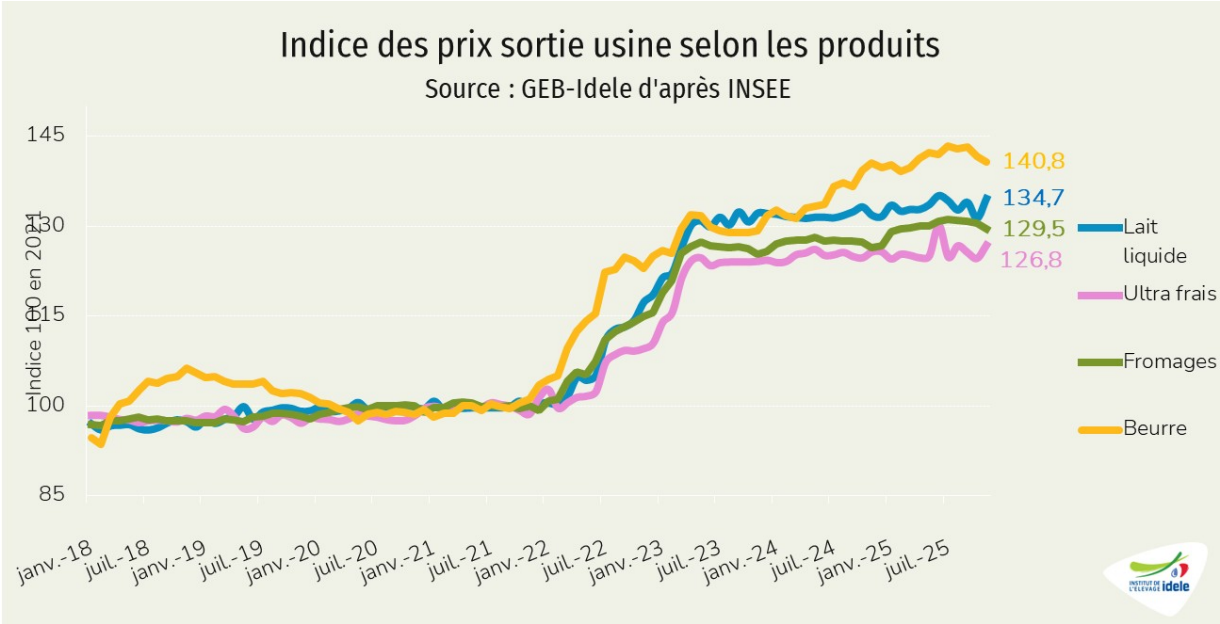
L'année 2025 marque une étape dans le ralentissement de la hausse des prix. En France, **l'inflation totale** a progressé de **0,9% /2024**, confirmant une décélération par rapport à 2024 (+2% /2023) et surtout après le choc des années 2022 et 2023, où elle avait atteint des sommets (+5,2% /2021 et +4,9% /2022).

Toutefois, la réalité est plus contrastée selon les secteurs de consommation. Le repli est fort du côté des **produits énergétiques** dont les prix ont chuté de **6% en 2025**, après l'envolée de 7,7% l'année précédente. À l'inverse, l'inflation des **produits alimentaires** reste positive et progresse à un rythme constant de **1,3%**, une hausse identique à celle observée en 2024.

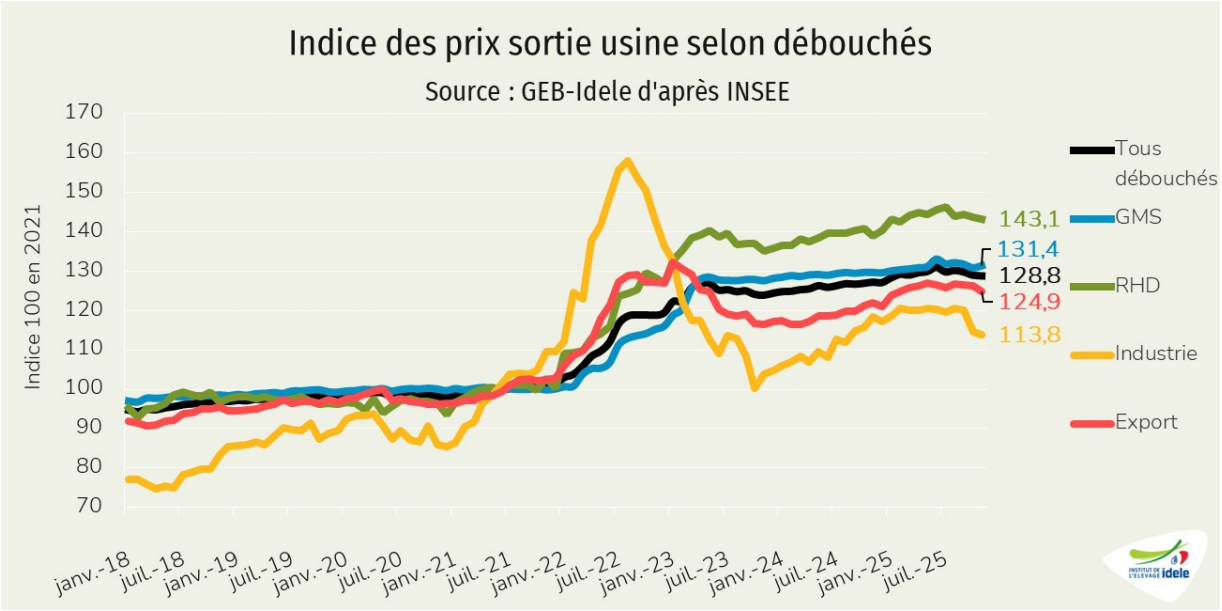


Une hausse des prix industriels contrastée selon les produits et les débouchés

L'analyse de l'Indice des Prix de Vente Industriels (IPVI) montre que les **prix à la sortie des usines de produits laitiers ont progressé de 2,3% en cumul à novembre /2024 sur le marché intérieur**, en hausse par rapport à 2024 (+1,9%). Cette évolution globale cache toutefois des disparités marquées selon les familles de produits. Le **beurre** a enregistré la progression la plus forte avec **+4,8% /2024**, reflétant les tensions sur la matière grasse, tandis que les hausses sont plus contenues pour les fromages (+2,1%) et surtout pour le lait conditionné (+1,2%) ou les yaourts (+0,5%).

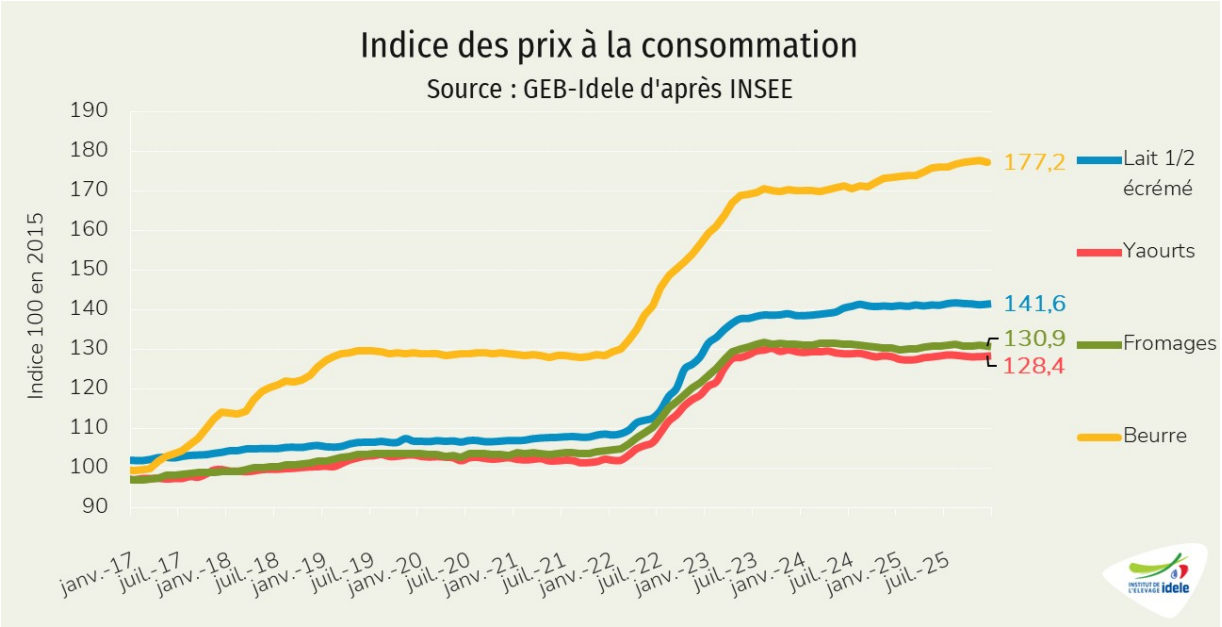


Cette hétérogénéité se retrouve également dans l'analyse des débouchés, où les évolutions de prix ne sont pas de même ampleur. On observe un **amortissement marqué vers la grande et moyenne distribution (GMS)**, où la progression des prix a été contenue à **+1,6%**, sous l'effet des négociations commerciales. À l'opposé, les autres circuits ont absorbé des hausses bien plus significatives : **les tarifs ont grimpé de 3,9% vers la restauration hors domicile (RHD)**, de **6% vers l'export** et de **7,4% vers les clients industriels**.



Des prix des produits laitiers stables pour les consommateurs

Alors que les prix à la sortie des usines ont progressé, **l'Indice des Prix à la Consommation (IPC) des produits laitiers a été stable en 2025**. Cette stagnation contraste avec l'évolution globale du panier alimentaire français, dont l'inflation a atteint 1,3%. Le **beurre** se distingue une nouvelle fois avec une hausse de **2,8%**, confirmant son exposition particulière aux cours sur les marchés mondiaux. En France, l'impact reste toutefois nettement plus modéré pour le beurre de grande consommation que dans d'autres pays européens. Le prix du lait demi-écrémé a connu une légère progression de **0,9%.** A l'inverse, les prix des **fromages** ont reculé (**-0,3% /2024)**, tout comme les prix des **yaourts**, qui affichent une **baisse de 0,7%** sur un an.

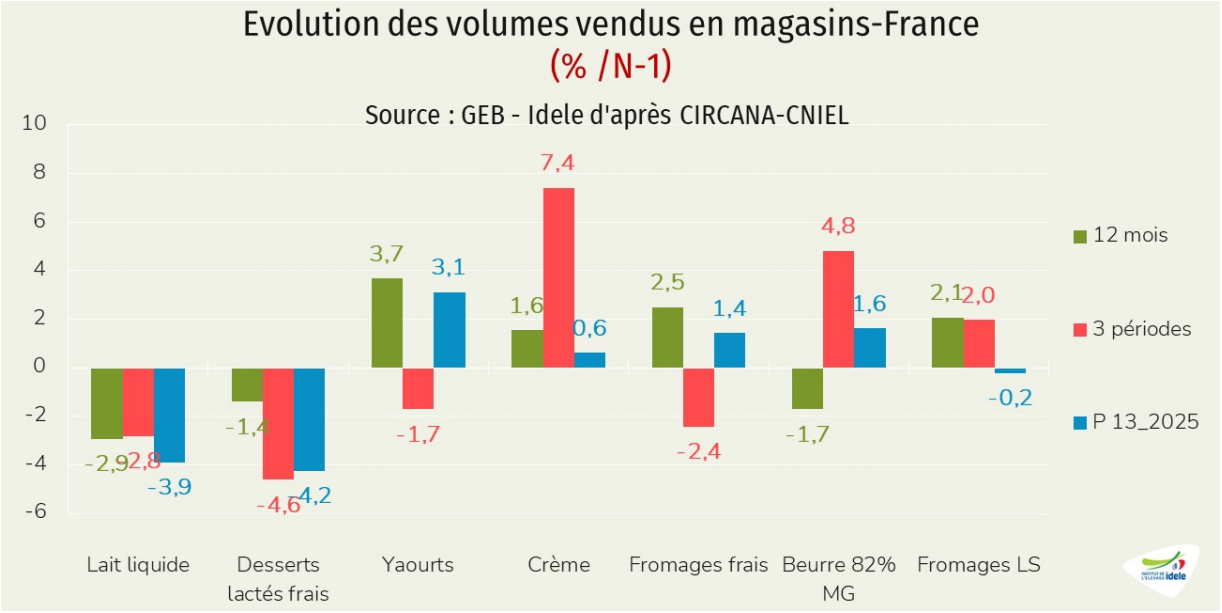


Une stabilité globale des ventes de produits laitiers en magasin

Les volumes de produits laitiers vendus en magasins généralistes (Hypermarchés, Supermarchés, e-commerce et Hard Discount) ont été **stables en 2025**.

Certains produits laitiers ont toutefois subi un net recul. C'est le cas du **lait liquide**, dont les volumes ont régressé de **2,9% /2024**, confirmant une tendance structurelle à la baisse de la consommation. Le **beurre** a enregistré également une baisse de ses ventes (**-1,7%**), vraisemblablement pénalisé par une hausse de prix plus marquée que celle du reste du rayon. Enfin, les **desserts lactés frais** marquent le pas avec un repli de **1,4%**.

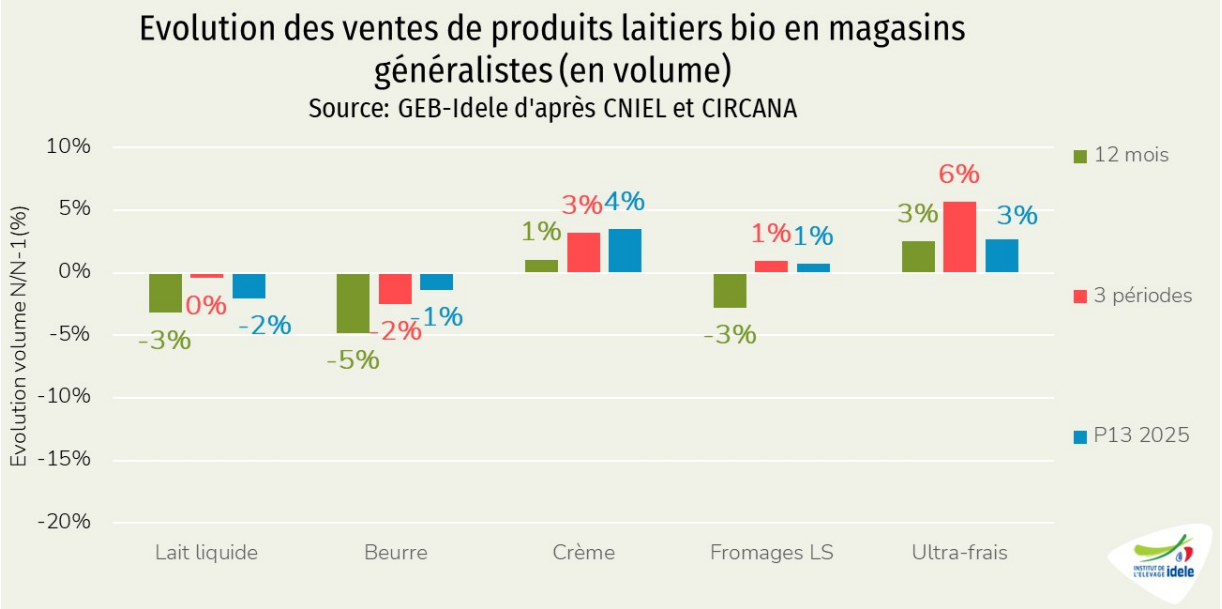
À l'inverse, les **yaourts** se sont imposés comme le moteur de la croissance avec une progression de **3,7%** en volume, suivis par les **fromages frais (+2,5%)** et les **fromages en libre-service (+2,1%)**. Cette dynamique positive s'explique en partie par un recul de leurs prix en magasin, comme évoqué précédemment. La **crème** complète cette dynamique positive avec une hausse de **1,6%**.



Reprise des ventes de produits laitiers bio en magasins généralistes

Après plusieurs années de turbulences, le marché des produits laitiers biologiques en magasins généralistes montre des signes de reprise encourageants en 2025. L'**ultra-frais bio** s'impose comme la locomotive de ce redressement avec une progression solide de **3% /2024 en volume**, suivi par la **crème**, qui enregistre une hausse plus modeste de **1%**.

Si les **fromages bio** affichent une dynamique prometteuse sur les derniers mois de l'année, leur bilan annuel demeure négatif avec un **recul de 3%**. Plus préoccupant, le **lait liquide**, qui reste pourtant le segment où le bio est le plus implanté dans les habitudes d'achat de produits laitiers des Français, poursuit son recul avec une **baisse de 3%**. Et les **ventes de beurre bio ont décroché de 5%** sur l'année.



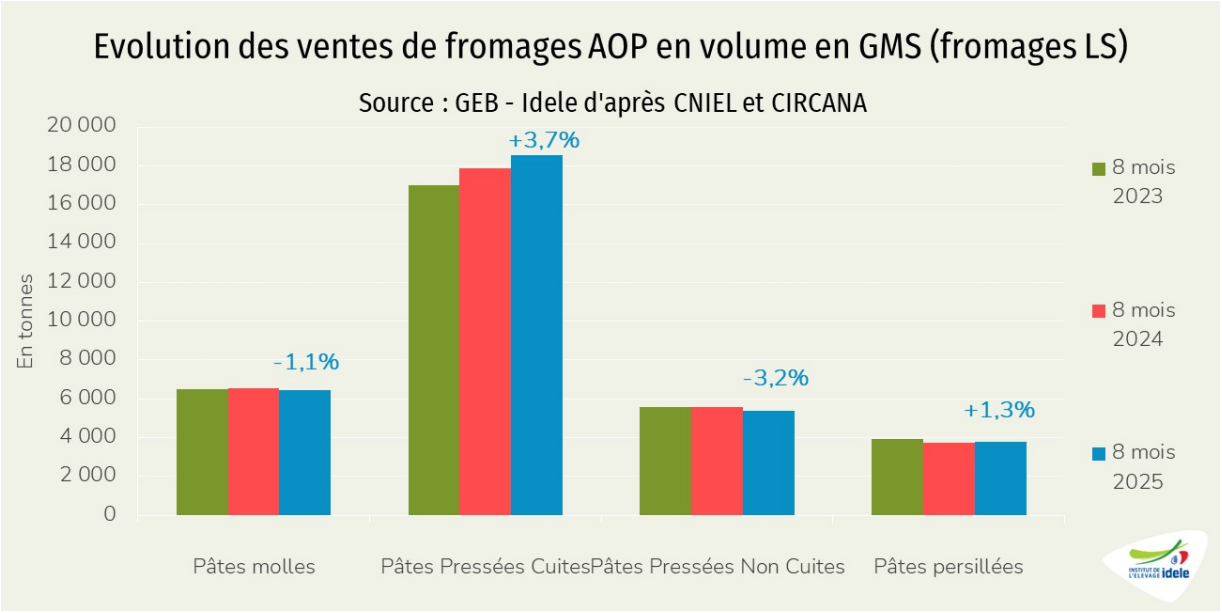
Des ventes de fromages AOP en hausse en libre-service

Sur les huit premiers mois de 2025, les **ventes en volume de fromages AOP** au lait de vache en rayon libre-service (LS) ont progressé de **1,4% /2024**. Elles dépassent légèrement la hausse de l'ensemble du rayon fromages LS (+1,3%).

Toutefois, les dynamiques de ventes ne sont pas uniformes. Les ventes de **Pâtes Pressées Cuites (PPC)**, ont atteint **+3,7% /2024**. Le Comté, pilier du segment, tire son épingle du jeu avec une hausse de 4,4%. Les **pâtes persillées** ont progressé de **1,3%**.

À l'inverse, les fromages à caractère ou à usages plus spécifiques marquent le pas. Les **pâtes molles** reculent de **1,1%**, entraînées par la chute des ventes de Camembert (-5%), tandis que les **pâtes pressées non cuites** (PPNC) s'enfoncent plus nettement (**-3,2%**). On observe des chutes de consommation marquées pour des références comme le Reblochon (-4,6%).

En **rayon coupe**, la tendance est moins favorable : les ventes de fromages AOP au lait de vache y sont **globalement en recul** sur la période.



Lait de vache » Marché des produits laitiers »

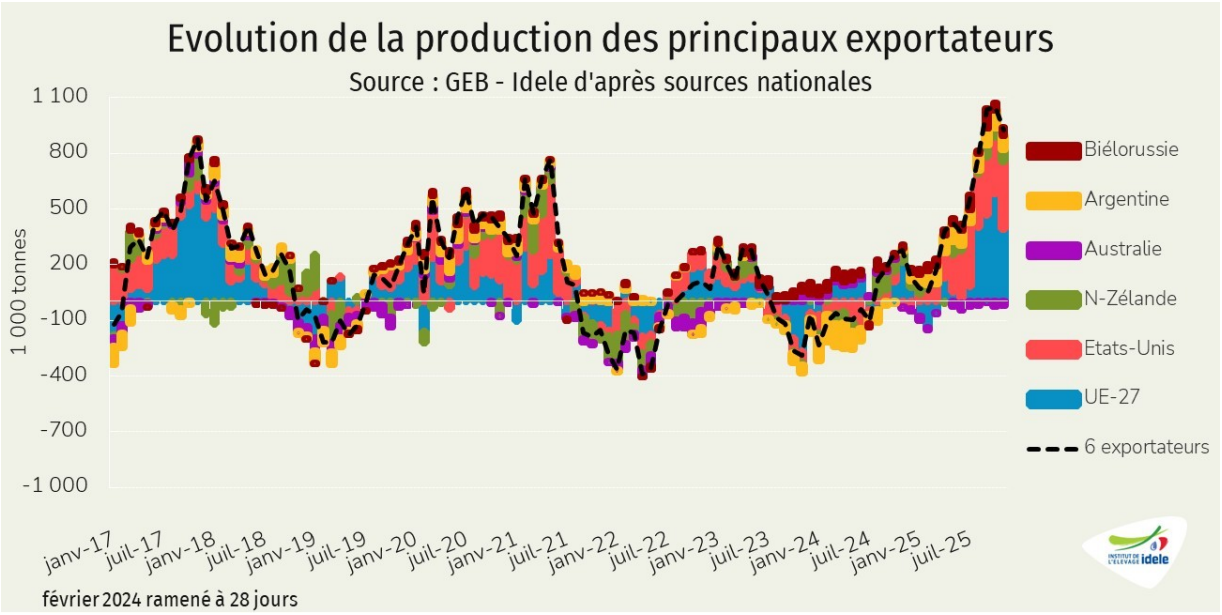
La production abondante pèse sur les prix dans les principaux bassins

Dernière révision le 22 janvier 2026

Hormis pour l'Australie, la production de lait des principaux producteurs était toujours abondante en fin d'année. La progression sur un an de l'offre laitière des principaux exportateurs mondiaux pèse sur les cours des commodités et se répercute sur les prix payés aux éleveurs dans de nombreux bassins.

L'UE a vu ses exportations progresser en volume

La production cumulée de lait des six premiers exportateurs mondiaux de produits laitiers hors Royaume-Uni (Argentine, Australie, Biélorussie, États-Unis, Nouvelle-Zélande et UE-27) restait orientée à la hausse en fin d'année. En novembre 2025, la croissance sur un an est repassée sous le million de tonnes de lait. 42% de cette hausse était imputable à l'UE et 39% aux États-Unis. Suivaient l'Argentine et la Nouvelle-Zélande (respectivement 8% et 7%).



Seule l'Australie restait à contrecourant avec une dynamique de production en retrait sur un an. En novembre 2025, la production australienne s'est établie à 874 000 t (-2,2% /2024), en phase avec le repli structurel de la filière.

Dans les autres principaux bassins, les évolutions de production sur un an étaient d'ampleur variable, mais toutes en hausse en novembre 2025 :

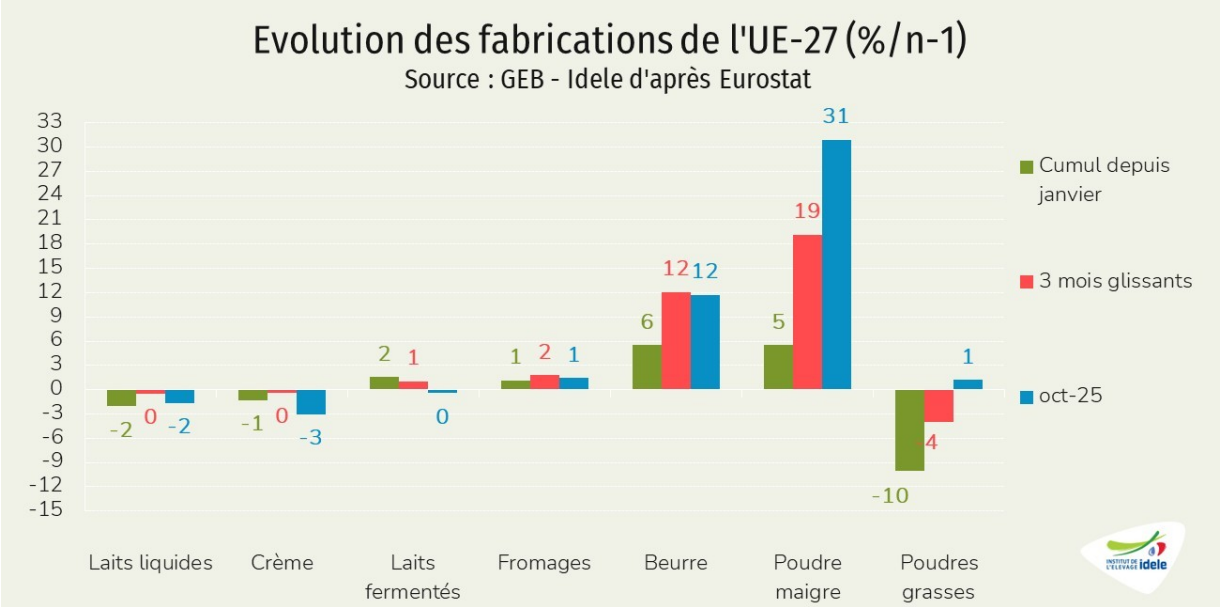
- +391 000 t pour l'UE-27 à 11,44 millions de tonnes (+3,5% /2024) ;
- +364 000 t pour les États-Unis à 8,52 millions de tonnes (+4,5%) ;
- +74 000 t pour l'Argentine à 1,05 millions de tonnes (+7,6%) ;
- +69 000 t pour la Nouvelle-Zélande à 2,95 millions de tonnes (+2,4%) ;
- +45 000 t pour la Biélorussie à 728 000 tonnes (+6,6%).

Les marges plutôt porteuses au moins jusqu'en milieu d'année ou encore les conditions climatiques parfois plus favorables ont soutenu la production dans ces bassins laitiers. **L'abondance de lait n'a pas été freinée, pour l'instant, par la hausse des disponibilités ni par le recul des prix** des produits comme des prix à la production désormais constaté un peu partout.

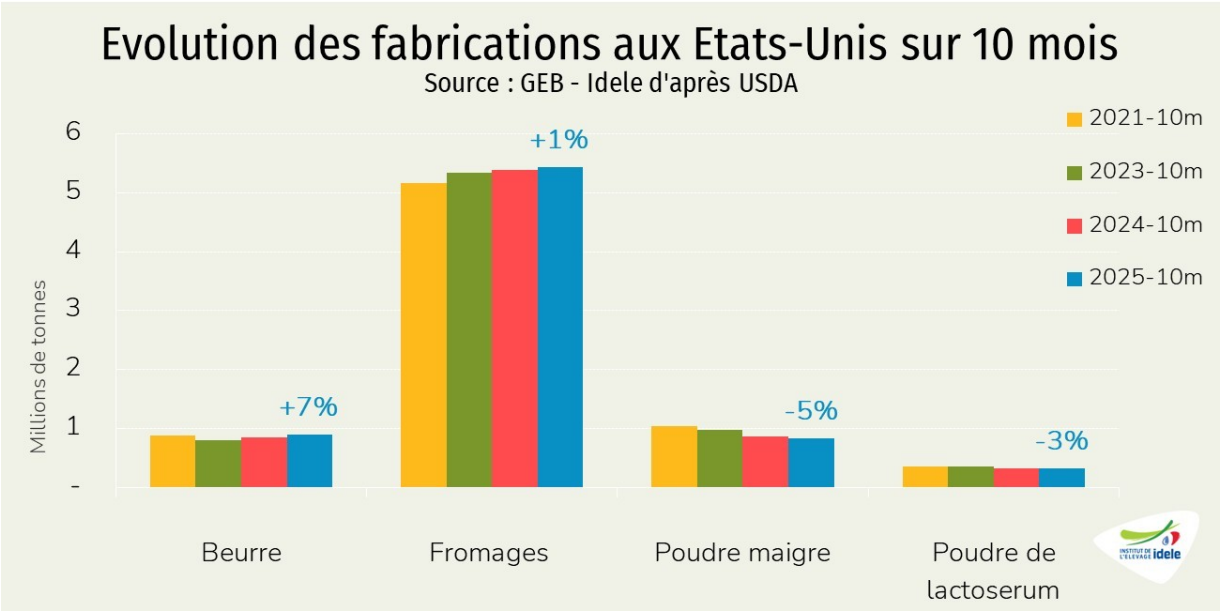
Hausse de certaines fabrications de produits laitiers

Avec la progression de la collecte et des disponibilités en lait, les fabrications de certains produits laitiers ont progressé.

Au sein de l'UE, ce sont surtout les **fabrications de poudre maigre** (+5% /2024 sur les 10 premiers mois de 2025) et de **beurre** (+6%) qui ont progressé. La hausse de **fabrications de fromages a été plus modeste** (+1%) quand les fabrications de poudres grasses ont nettement reculé (-10%).

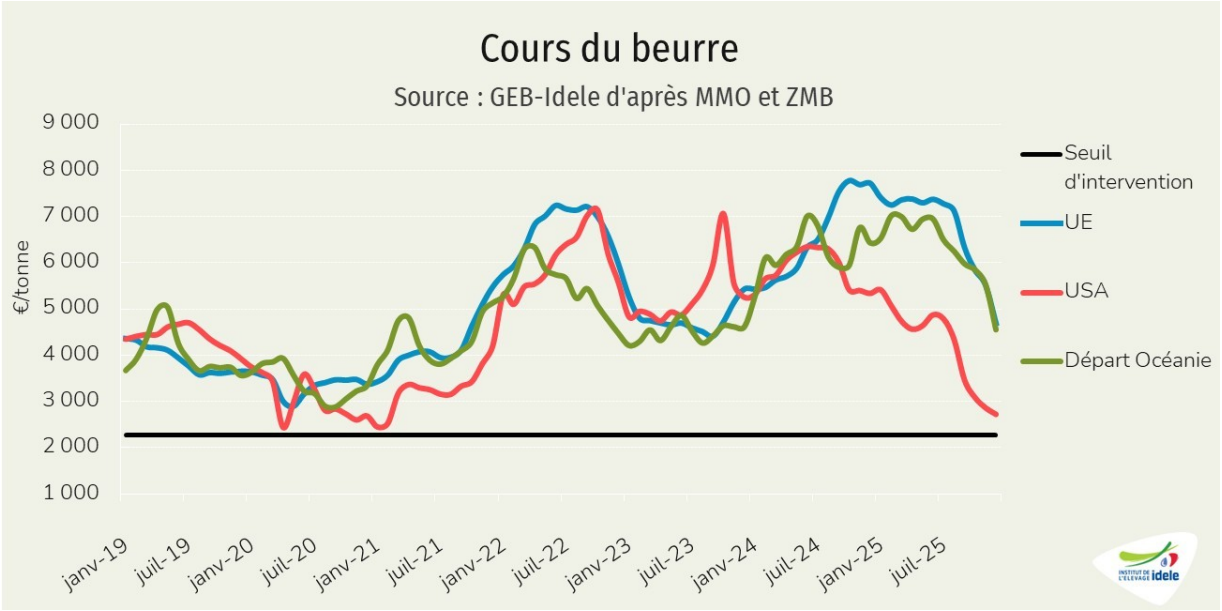


Aux États-Unis, les fabrications de beurre ont également nettement progressé sur les 10 premiers mois de 2025 (+7% /2024) faisant des États-Unis depuis plusieurs mois, et c'est nouveau, un exportateur net de cet ingrédient laitier. La hausse de fabrications des fromages a été plus modeste (+1%) quand celle de poudre maigre a sensiblement reculé (-5%), confirmant la tendance observée ces dernières années.

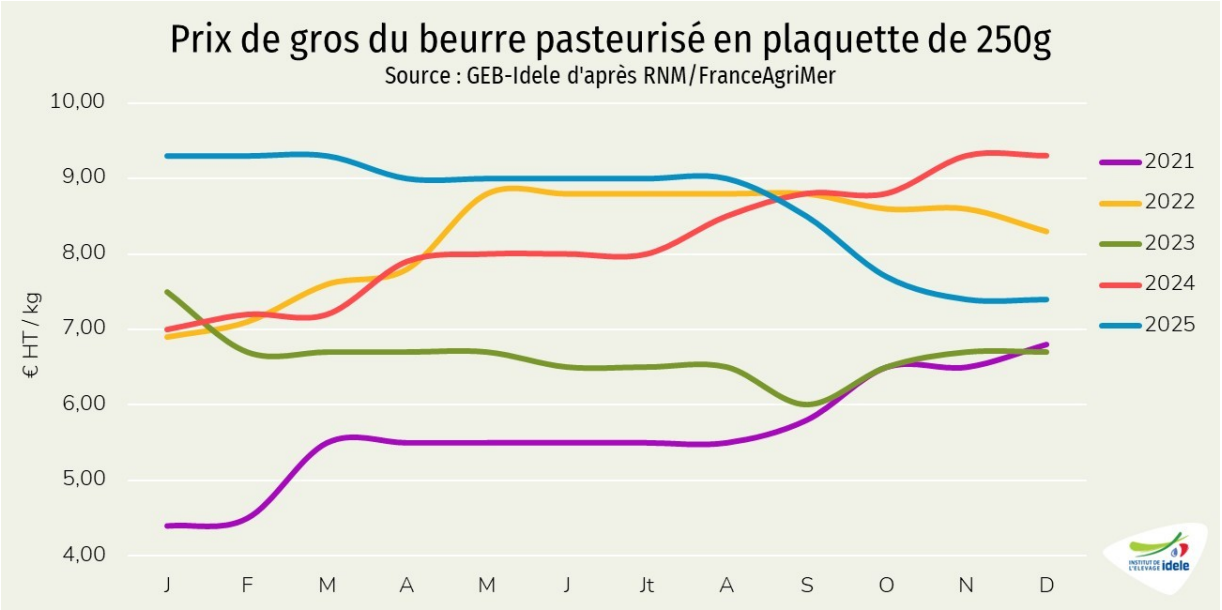


Les cours des commodités toujours en repli

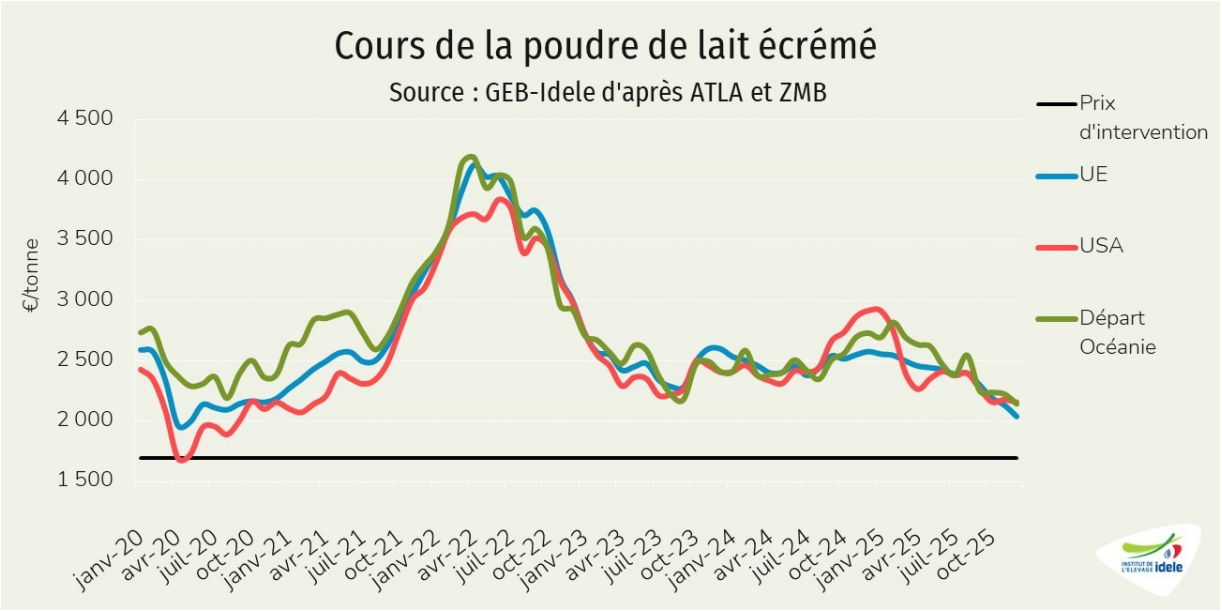
Avec des disponibilités plus importantes depuis plusieurs mois, **les cours du beurre restaient à la baisse** chez les principaux exportateurs en décembre 2025. Aux États-Unis, la cotation atteignait 2 717 €/t (-5% /novembre 2025 et -49% /2024). Ailleurs, les baisses ont été plus tardives mais sont désormais fortes. En Océanie, le cours du beurre s'établissait ainsi à 4 555 €/t (-18% /novembre 2025 et -29% /2024).



La baisse s'est accélérée en UE où la cotation du beurre a atteint 4 695 €/t (-15% /novembre 2025 et -39% /2024). Ce repli se constate également dans d'autres maillons de la filière. Ainsi, au MIN de Rungis, le cours du beurre pasteurisé en plaquettes de 250 g a entamé un repli à partir de la fin de l'été. En décembre 2025, il était cependant stable sur un mois à 7,40 € HT/kg. C'est cependant 1,60 € de moins qu'en août (-18%).



Au-delà des matières grasses, la hausse de l'offre, notamment dans l'UE, a également pesé sur **les cours de la poudre maigre qui sont sous pression depuis plusieurs mois**. En décembre 2025, la cotation océanienne atteignait 2 146 €/t (-4% en un mois et-21% /2024), niveau désormais très proche de la cotation étasunienne, à 2 140 €/t (-1% en un mois et -26% /2024). Mais c'est dans l'UE que la cotation était la plus basse alors que les disponibilités y sont plus importantes, à 2 043 €/t (-4% en un mois et-21% /2024).

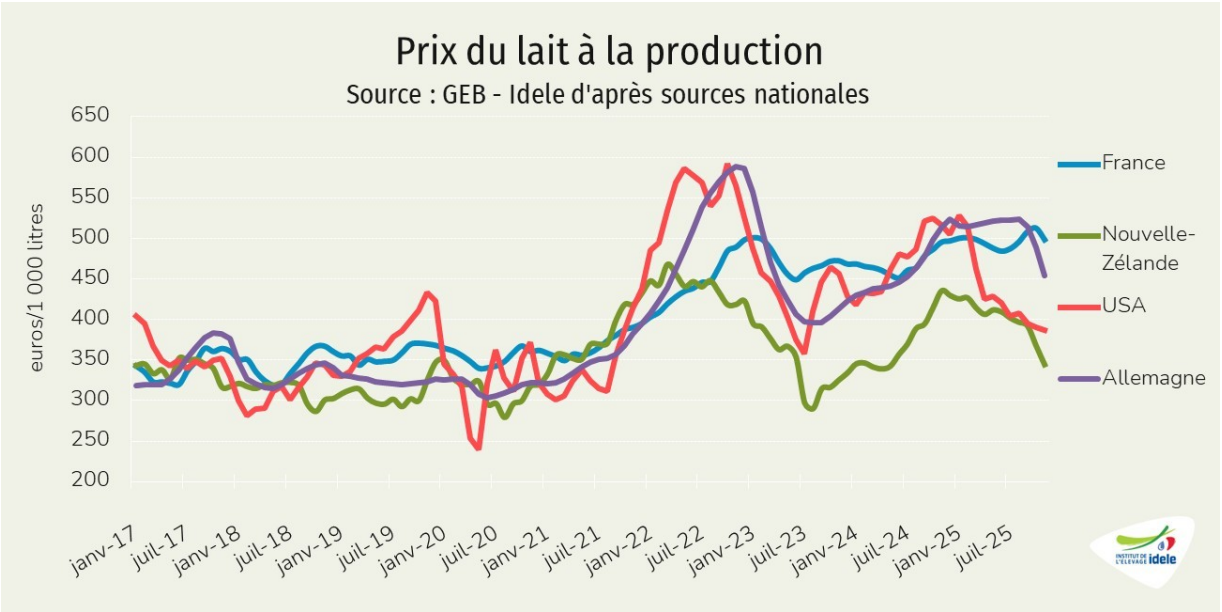


Signe positif cependant, les deux premières enchères de 2026 du *Global Dairy Trade* étaient orientées à la hausse notamment pour les matières grasses et les poudres, un mouvement non observé depuis de nombreuses semaines.

Les prix à la production sous pression

La progression de l'offre et le recul des cours des produits laitiers ont exercé une **pression généralisée sur les prix à la production à l'échelle mondiale**. Si le mouvement de baisse a d'abord affecté les États-Unis en lien avec un surplus de matières grasses, les prix reculent désormais un peu partout.

Aux États-Unis, le prix à la production atteignait 387 €/1 000 l en novembre 2025, soit une baisse de 4 € en un mois (-1%) et 130 € en un an (-25%). **En Nouvelle-Zélande**, après une campagne 2024/2025 historique notamment pour la coopérative majoritaire Fonterra, les prix sont également désormais sous pression, à 345 €/1 000 l en novembre 2025, soit une baisse de 23 € en un mois (-6%) et 91 € en un an (-21%). Les prévisions de prix pour Fonterra ont été révisés à la baisse pour la campagne 2025/2026. Enfin, la récente conclusion d'un accord de libre-échange entre la Nouvelle-Zélande et l'Inde a été particulièrement décevante. En effet, les négociations n'ont pas apporté de nouvelles opportunités d'accès aux produits laitiers de base pour la Nouvelle-Zélande sur le marché laitier indien d'après Fonterra.



Au sein de l'UE, les prix sont également sous pression mais les ampleurs des baisses sont très variées. En Allemagne, le prix à la production de novembre 2025 était désormais nettement inférieur au prix français. Il atteignait 454 €/1 000 l (-7% /octobre 2025 et -13% /novembre 2024) contre 498 €/1 000 l en France (-3% /octobre 2025 mais +3% /novembre 2024).

Les entreprises européennes orientées vers l'exportation de commodités laitières sont particulièrement affectées par le repli des cours mondiaux. Ainsi, les prix du lait conventionnel payés par les entreprises irlandaises (*Dairygold*, *Tirlan*, *Kerry Agribusiness*) ont entamé un repli plus précoce et important qu'ailleurs en Europe. Ce mouvement est désormais suivi par un bon nombre d'entreprises du nord de l'Europe comme le néerlandais Frieland Campina, le danois Arla ou l'allemand DMK. Les prix payés par les entreprises françaises ont, eux, jusqu'ici mieux résisté.

Viande ovine

Une offre française toujours modeste en ce début d'année

Dernière révision le 23 janvier 2026

Viande ovine » France »

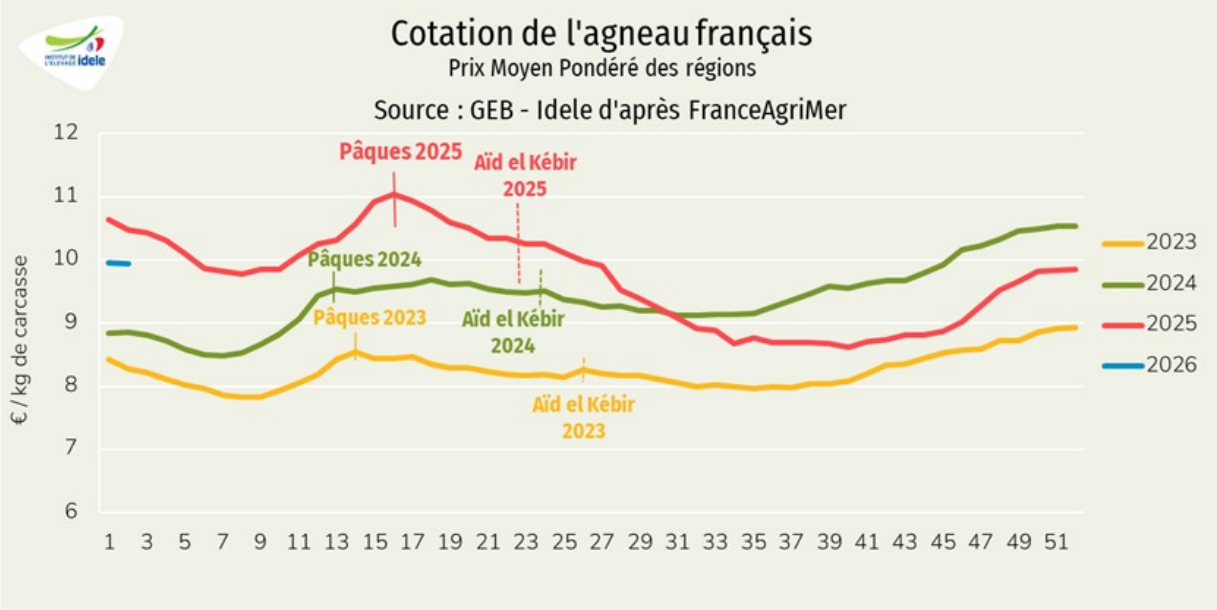
La cotation débute 2026 sous son niveau de 2025

Dernière révision le 23 janvier 2026

Si la cotation de l'agneau lourd entrée abattoir s'est nettement redressée pour les fêtes de fin d'année, elle reste sous ses niveaux de 2025 : le commerce pour cette période festive aurait été quelque peu décevant. La cotation démarre 2026 sous son niveau de l'an passé mais surpasse toutefois de loin celles de 2023 et 2024.

La cotation française proche des 10€/kg début 2026

En **semaine 3** de 2026 (se terminant le 18 janvier), la **cotation entrée abattoir de l'agneau français atteignait 9,95 €/kg,** stable d'une semaine sur l'autre. Elle restait par ailleurs 0,52 €/kg sous son niveau de 2025.

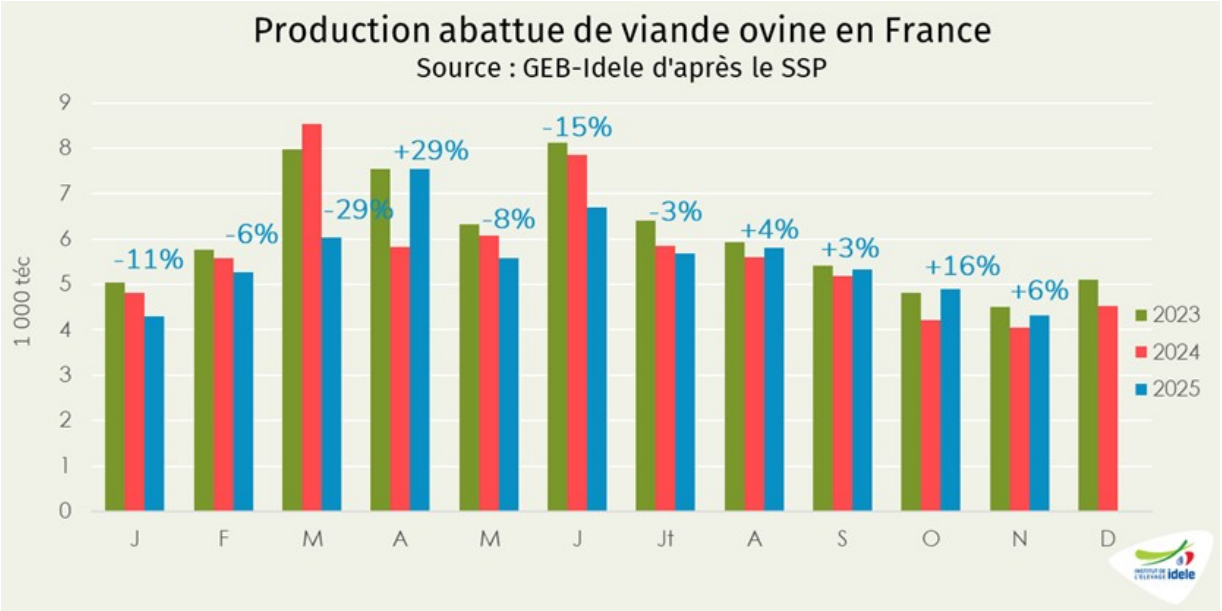


En novembre 2025, **l'IPAMPA ovin viande** était en légère hausse d'un mois sur l'autre et quasiment stable d'une année sur l'autre. Si on regarde dans le détail :
• L'indice **énergie et lubrifiants** a augmenté de 6% d'un mois sur l'autre et diminué de 2% /2024 ;
• L'indice **engrais** était en hausse de 3% d'un mois sur l'autre et de 12% d'une année sur l'autre ;
• L'indice **aliments achetés** était stable d'un mois sur l'autre et reculait de 5% d'une année sur l'autre.

Le prix des engrais et des énergies repart donc à la hausse fin 2025. Attention, d'autres charges comme le travail effectué par un tiers ou le fermage, ne sont pas incluses dans l'IPAMPA.

Les abattages français continuent de se redresser d'une année sur l'autre en novembre

Selon *Agreste*, **la production abattue de viande ovine était en recul de 3% d'une année sur l'autre sur 11 mois en 2025**, à 62 000 téc, et de 14% comparée à la moyenne des cinq dernières années (2020-2024).
Sur la période, les abattages **d'agneaux** comme de **réformes** ont diminué de 6 % en effectif et de 3 % en volume. Ces replis sont au moins en partie imputables à l'épidémie de **FCO**. L'alourdissement des carcasses explique les évolutions en volume. Le poids moyen de carcasse des agneaux est passé de 18,4 à 19,0 kgéc et celui des réformes de 26,2 à 27,1 kgéc.



Selon les données *d'Ovinfos*, fournies par Interbev, **les volumes abattus en décembre seraient en légère baisse d'une année sur l'autre. Ils sont en légère hausse la première semaine de 2026 puis s'effondrent la 2ème**.

Les importations françaises d'agneaux vivants ont diminué sur les onze premiers mois de 2024, de 38% /2024, totalisant 79 000 têtes. Elles reculent de 39 000 têtes d'Espagne, notre principal fournisseur. **Les imports de réformes, toutes espagnoles, ont baissé de 20% /2024**, à 13 300 têtes et aucun flux n'a été constaté en novembre. Ces reculs participent à la baisse des abattages en France.

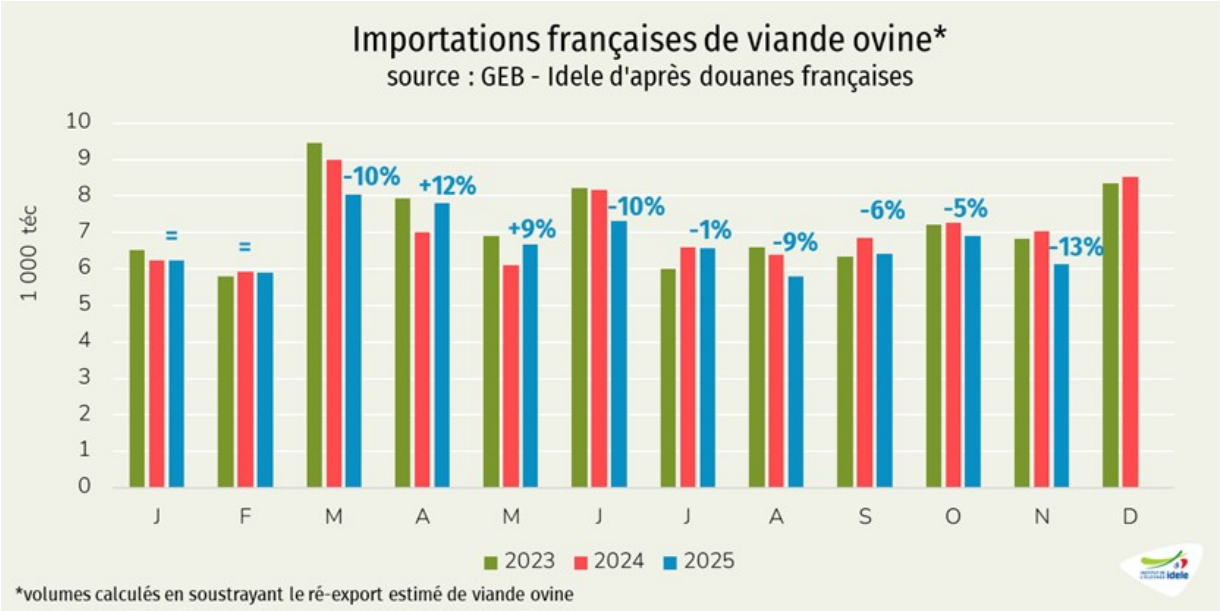
Après avoir diminué de 18% sur un cumul de 10 mois, **les exports français d'agneaux vivants** ont doublé d'une année sur l'autre en novembre 2025, à destination de l'Espagne et de l'Italie, inversant la tendance à l'œuvre. Ils **augmentent de 13% sur un cumul 11 mois en 2025**, totalisant 270 000 têtes. En décembre, les effectifs exportés seront probablement importants : le remplissage des ateliers d'engraissement dans le Sud de la France ayant diminué au profit de l'export d'agnelets. **Cela devrait impacter la disponibilité en agneaux finis pour le 1er semestre 2026.**

Par ailleurs, selon les retours du terrain, il est **possible** qu'il y ait eu de la **recapitalisation** dans certaines exploitations ovines : attendons les données cheptel du SSP de fin 2025.

Toujours sur 11 mois cumulés, les **exports de réformes** ont légèrement baissé, de 1%, à 47 000 têtes. On enregistre un bond de 50% vers l'Italie mais un repli de 97% vers la Hongrie et un arrêt des envois vers Chypre.

La baisse des importations de viande ovine s'accélère en novembre

Les importations françaises de viande ovine destinées au marché français (en soustrayant le réexport estimé de viande ovine britannique) **voient leurs volumes baisser sur un cumul de 11 mois en 2025 (-3,6 %)**, totalisant 74 000 téc. Elles sont désormais stables en provenance du Royaume-Uni (flux en hausse jusqu'en novembre où les volumes britanniques chutent) mais baissent fortement en provenance des autres fournisseurs principaux : -12% depuis l'Irlande, -5% depuis la Nouvelle-Zélande et -12% depuis l'Espagne.



Les importations françaises de viande ovine reculeraient de 13 % comparées à la moyenne 2015-2019, sur 11 mois cumulés.

Après une hausse en octobre, les achats des ménages dégringolent en novembre

Sur les 11 premiers mois de 2025, les abattages français sont toujours en repli d'une année sur l'autre, tout comme les importations de viande ovine.



Le disponible français en viande ovine recule ainsi de 4% /2024 et même de 16 % comparé à la moyenne 2015-2019. Il avait repris des couleurs en octobre mais baissé de nouveau en novembre.

Selon le *panel Kantar*, les achats de viande ovine par les ménages français, hors RHD, ont baissé de 13% sur 11 mois en 2025 comparés à 2024, parallèlement à une hausse de 9% du prix moyen (à 19,82 €/kg). On remarque un regain des achats d'une année sur l'autre en octobre 2025 puis un effondrement en novembre (-26% /2024). Cela pourrait aller de pair avec un **prix moyen de vente en hausse** de seulement 3% en octobre mais de 12% en novembre.

Viande ovine » UE et monde »

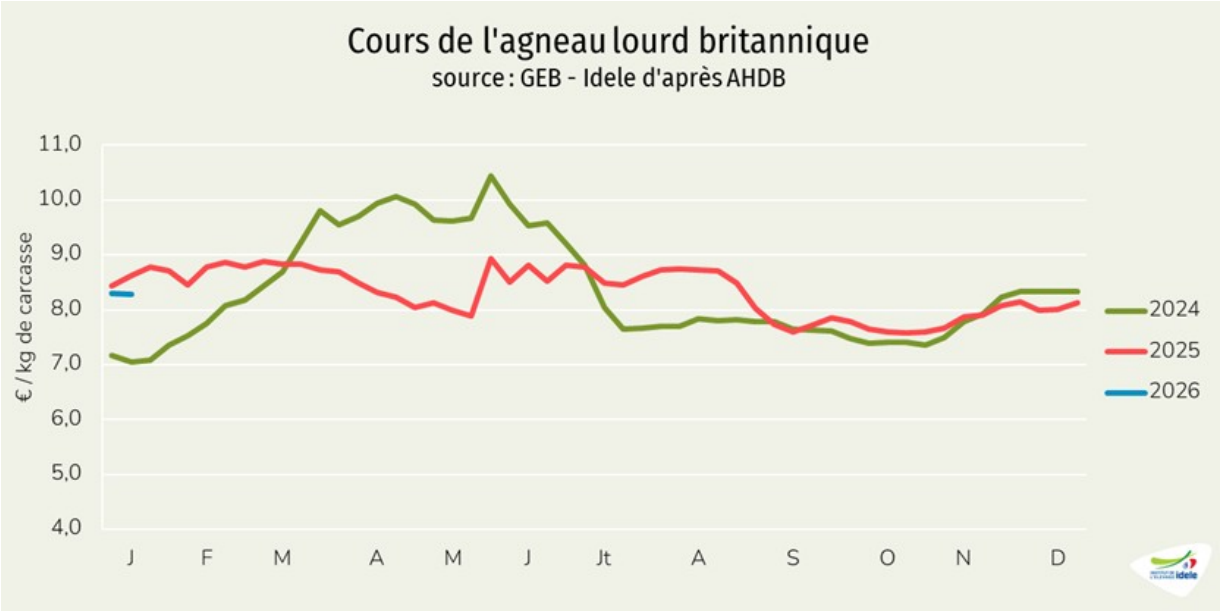
L'export britannique résiste malgré un cheptel affaibli

Dernière révision le 23 janvier 2026

En 2025, malgré une offre modeste, la hausse des importations de viande ovine, notamment depuis l'application de l'accord de libre-échange avec l'Australie, permet au Royaume-Uni de concentrer sa production sur le débouché export. Les volumes associés sont en hausse notable cette année, au détriment de ceux d'autres exportateurs.

Royaume-Uni : les effectifs d'agneaux atteignaient leur plus bas niveau en juin 2025

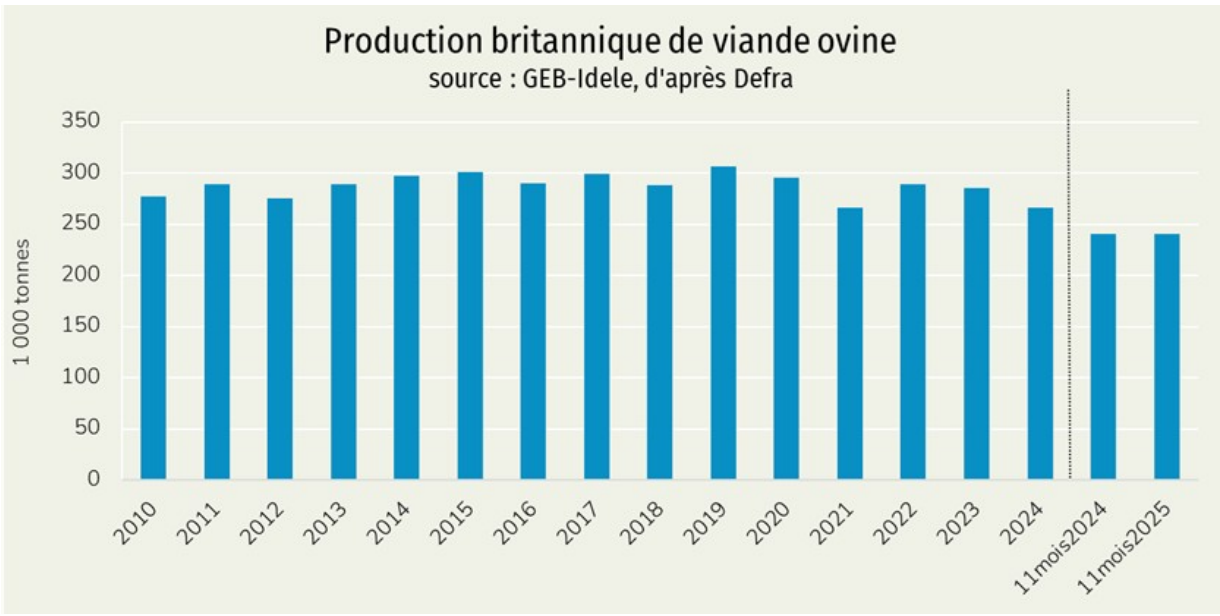
Début 2026, **en semaine 2, la cotation de l'agneau britannique atteignait 8,29 €/kg** soit -0,01 €/kg d'une semaine sur l'autre et -0,33 €/kg comparée à 2024.



Selon l'enquête du *Defra (Département de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales)*, **le cheptel ovin britannique continue de se contracter**. En juin 2025, il était inférieur de près de 2% à celui de l'année précédente, avec des baisses dans toutes les catégories, y compris les brebis. Le nombre d'agneaux de moins d'un an atteignait 14,8 millions de têtes, soit le niveau le plus bas enregistré depuis le début de la collecte de données en 1984.

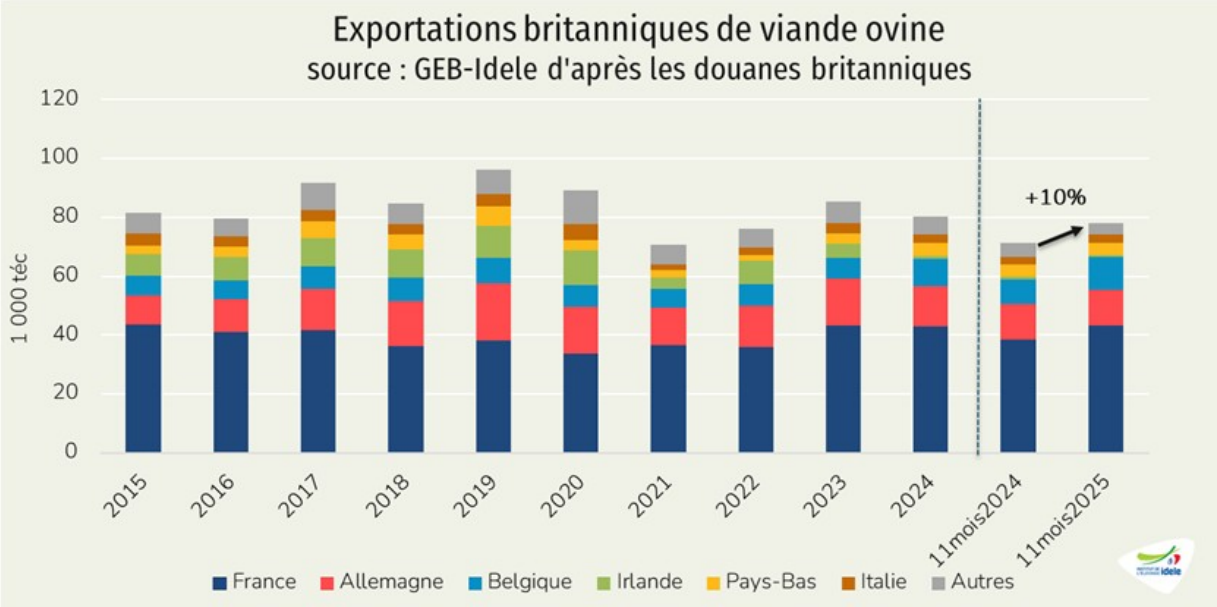
Toujours d'après le *Defra*, **après une hausse de 3% sur 7 mois, les abattages d'agneaux décrochent** : ils n'ont cessé de reculer d'une année sur l'autre en août (-5%), septembre (-3%), octobre (-9%) et novembre (-12%) et sont alors en recul de 2% d'une année sur l'autre sur 11 mois cumulés. **Les abattages de réformes baissent** de 8% sur la période, et n'ont dépassé leur niveau de 2024 qu'au mois de juin.

Avec des poids moyens de carcasse en hausse de +0,6 kg pour les agneaux, à 20,5 kg, et une baisse de 0,7 kg pour les réformes, à 26,5 kg, **la production britannique totale de viande ovine** a atteint 240 300 t sur les 11 premiers mois de 2025, soit**-0,3% /2024** et -11% comparée à la moyenne 2015-2019. **Les importations d'ovins vivants ont fortement augmenté** au Royaume-Uni en 2025 ; on constate notamment une hausse de 155% (+29 000 têtes) des ovins vivants nord-irlandais importés pour abattage direct, totalisant 47 500 têtes.



On constate un **regain des achats d'agneau au détail par les Britanniques sur le dernier trimestre de 2025** comparés à la même période de 2024, de 4% d'une année sur l'autre, en parallèle d'une hausse de 2 % du prix moyen payé (*Kantar*).

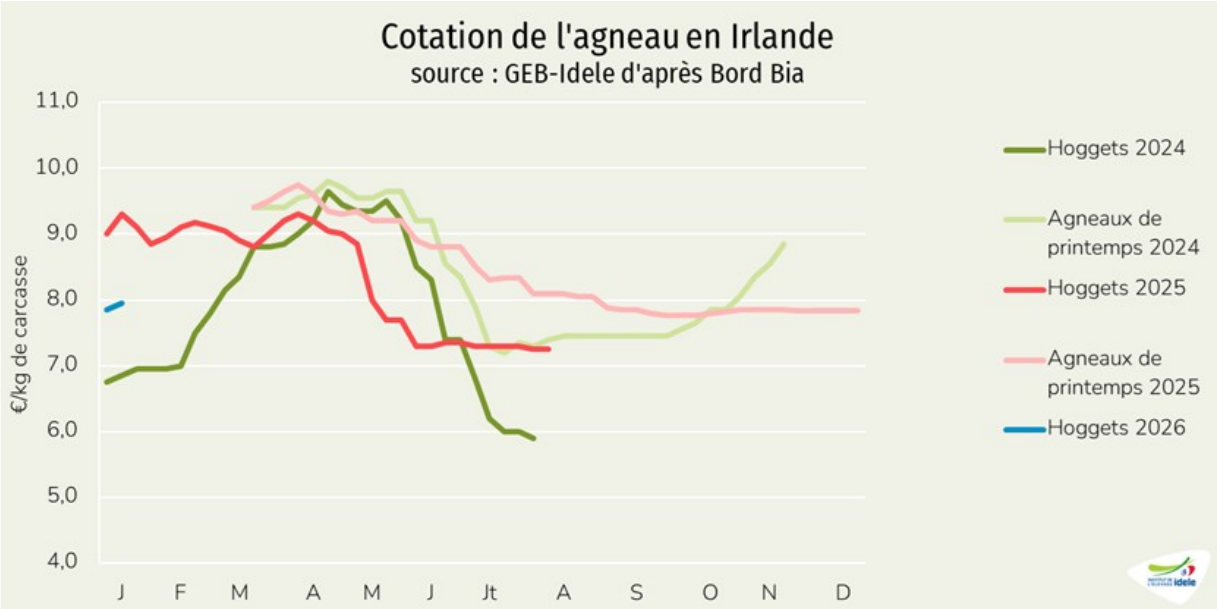
Les exportations britanniques de viande ovine étaient en hausse de 10% sur la période, à 79 000 téc. Elles dépassaient de seulement 1% leur niveau d'avant *Brexit* et pandémie de Covid-19 (moyenne 2015-2019). En novembre, elles se stabilisaient d'une année sur l'autre après deux mois de hausses.



Après un bond en 2024, **les importations britanniques de viande ovine** poursuivent leur croissance en 2025, **augmentant de 3% /2024 sur les 11 premiers mois de 2025**, à 73 300 téc. Elles augmentent de 35% soit +7 000 téc en provenance d'Australie, mais baissent de 9% en provenance de Nouvelle-Zélande.

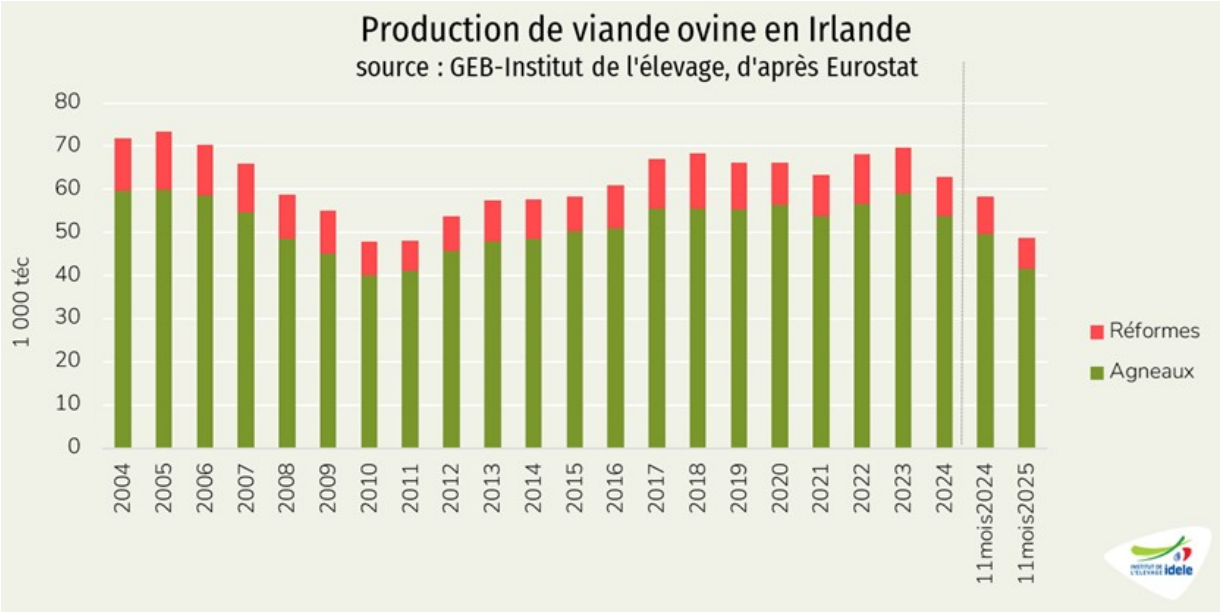
Irlande : fortes baisses de la production et des exportations de viande ovine

En **semaine 2** de 2026, selon la commission européenne, la cotation du Hogget irlandais atteignait **7,95 €/kg**, en hausse de +0,10 €/kg d'une semaine sur l'autre et en baisse de 1,35 €/kg comparée à la même semaine en 2025.



Malgré une **forte hausse des importations d'ovins vivants (x3)**, provenant principalement du Royaume-Uni (pour tenter de contrebalancer la baisse des sorties d'agneaux irlandais et celle des imports de vifs prêts à abattre originaires d'Irlande du Nord), et après avoir déjà baissé de 10% entre 2023 et 2024, **la production irlandaise de viande ovine a chuté de 17% /2024 sur 11 mois en 2025**, totalisant 49 000 tonnes. C'est 20% de moins que sur la moyenne des cinq dernières années. Après de fortes baisses d'une année sur l'autre de juillet à octobre, la tendance persiste mais ralentit en novembre (-4%).

Les effectifs **d'agneaux** abattus ont diminué de 19% /2024 et de 16% en volume, illustrant une hausse de leur poids moyen de carcasse, de 22,1 à 22,6 kg. Le nombre de **réformes** a reculé, de 20% /2024, et de 19% en volume, avec un poids moyen de carcasse en légère hausse, atteignant 26,1 kg.



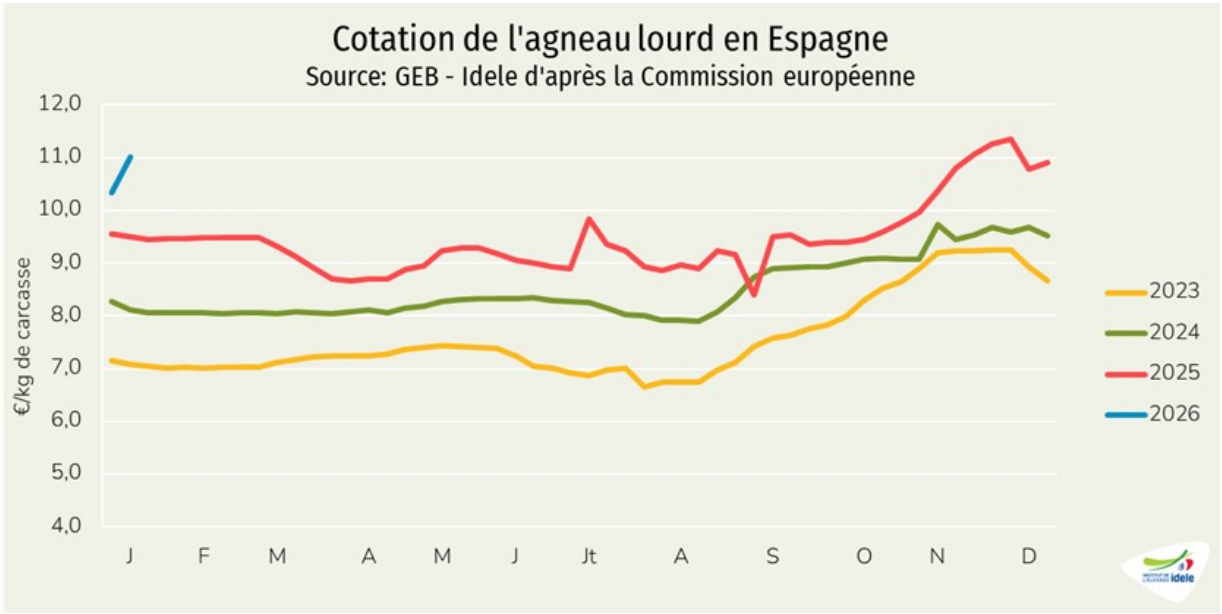
Plusieurs facteurs pourraient expliquer ce franc recul de la production, plutôt structurels comme un **renouvellement générationnel difficile**, ou plus conjoncturels comme la **baisse des abattages d'agneaux nord-irlandais** (qu'il était plus intéressant d'abattre au Royaume-Uni où les agneaux sont pour le moment mieux valorisés, avec le label *Red Tractor*). La **baisse de la production d'agneaux en Irlande du Nord** y est aussi pour quelque chose : selon *Irish Farmer Journal*, l'approvisionnement d'ovins dans leurs abattoirs aurait diminué de 11% /2024. Avec une meilleure valorisation du lait de vache et de la viande de bœuf, **certains éleveurs irlandais auraient aussi tendance à se détourner de la production ovine**.

Un autre élément pourrait appuyer la tendance à l'œuvre : l'**apparition de la FCO-3 en Irlande du Nord fin novembre 2025**, qui a provoqué l'interdiction de l'envoi d'ovins vifs vers la République d'Irlande. **Les exports pour abattage direct sont autorisés si le mouvement est déclaré au moins 48h à l'avance**, ce qui ne devrait finalement pas trop bloquer les flux.

Malgré ce fort repli de l'offre, les douanes irlandaises ne font état que d'une légère baisse des exportations de viande ovine de 2% /2024, totalisant 45 000 téc. Les données sont erronées mais n'ont pour le moment pas été corrigées… *Bord Bia* évoqueune **une chute** – bien plus réaliste – **de 15% des exports irlandais de viande ovine entre 2025 et 2024,** atteignant leur plus bas niveau depuis 2016, avec 51 000 tonnes.

Espagne : une cotation de l'agneau lourd qui explose

Le cours de l'agneau espagnol entrée abattoir débutait 2026 à **11,02 €/kg en semaine 2**. Il bondissait alors de 0,68 €/kg d'une semaine sur l'autre et restait 1,52 €/kg au-dessus de son niveau de 2025. **Les prix de la viande s'envolent en Espagne, notamment ceux de l'agneau, ce qui peut résigner une partie des consommateurs**.



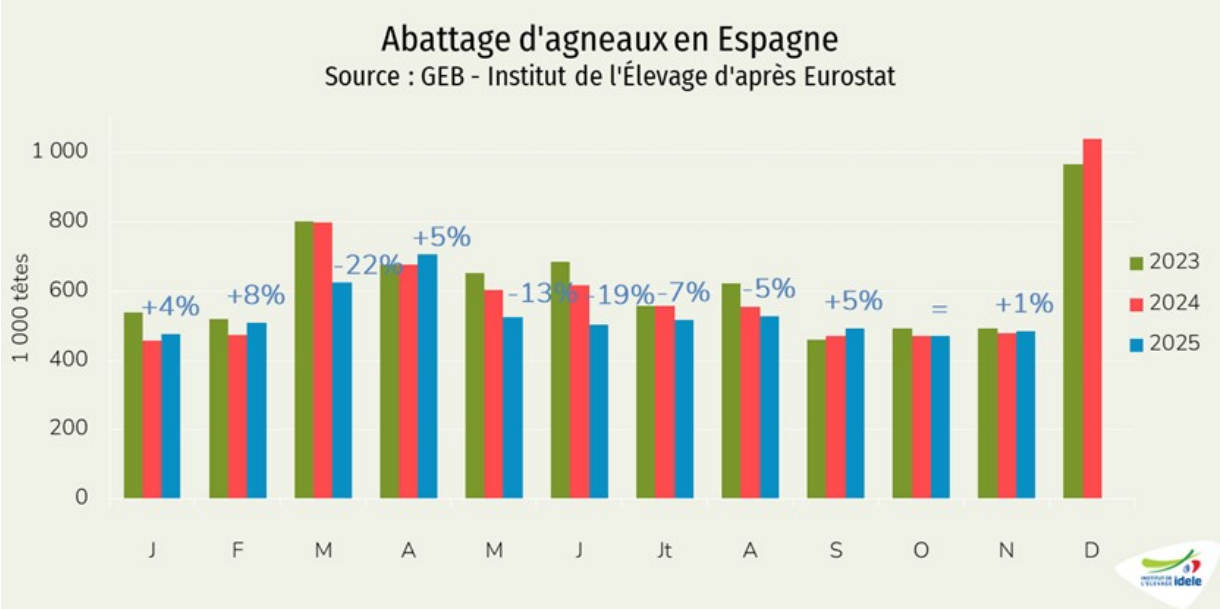
La forte demande sur les marchés internationaux pour la viande espagnole, visiblement très appréciée, tire aussi les prix vers le haut : les acheteurs étrangers sont prêts à payer plus cher. Il en résulte une **pression accrue sur l'approvisionnement du marché intérieur en animaux**.
La **FCO** (mortalité, problèmes de reproduction, avortements, …), des épisodes **climatiques** extrêmes (forte sécheresse sur les dernières années) et des **difficultés de transmission** des élevages entre générations sont à l'origine d'une **baisse des effectifs ovins en Espagne** (près de 5% de brebis en moins chaque année), ce qui fait

monter les cours, face à une forte demande internationale.

Du côté de la FCO, il faut noter le **changement de stratégie des autorités espagnoles dans la lutte contre la maladie depuis mars 2025**, d'un plan d'éradication à un plan de contention et de prévention, qui semble avoir impacté les abattages d'agneaux au 2nd semestre. Les agnelages d'automne, déterminants pour la période des fêtes, auraient diminué de 30% /2024.

Selon le journal espagnol *El Païs,* **l'agneau a atteint 23,85 € le kilo à Noël**, soit une augmentation de 9 % d'une année sur l'autre. À cause de cela, « la consommation est pratiquement inexistante » indique le président de la coopérative Copreca en Estremadure, et « l'agneau est devenu un produit de niche ».

La production de viande ovine espagnole s'est stabilisée d'une année sur l'autre sur 11 mois 2025, totalisant 87 400 t. Près de 650 000 **réformes** ont été abattues, soit -0,6% /2024 et la baisse est plus forte en volume (-1,8%), du fait d'un poids moyen de carcasse en baisse, à 24,2 kgéc. Le nombre d'**agneaux** abattus a diminué sur 11 mois en 2025, de 5% /2024, totalisant 5,8 M de têtes, tandis que les volumes abattus étaient stables, à 72 000 t. On constate un **alourdissement marqué des carcasses d'agneaux**, de 0,7 kgéc sur la période considérée, à 12,3 kgéc, en lien avec l'annulation des envois vers le Maroc au 1er semestre mais aussi possiblement avec l'adaptation des professionnels à la demande des pays du Moyen-Orient (agneaux lourds).



Malgré un recul des abattages, **les exportations de viande ovine espagnole sont en hausse d'une année sur l'autre sur 11 mois en 2025, de 12% /2024**, à 45 000 téc. C'est 7% de plus que sur les cinq dernières années. On observe notamment une forte hausse des envois vers **l'Algérie** (qui ont quasiment triplé, de 4 400 à 12 400 téc).

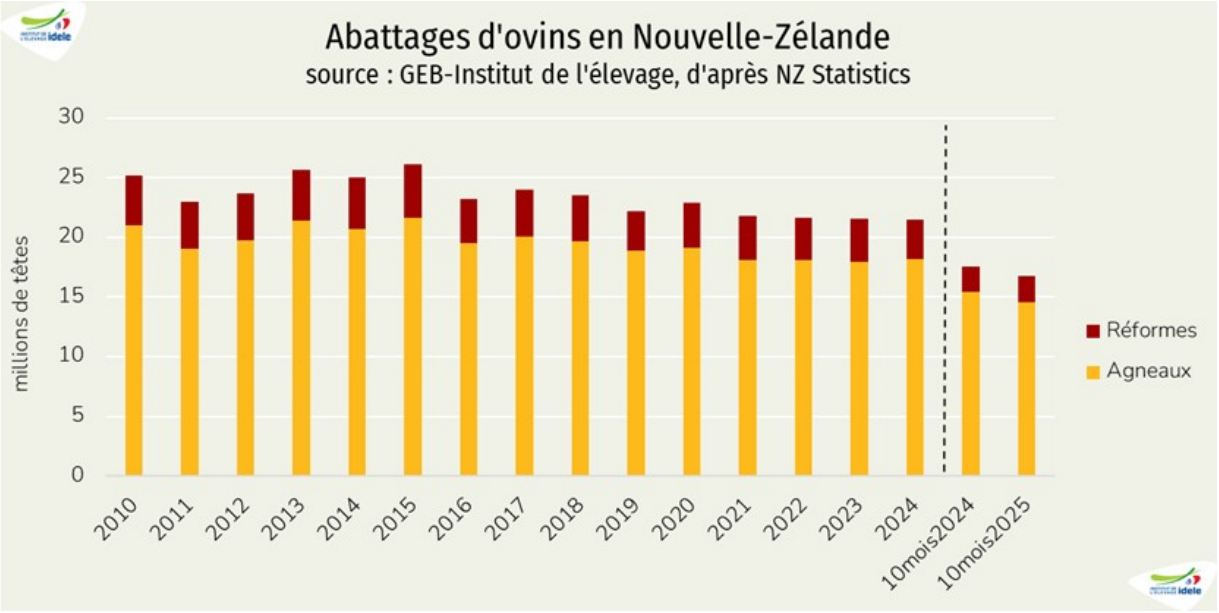
Contrairement aux années précédentes, **les exportations d'ovins vivants ont enregistré un recul**, notamment une baisse notable des livraisons vers d'importants marchés comme le Maroc. **Les envois d'agneaux espagnols reculent de 31% d'une année sur l'autre**, totalisant près de 900 000 têtes et **les envois de réformes ont reculé de 35%** /2024, à 101 400 têtes.

Nouvelle-Zélande : vers une nouvelle baisse du cheptel ovin ?

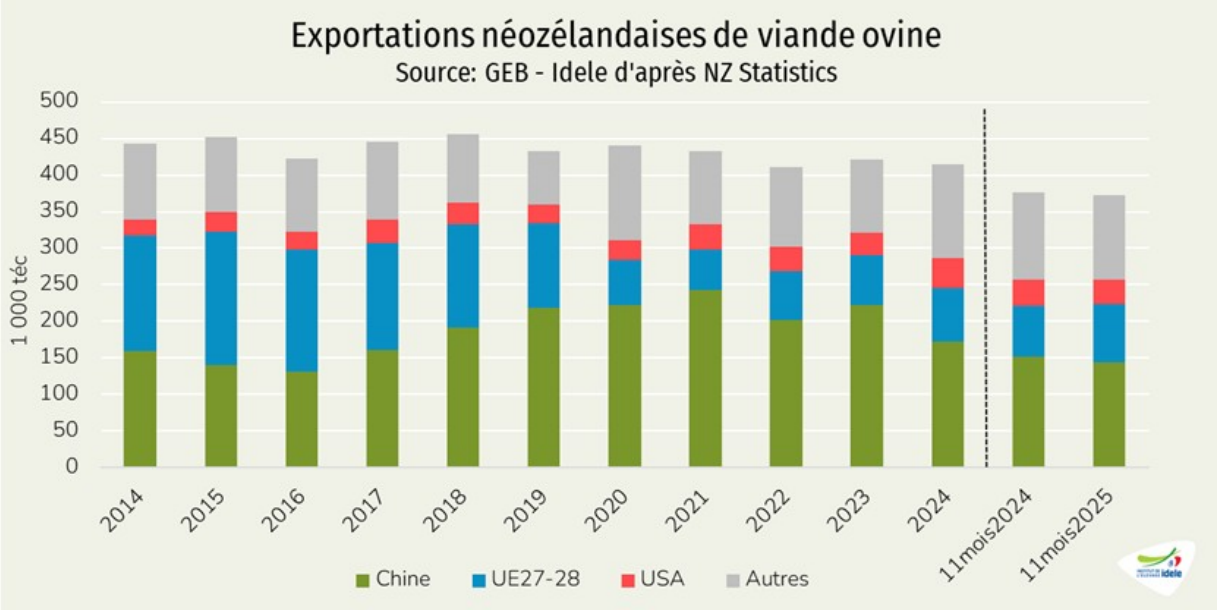
Les difficultés structurelles auxquelles fait face la filière néozélandaise (compétition avec l'élevage bovin lait puis les plantations de pin subventionnées par l'état, qui participent aux difficultés de rentabilité des exploitations ovines) **pèsent sur le cheptel ovin**. Entre juin 2014 et 2024, ce dernier a diminué de 21%, totalisant 24 millions de têtes. Sur cette période, le cheptel bovin lait a baissé de 13% tandis que l'allaitant était stable. La superficie des prairies a diminué tandis que celle allouée à la plantation de kiwi ou de pins ont significativement augmenté.

Attendons les résultats de l'enquête cheptel de juin 2025 mais la hausse des réformes et la baisse de la production d'agneaux **présument d'une poursuite de la décapitalisation du cheptel ovin néozélandais**.

En effet, **sur les 10 premiers mois de 2025, la production a reculé de 2% /202**4, totalisant 344 000 téc. Le nombre d'agneaux abattus a diminué de 6% /2024, à 14,5 M de têtes, tandis que celui des réformes a augmenté de 5%, à 2,2 M de têtes. Les données d'abattage de novembre connaissent un retard de publication.



Les exportations de viande ovine ont totalisé 372 000 téc sur 11 mois, en recul de 1% /2024. **La plus forte baisse est enregistrée vers le Royaume-Uni (-8 200 téc) puis vers la Chine (-7 800 téc), et les États-Unis (-3 200 téc)**. *A contrario*, les exports néozélandais augmentent vers les Pays-Bas (+3 900 téc, plateforme de réexport), l'Allemagne (+ 3 600 téc) et Taïwan (+ 3 100 téc). Après avoir augmenté d'une année sur l'autre entre août et octobre, ils baissent de 4% en novembre 2025.



Le prix de la viande ovine néozélandaise, sur une tendance haussière depuis début 2024 sous l'effet d'une demande internationale dynamique associée à une offre mondiale sous tension, semble s'être globalement stabilisé sur les dernières semaines de 2025, autour de 5,30 €/kg. **En 2025 en moyenne, il était à 4,89 €/kg soit +1,05 €/kg comparé à 2024.**

Achats des ménages dynamiques en 2025

Dernière révision le 22 janvier 2026

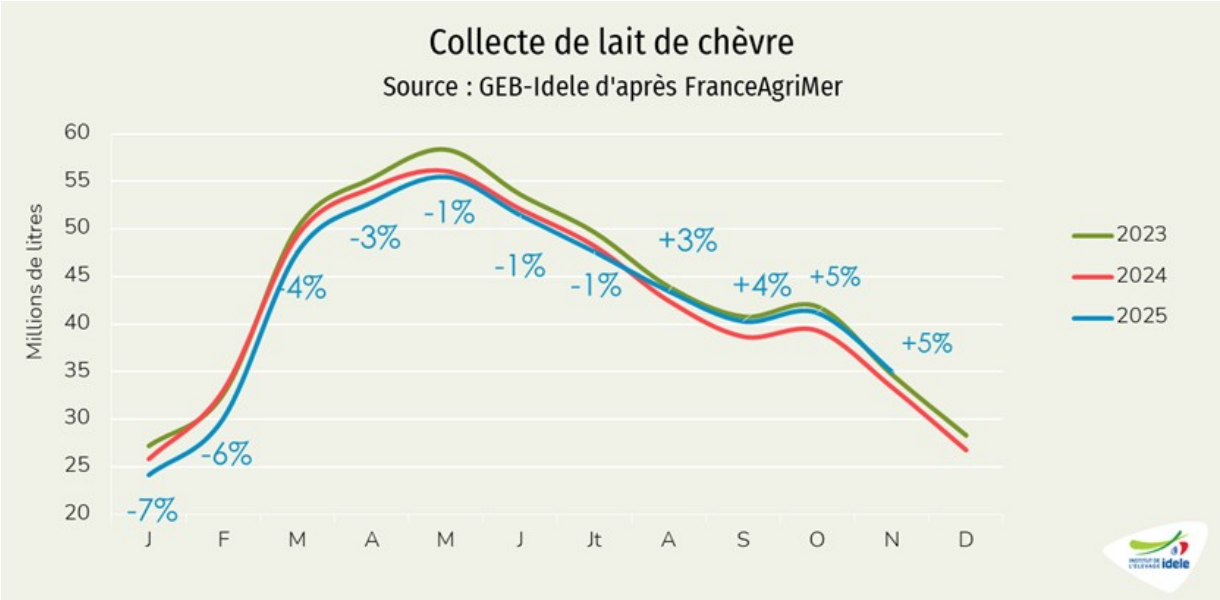
Collecte en retrait de 1% sur onze mois

Dernière révision le 22 janvier 2026

Malgré un second semestre très dynamique, la collecte de lait de chèvre parviendra difficilement à se hisser à son niveau de 2024. Les fabrications sont stables en cumul face à une consommation qui se tient bien.

Livraisons toujours sur une pente croissante en novembre

La collecte de lait de chèvre s'est élevée à 34,9 millions de litres en novembre 2025, une hausse de 5% /2024.



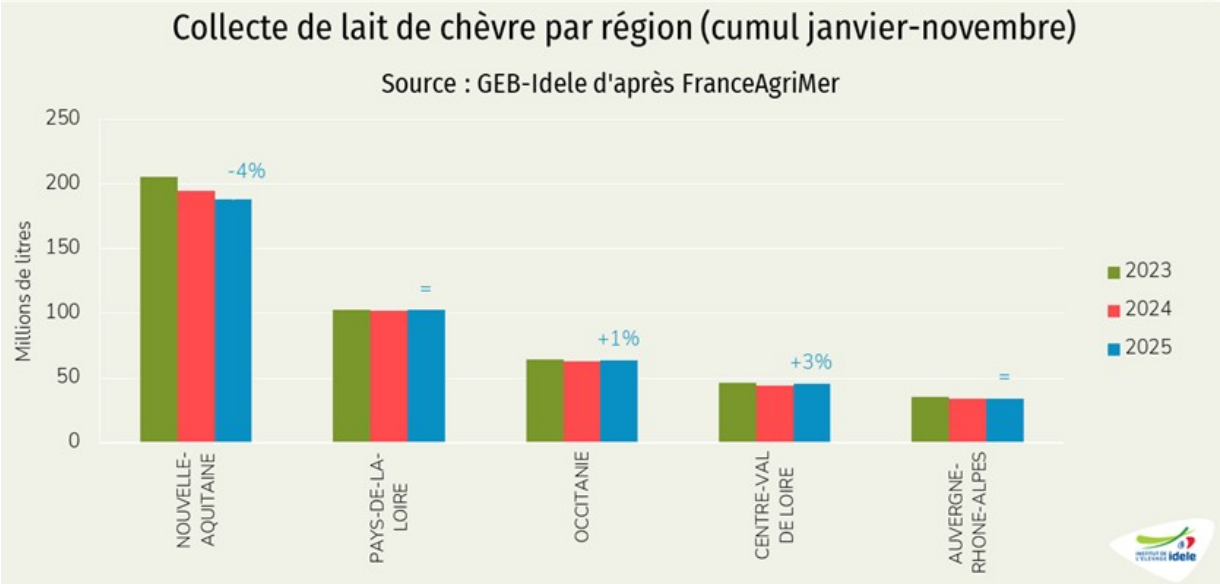
En cumul sur les onze premiers mois de l'année, **469 millions de litres ont été livrés, soit -0,8% /2024 (avec correction de l'effet année bissextile en 2024) et -3,9% /2023.** 2025 devrait se terminer un peu en deçà du niveau de la collecte de 2024 qui s'était élevée à 500 millions de litres (-3,3% /2023). Le fort recul des livraisons sur les premiers mois de l'année n'a pu être complètement rattrapé en seconde partie de 2025, malgré un pic de collecte d'automne bien marqué.

Début janvier, il semble, d'après l'enquête hebdomadaire de FranceAgriMer, que la collecte débute au dessus de son niveau de 2025, et même proche de celui de 2024.

Collecte très dynamique en Centre-Val-de-Loire

En cumul sur les onze premiers mois de 2025, la collecte a évolué d'une année sur l'autre comme suit :

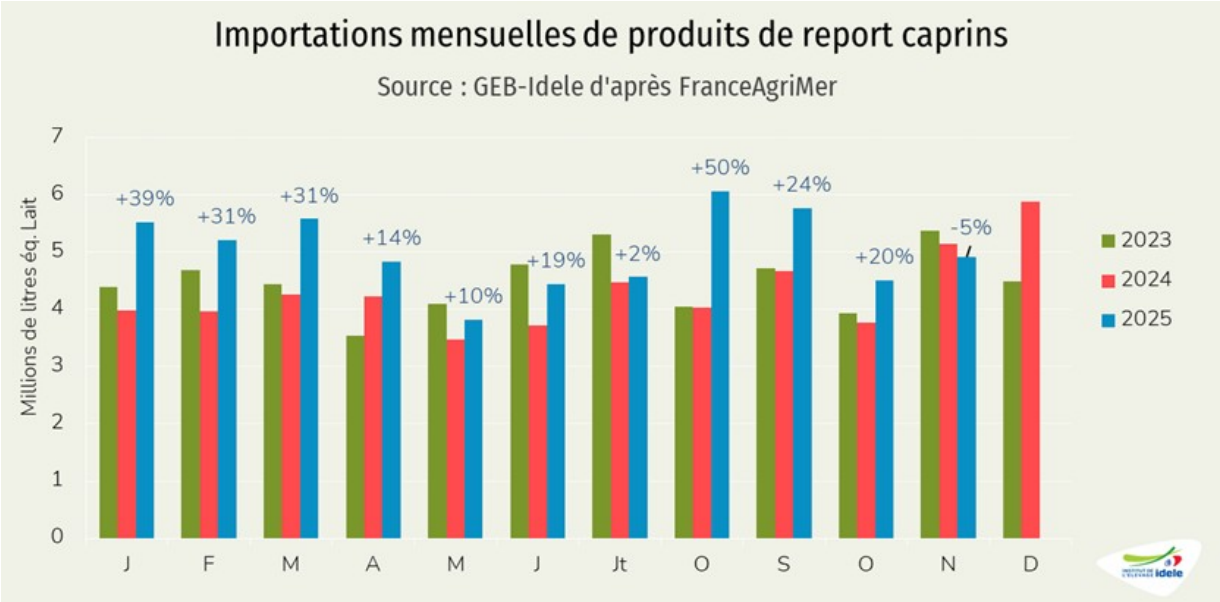
- +3% en Centre-Val de Loire,
- +1% en Occitanie
- Stable en Pays de la Loire et AURA,
- -4% en Nouvelle-Aquitaine.



Sur le mois de novembre, les livraisons sont en hausse de 9% en AURA, 7% en Centre-Val de Loire, 6% en Pays de la Loire, 3% en Nouvelle-Aquitaine et 2% en Occitanie.

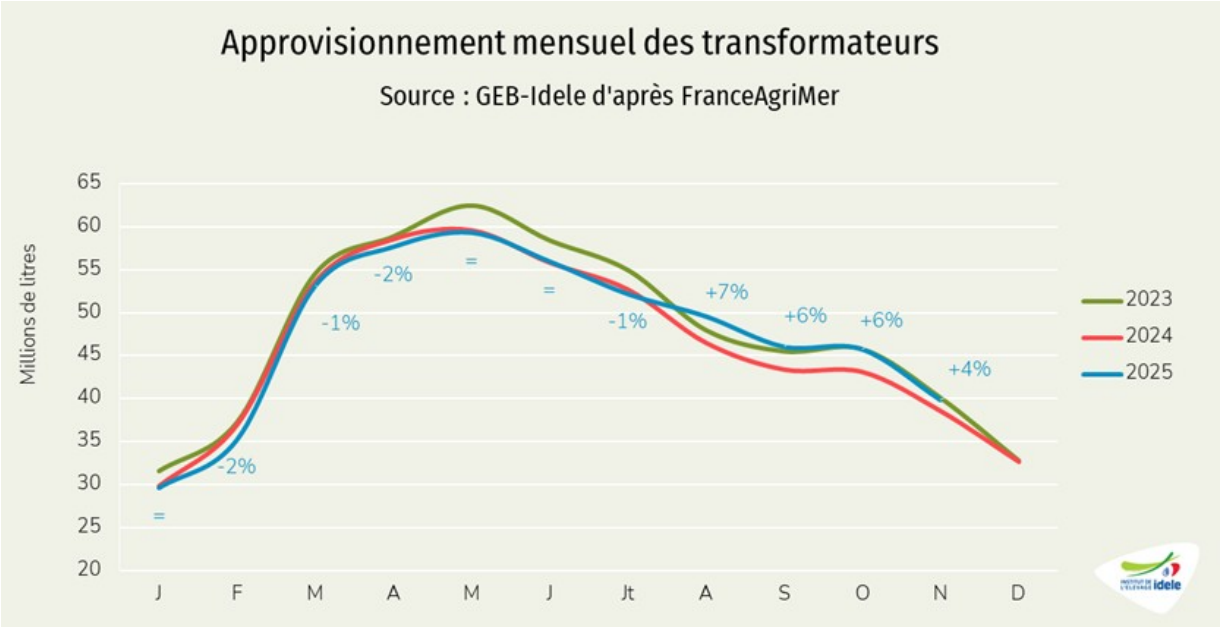
Importations en hausse sur 11 mois

Les industriels français ont importé 4,9 millions de litres équivalent lait en novembre (-5% /2024 et +9% / octobre 2025).



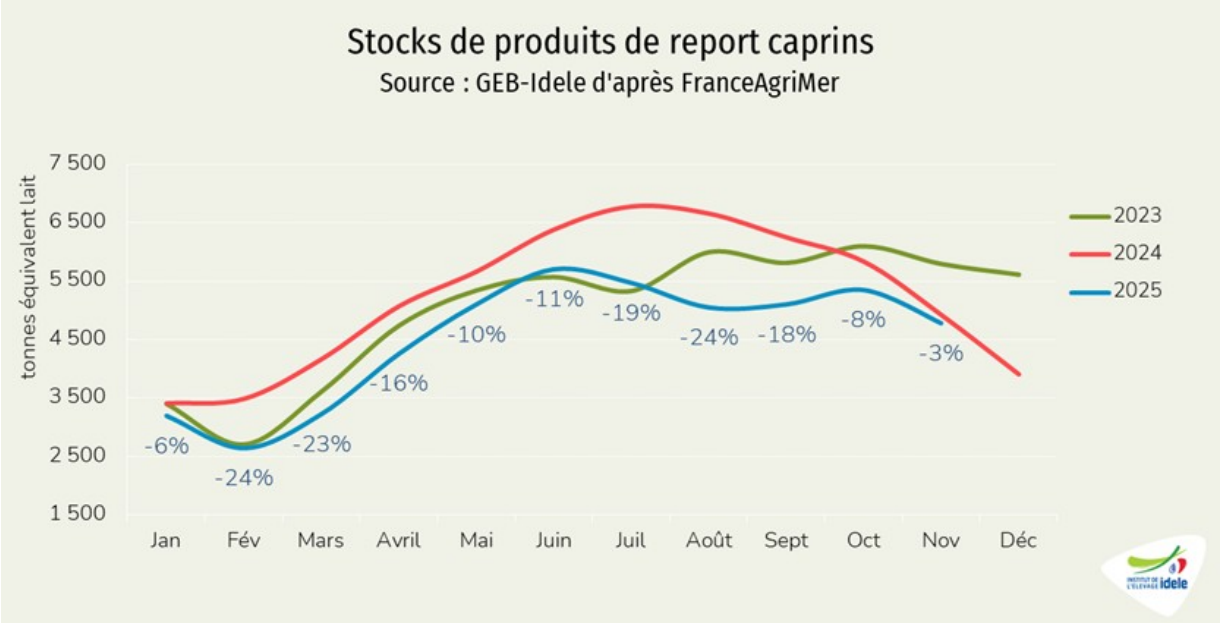
De janvier à novembre, **55 millions de litres équivalent lait ont été importés, soit +21% /2024. Ils ont permis de compenser le fort recul de la collecte de début d'année.**

Les approvisionnements des transformateurs sont en hausse par rapport à novembre 2024, à 39,9 millions de litres (+4% /2024).



En cumul sur onze mois, **524 millions de litres de lait de chèvre (collecte et importations) ont été transformés, un niveau légèrement supérieur à 2024 (+1,1%).** Le niveau des livraisons du premier semestre avait fortement fait reculer les approvisionnements de début d'année, à peine compensés par les importations.

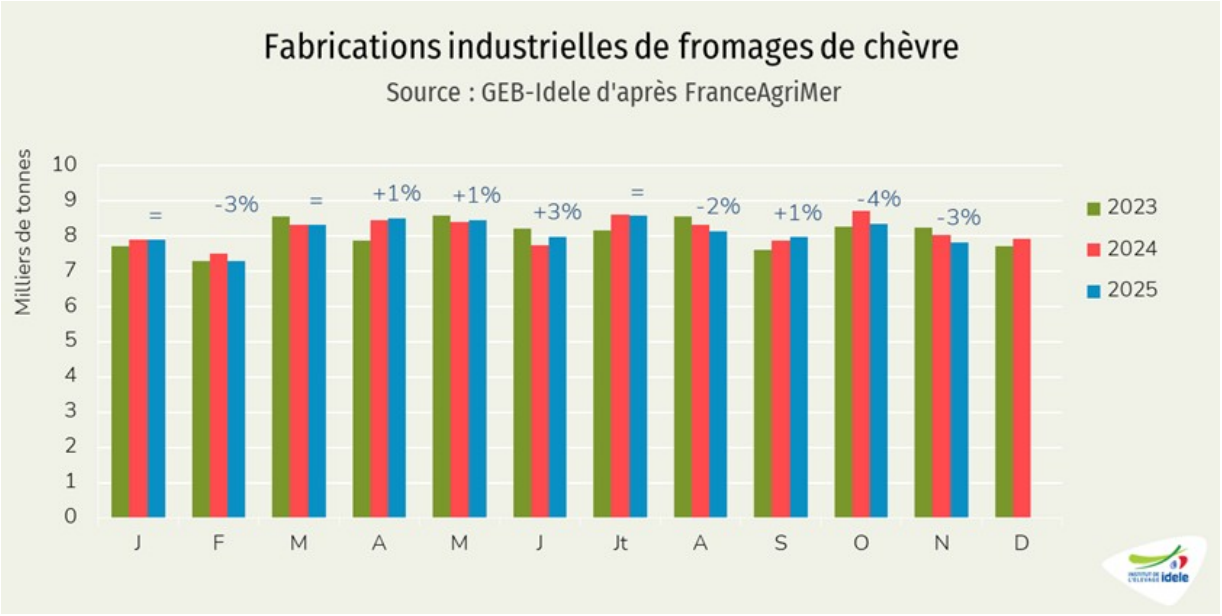
Les stocks de produits de report caprins étaient en recul sur un an en novembre (-3%) et par rapport au mois d'octobre (-11%).



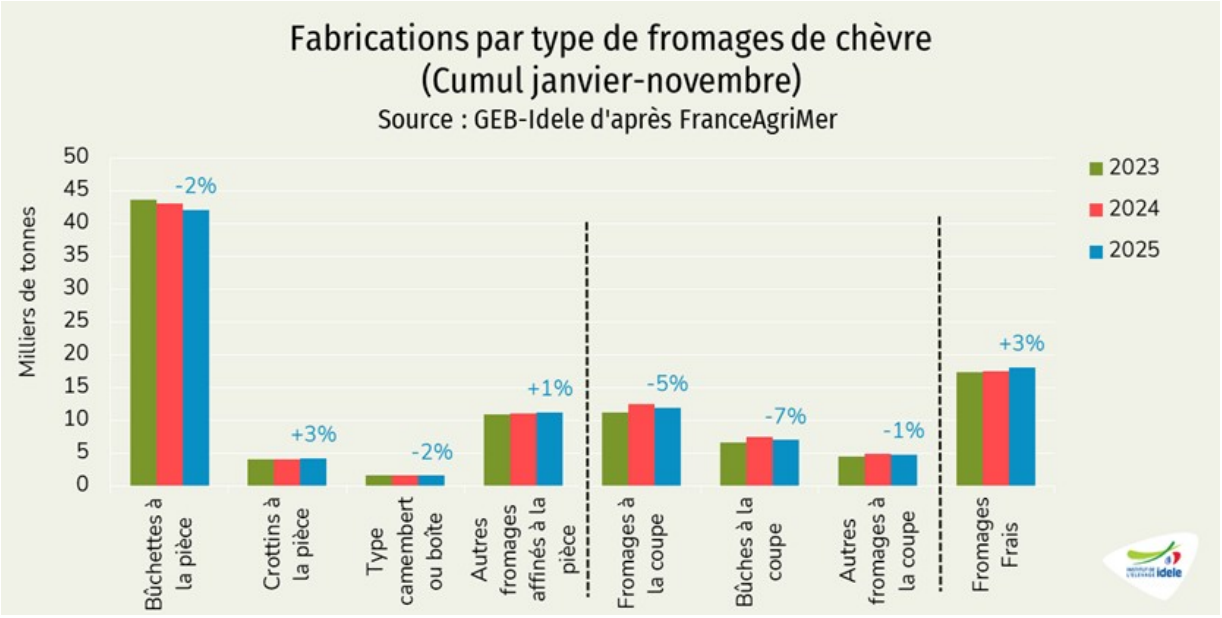
En début d'année, ils ont suivi la même courbe qu'en 2023 et 2024. Au cours de l'été, ils ont reculé avant d'augmenter légèrement au moment du pic de collecte de l'automne, avant d'entamer leur baisse hivernale correspondant au creux des livraisons.

Recul des fabrications sur deux mois successifs

Les fabrications de fromages de chèvre sont en recul de 2,5% d'une année sur l'autre en novembre, totalisant 7 836 tonnes, après une baisse de 4,1% en octobre. **En cumul depuis janvier, les volumes atteignent 89 400 tonnes (-0,6% /2024).**

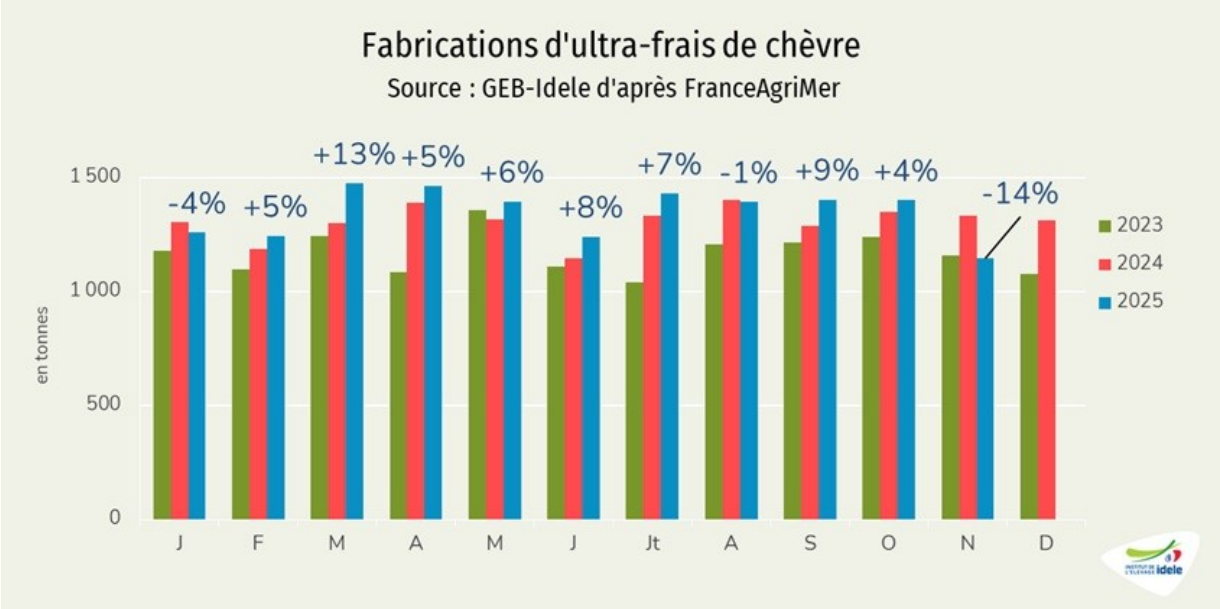


Les bûches de 1kg et autres fromages destinés à la restauration hors domicile ou aux industries agroalimentaires reculent (-5% en cumul sur onze mois) tandis que les fromages frais progressent toujours significativement (+3% /2024).



La catégorie des fromages affinés à la pièce est stable en novembre et en recul de 1% de janvier à novembre. Dans le détail, les bûchettes sont en retrait de 2% /2024 tandis que les crottins sont en hausse de 3%.

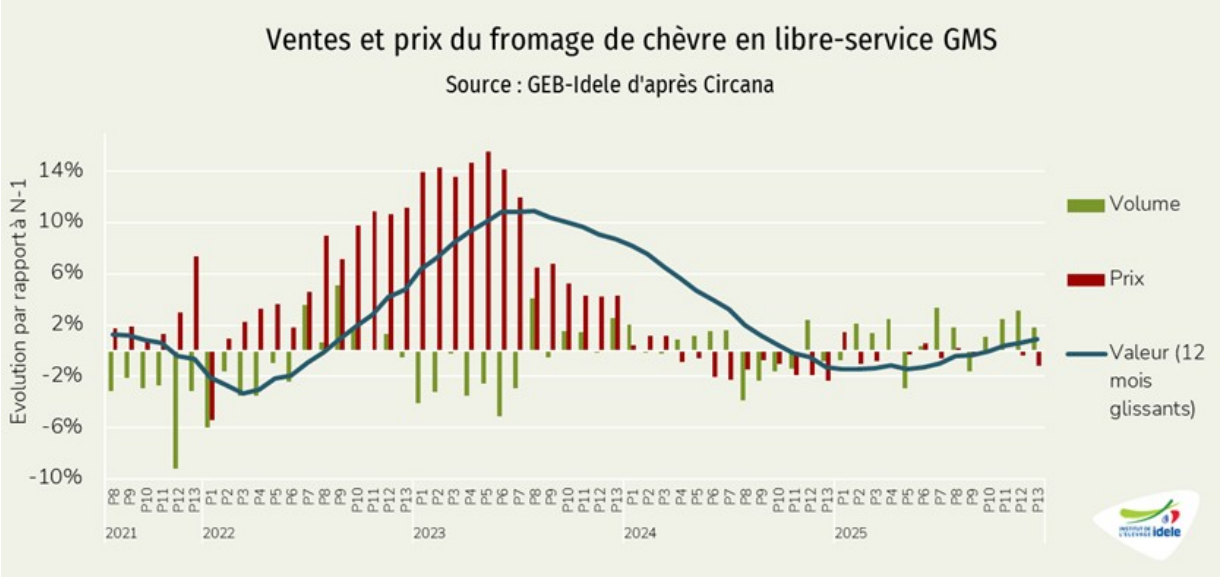
L'ultra-frais marque un recul brutal en novembre, 1 147 tonnes fabriquées (-14% /2024 mais -1% /2023).



En cumul sur onze mois, les fabrications d'ultra-frais demeurent en hausse de 3% /2024 (et +14% /2023).

Croissance des achats de fromages de chèvre en 2025

Les données Circana de la treizième période de l'année (du 14/12/25 au 10/01/26) permettent de faire la bilan des achats des ménages au rayon libre-service des grandes surfaces en 2025. **En volume, les consommateurs ont accru leurs achats de fromages de chèvre de 1,3% /2024. Les marques ont réussi à reprendre des volumes, avec une hausse des ventes de 2,1%.** Les marques de distributeurs progressent toujours mais à un rythme inférieur (+0,9% /2024), elle représentent 48% des achats (49% en 2023) contre 44% pour les marques nationales.



Les marques nationales ont moins progressé en valeur (+1,7%), à cause d'un prix moyen au kg en recul de 0,4% /2024. Quant aux MDD, en valeur, elles ne progressent que de 0,3%.

Les fromages de chèvre bio ont reculé de 7,4% /2024 en volume et de 8,0% en valeur. Les fromages AOP sont en retrait de 2,2% en volume et quasi-stables en valeur (-0,4%)

Lait de chèvre et viande » Viande caprine »

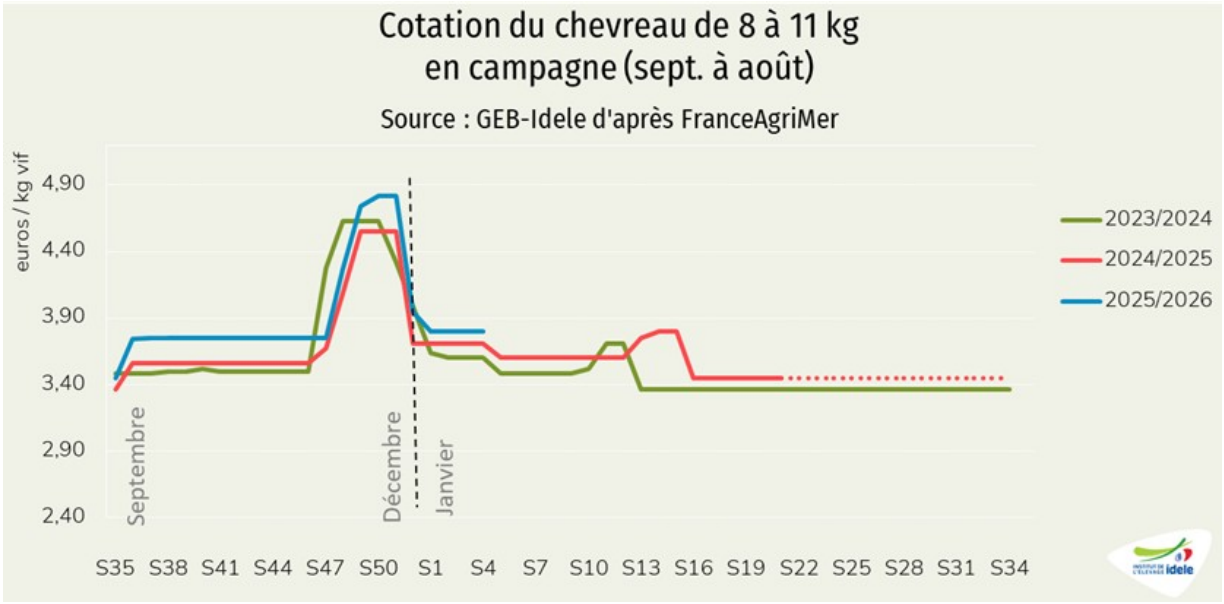
Manque de chevreaux à Noël

Dernière révision le 22 janvier 2026

La période des fêtes de fin d'année, second temps de consommation de viande de chevreau derrière Pâques, s'est terminée sur une production en fort recul. Cela a compliqué les approvisionnements des clients. Le prix du chevreau vif de 11kg était en hausse par rapport à 2024 sur cette période.

Cotations de fin d'année en hausse

Pour les fêtes de fin d'année, **le pic de cotations du chevreau léger vif a atteint 4,82 €/kg (+6% /2024).**

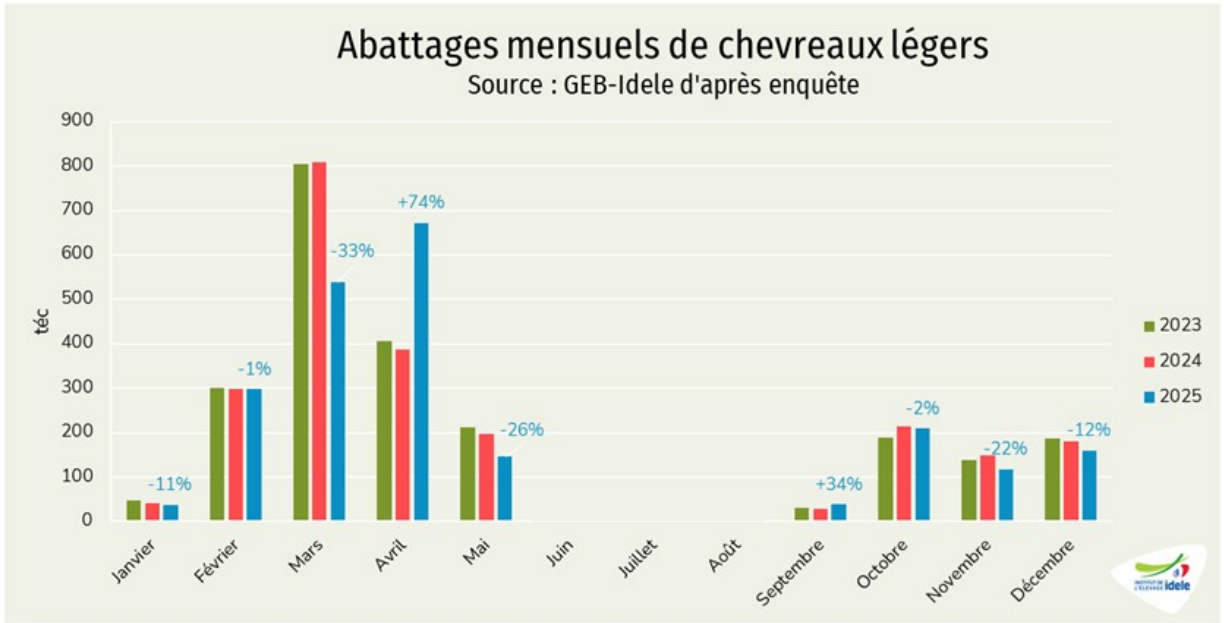


Depuis la reprise de la publication des cotations début septembre, le prix du chevreau de 8 à 11 kg vif a été stable, à 3,75 €/kg (+27 cents et +5% /2024). Le pic de Noël s'est étendu sur deux semaines, à 4,82 €/kg vif.

Début janvier, le chevreau vif est à 3,80 €/kg (+9 cents et +2% /janvier 2025). Il devrait rester à ce niveau jusque peu avant Pâques (lundi de Pâques le 6 avril en 2026).

Très fort recul des abattages de fin d'année

Sur la campagne de Noël 2025/2026, selon l'enquête conduite par Idele auprès des trois principaux abatteurs de chevreaux légers, près de 27 000 chevreaux ont été abattus (-14% /décembre 2024). Les poids carcasse sont en légère hausse, compensant légèrement ce fort recul. **Les tonnages abattus ne baissent ainsi « que » de 12% à 159 000 téc.**

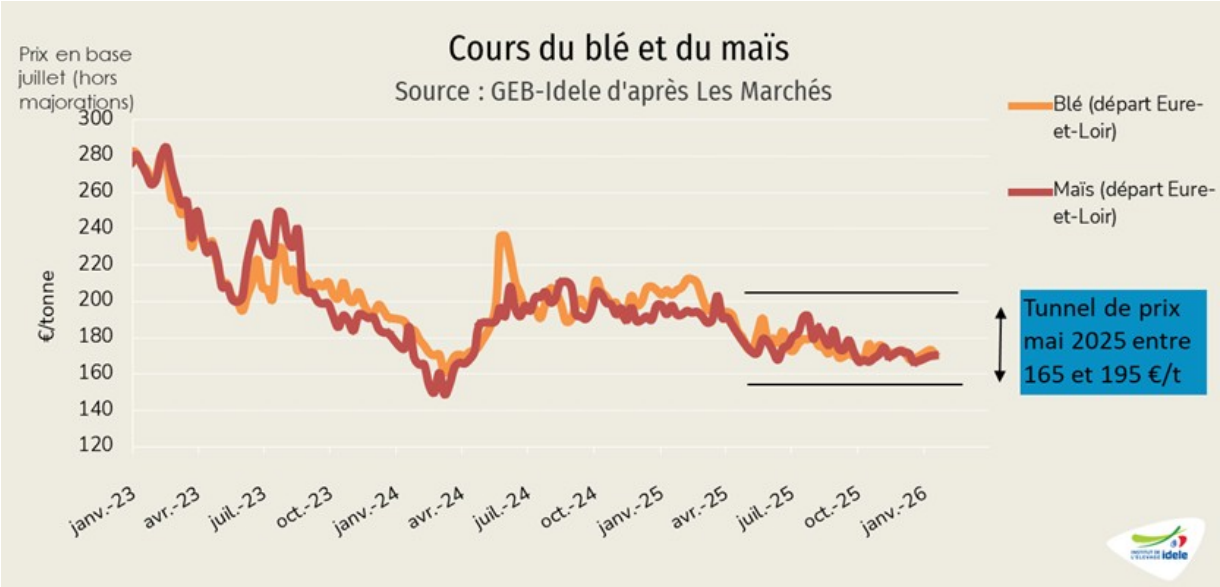


Les prix des céréales toujours sous la pression des récoltes mondiales abondantes

Dernière révision le 22 janvier 2026

Les cotations françaises des céréales inférieures à 200 €/t depuis mars 2025

Les cours du blé et du maïs en France sont dans un tunnel de prix bas depuis un an et demi et l'écart de prix est faible entre les deux. On observe une volatilité importante, mais toujours dans l'intervalle 165-195 €/t depuis le printemps 2025. Les fondamentaux du marché restent inchangés : une récolte abondante et une demande stable. Quant aux nombreux événements géopolitiques, ils sont rapidement intégrés par les opérateurs sans inverser la tendance.



En blé départ Eure-et-Loir, **la cotation n'a pas dépassé la barre des 200 €/t depuis mars 2025. La moyenne annuelle est à 183 €/t (-5% /2024 et -40% /2023).** C'est la seconde année consécutive affichant une moyenne des cotations inférieure à 200 €/t.

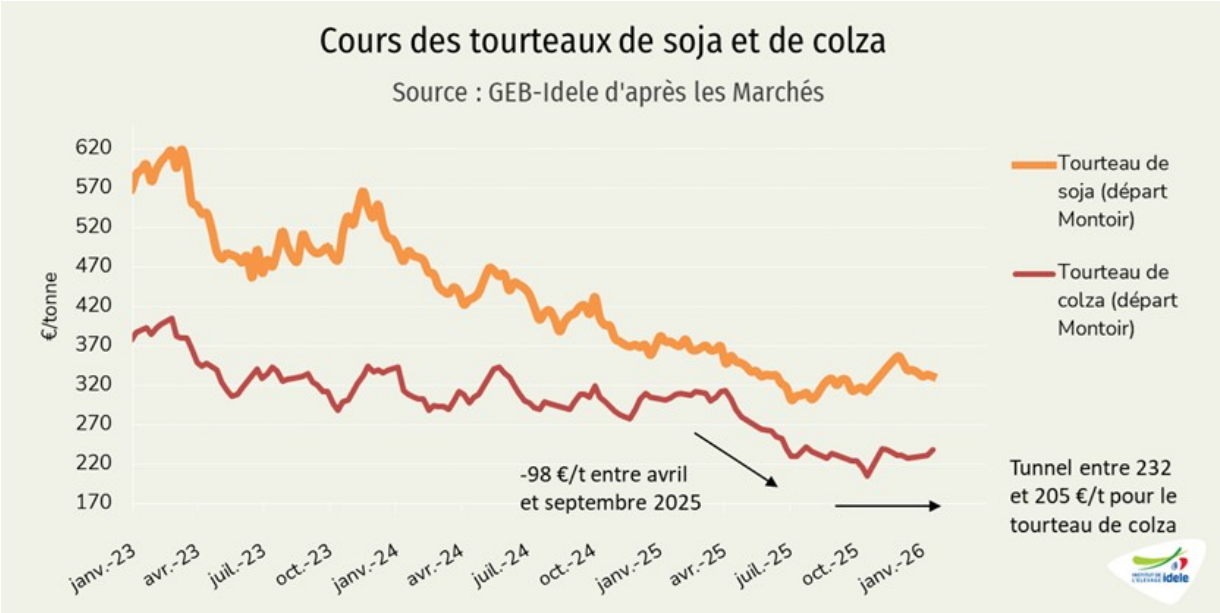
En ce début 2026, les dernières estimations de l'USDA (publiées le 12/01/2026) de **la récolte mondiale de blé sont venues ajouter de la lourdeur au marché : elle s'élèverait au niveau record de 842 millions de tonnes pour la campagne 2025-2026 (+5% /2024-2025 à 800 Mt).** La production des principaux exportateurs est en hausse : Union européenne (144 Mt, soit +22 Mt /2024-2025), Russie (90 Mt, soit +8 Mt), Canada (40 Mt, soit +4 Mt), Argentine (24 Mt, soit +5 Mt), Australie (37 Mt, soit +3 Mt). Quand les achats des principaux importateurs sont estimés en légère baisse : 207 Mt contre 211 Mt en 2024-2025.

En maïs, les mêmes tendances de prix sont à l'œuvre, avec **une cotation moyenne départ Eure-et-Loir à 180 €/t en 2025 (-3% /2024 et -43% /2023).** Là encore, la récolte mondiale est estimée à un niveau très élevée par le CIC (conseil international des céréales) : **1,3 milliard de tonnes sur la campagne 2025-2026, soit +6% /2024-2025.**

Tourteau de soja en abondance

L'USDA estime l**a production mondiale de soja pour la campagne 2025-2026 à 426 Mt (-1 Mt /2024-2025).** De nombreuses incertitudes sur les achats de la Chine aux États-Unis ont apporté de la volatilité fin 2025, avant de se résorber, les deux parties ayant trouvé un terrain d'entente.

Avec l'augmentation de l'incorporation d'huile dans les carburants, **la production de tourteaux de soja mondiale est prévue en hausse, à 288 Mt (+7 Mt /2024-2025).**



La cotation moyenne 2025 du tourteau de soja disponible Montoir est en baisse, à 340 €/t (-20% /2024 et -35% /2023).

En **colza**, la récolte mondiale est annoncée elle aussi record, à 92 Mt. **Le prix moyen 2025 du tourteau de colza disponible Montoir est, là aussi, en recul, à 263 €/t (-14% /2024 et -79% /2023).**

Stabilisation de l'IPAMPA aliments achetés

Alors que les prix des tourteaux et des céréales varient peu depuis plusieurs mois, l'**IPAMPA aliments achetés lait de vache** décroit un peu moins rapidement. Il s'établit **à l'indice 114,4 en novembre 2025, soit +0,2% en un mois (sous l'effet de la hausse du tourteau de soja, +3% en un mois mais toujours -7% sur un an) et -6% sur un an**.

